l'unité

M 2805 - N° 528 - 7 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 7 octobre 1983



Jeune militant pacifiste allemand. Sygma

LA CRISE CHEZ LES AUTRES

II. ALLEMAGNE:

LE MIRACLE N'EST PAS POUR DEMAIN MAIS LA TENTATION PACIFISTE EST POUR AUJOURD'HUI (page 4)

CRIS ET CHUCHOTEMENTS

Et si le débat constitutionnel orchestré par la droite n'était qu'une parade destinée à cacher l'absence d'objectifs, de programmes, de stratégies... et un trop-plein de prétendants **(page 2)**

"SECU": LES CONSIGNES DE VOTE DE LA DROITE

Tout faire pour battre la C.g.t. et la C.f.d.t. sont les mots d'ordre non déguisés de la droite et du patronat **(page 13)**

P.T.T.: ROBOT EST ARRIVE !

Le récent conflit du tri postal a mis en pleine lumière la modernisation tous azimuts de la poste, entreprise qui constitue un fantastique pari sur l'avenir **(page 12)**

F.M.I.: WASHINGTON FAIT LA SOURDE OREILLE

Les pays pauvres ont besoin de toujours plus de moyens. Après l'assemblée du Fonds monétaire international ils en auront moins, les Etats-Unis ayant encore imposé leur vision économique **(page 14)**

DERRIERE LES MURS D'UNE MAISON D'ARRET

Aujourd'hui 1273 détenues sont incarcérées. Loin de leurs enfants, de leur compagnon, de leur foyer comment vivent-elles leur détention ? Comment préparent-elles leur libération et surtout leur réinsertion ? **(page 19)**

CONSTITUTION: CRIS ET CHUCHOTEMENTS

Et si le débat constitutionnel orchestré par la droite n'était qu'une parade destinée à cacher l'absence d'objectifs, de programmes, de stratégies... et un trop-plein de prétendants

PAR CLAUDE ESTIER

LE jour même de la rentrée parlementaire, l'opposition a annoncé le dépôt d'une motion de censure « condamnant sans appel » la politique du gouvernement. C'est son droit le plus strict, un droit que la gauche ne se privait pas d'exercer quand elle était elle-même dans l'opposition tout en sachant qu'une telle démarche n'était pas de nature à bouleverser le rapport des forces politiques.

Aussi bien n'est-ce pas là qu'il faut chercher un élément nouveau. La nouveauté, elle est plutôt dans le fait que l'opposition a enfin compris que la majorité actuelle est au pouvoir au moins jusqu'en 1986 et qu'elle se positionne désormais par rapport à cette date encore relativement lointaine et non plus, comme elle le faisait encore avant l'été, avec l'espoir de bousculer les échéances. On voit ainsi Jacques Chirac se faire doux agneau et prêcher la patience, tout en laissant son compère Claude Labbé fulminer contre la gauche. Mais on voit aussi, du même coup, les leaders de la droite porter le débat en ordre dispersé sur des thèmes quelque peu abstraits par rapport aux préoccupations actuelles des Français telles que l'hypothétique cohabitation entre un président de gauche et une majorité de droite, le bien ou le mal-fondé d'une révision de la Constitution ou les conséquences supposées d'un changement de la loi électorale.



Ce sont ces thèmes qu'ont évoqués mardi tous les anciens de la Ve République réunis à l'Hôtel de Ville dans ce meeting organisé de longue date par Jacques Chirac et dont le maire de Paris espère bien tirer le bénéfice politique ce qui de toute évidence — les télespectateurs ont pu le voir sur leur écran — ne semblait guère enthousiasmer cet autre prétendant qu'est Raymond Barre. Cet étrange concert constitutionnel n'a pas été sans quelques couacs puisqu'on a entendu Chirac et Michel Debré clamer qu'il ne fallait surtout pas changer quoi que ce soit à cette Constitution vieille de 25 ans tandis que Giscard d'Estaing suggérait une série de révisions importantes telles que l'accroissement des pouvoirs du Sénat ou la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, ce qui ne manque pas de sel quand on sait que Giscard avait complètement « oublié » pendant son septennat cette réforme promise par lui, et qu'au terme de celui-ci, il sollicitait des Français un second mandat de sept années.

Voilà qui, pour le moins, manque de sérieux et qui justifie l'éditorial que publiait cette semaine le journal « les Echos », peu suspect de sympathie pour la gauche : « On comprend sans peine que l'opposition s'interroge sur le point de savoir si oui ou non François Mitterrand pourrait gouverner à partir de 1986 avec une majorité de droite. Mais poser publiquement une telle question, alors qu'il reste trois années avant l'échéance, que la gauche a tout le temps de redresser la barre et que le programme de l'opposition brille par son absence, relève du funambulisme politique... Pour l'instant, les leaders de l'opposition n'ont rien de sérieux à proposer aux Français. Ils parlent avec fougue et talent de la liberté, mais ne suggèrent aucune mesure précise pour redresser la situation. Leur programme est vide ou quasiment vide, leur crédibilité nulle ou quasiment nulle, leur capacité de vaincre inexistante ou quasiment inexistante. »

La même accusation de « funambulisme » peut s'appliquer à la polémique déclenchée par l'opposition à propos d'un éventuel changement de la loi électorale pour les élections législatives. Il n'est certes pas exclu qu'un tel changement puisse être proposé par le gouvernement au Parlement mais aucun projet n'est encore arrêté, ce qui rend assez vain le débat qu'on tente de lancer aujourd'hui. Au demeurant, il est étonnant que la droite juge contraire à la démocratie l'introduction éventuelle dans le mode de scrutin d'une certaine dose de proportionnelle alors que, d'une part, c'est ce qui a été fait pour les municipales et qu'elle s'en trouve bien puisqu'elle a pu ainsi entrer pour la première fois dans un grand nombre de municipalités tenues par la gauche et que, d'autre part, c'est aussi cette forme de scrutin en partie majoritaire, en partie proportionnelle qui prévaut, par exemple, en Allemagne où nul ne l'a jamais accusée d'être antidémocratique.

En réalité, la droite cherche des faux-fuyants douteux car elle n'est plus tout à fait sûre que le terrain économique sur lequel elle s'était placée jusqu'ici, en pronostiquant mois après mois la catastrophe absolue, soit le meilleur pour elle. De toutes les phrases prononcées la semaine dernière lors des journées parlementaires du R.p.r. et de l'U.d.f., la plus caractéristique, bien que peu commentée dans la presse, est sans doute celle de Jean-Claude Gaudin n'excluant pas que la gauche puisse réussir et appelant ses amis à ne pas vendre la peau de l'ours pour 1986. C'est aussi ce qu'un homme comme Raymond Barre ne cesse de dire en privé.

Certes, en dépit des premiers résultats positifs obtenus, la gauche n'est pas sortie de l'impopularité que lui vaut la politique de rigueur mise en œuvre par le gouvernement. L'élection de Sarcelles, dimanche dernier, a montré, après celle de Dreux, que la remontée n'est pas encore amorcée. « La gauche est dans le creux », a admis l'autre soir Lionel Jospin en soulignant justement, à propos des sondages dont nous sommes accablés chaque semaine — s'il y a matraquage, c'est bien celui-là — que photographié vingt fois le creux donnera toujours l'image du creux.

Mais il a été souvent prouvé qu'en politique les situations se renversent rapidement. L'impopularité dont la gauche est victime actuellement — comme en sont victimes dans tous les pays voisins les gouvernements au pouvoir quelle que soit leur couleur politique — peut se transformer en approbation si, les équilibres économiques étant rétablis, les Français comprennent que les sacrifices, relatifs, qui leur sont demandés étaient indispensables pour redresser une situation héritée pour l'essentiel des échecs du septennat précédent. C'est ce que les plus lucides des dirigeants de l'opposition semblent avoir soudain réalisé et c'est, si l'on veut bien y réfléchir, le meilleur encouragement que puisse recevoir la majorité pour poursuivre, solidaire et résolue, le difficile combat qu'elle a entrepris. ●

La chronique de Gérard Delfau



Pascal Lebrun

POSITIONNEMENTS

J'AIME bien Marie-France Garaud. Il y a du Balzac décrivant la bourgeoisie dans le regard qu'elle porte sur ses anciens amis. A un journaliste qui récemment lui demandait ce qu'elle pensait du discours de l'opposition, elle a répondu ironiquement : « Parce qu'elle a un discours ? » Avant d'ajouter : « L'opposition a plusieurs voix et plusieurs visages. Elle ne dit pas l'essentiel. »

Je pense à cette petite phrase en lisant ces jours-ci le feuilleton de rentrée de nos trois prétendants, qui sont quatre comme il se doit depuis Alexandre Dumas... D'abord ces étonnantes journées parlementaires U.d.f. Le Liban, le Tchad, la Pologne, le Salvador, l'Argentine ? Connais pas ! Les craquements du Système monétaire international et les propositions françaises pour renflouer le F.m.i. ? Connais pas ! Le IXe Plan et les élections à la Sécurité sociale ? Connais pas ! La bataille des prix et du commerce extérieur ? Connais pas ! En revanche, que de mouvements, d'intrigues et de rebondissements dans le spectacle !

Les têtes d'affiche se nommaient Veil, Barre et Giscard. La veille encore, on s'interrogeait sur chacun d'eux : viendra ? Viendra pas ? Si oui, sur quel thème ? Et dans quel ordre ? Finalement, ils sont tous venus, même Giscard d'Estaing qui s'était fait attendre. Pourtant je plains sincèrement l'imprésario, ce pauvre Jean-Claude Gaudin : il s'est attiré l'inimitié de Simone Veil, qui passait en lever de rideau et qu'il a laissé chahuter par la salle ; par sa faute encore, le public a réservé à la star Giscard d'Estaing un accueil des plus froids, au point que traînerait autour de l'ancien président le souvenir de « Sunset Boulevard ». Et il n'est même pas sûr que Raymond Barre, qui s'est mieux comporté en vedette américaine, ait apprécié de parler au milieu de ce tohu-bohu. Mais où étaient donc les préoccupations quotidiennes des Français dans ces journées-là ?

Quant au débat que tente de lancer la droite sur la « cohabitation », en cas de victoire de l'opposition en 1986, est-ce plus sérieux ? Et surtout comment ne pas remarquer que, si loin de l'échéance, il s'agit d'abord d'une opération à usage interne ? Chacun de ses leaders y a trouvé un terrain de manœuvre, à défaut d'y exprimer une réelle conviction. Giscard s'y pose en gardien de la Constitution et peaufine son message de « décrispation ». Barre donne dans le vertueux : « La Constitution ne fonctionne bien, dit-il, que s'il y a un président de la République en plein accord avec son Premier ministre. » Il est vrai que, n'étant pas chef de parti, son heure ne peut venir qu'en 1988... Enfin, Chirac dénonce « toute perspective d'alliance ou de compromis avec nos adversaires ». Pardon, cette position-là, c'était en 1978. Il a depuis échangé son rôle avec Barre. Aujourd'hui, l'héritier du gaullisme envisage une « cohabitation » avec un président de la République socialiste, si la droite l'emporte. Que Charles Pasqua, dans le même temps, traite François Mitterrand de « nouveau Lénine » n'étonnera que les naïfs. Il faut bien faire un clin d'œil à l'extrême droite. Et puis souhaiter une « cohabitation » n'implique pas qu'on la pratiquerait.

Heureusement qu'il y a à droite quelques leaders plus responsables. Prenez Simone Veil. Elle dit ce qu'elle pense, sans aucun souci tactique. Témoin cette confidence : « Jacques Chirac, c'est celui que j'aime le mieux. Raymond Barre, celui que je respecte le plus. Mais c'est de Valéry Giscard d'Estaing que je me sens le plus proche. » « Européennes » ? Pourquoi, diable, avez-vous dit : « Européennes » ? Décidément, à droite, tout n'est aujourd'hui que positionnements. Il faudra bien que l'opinion publique s'en aperçoive.

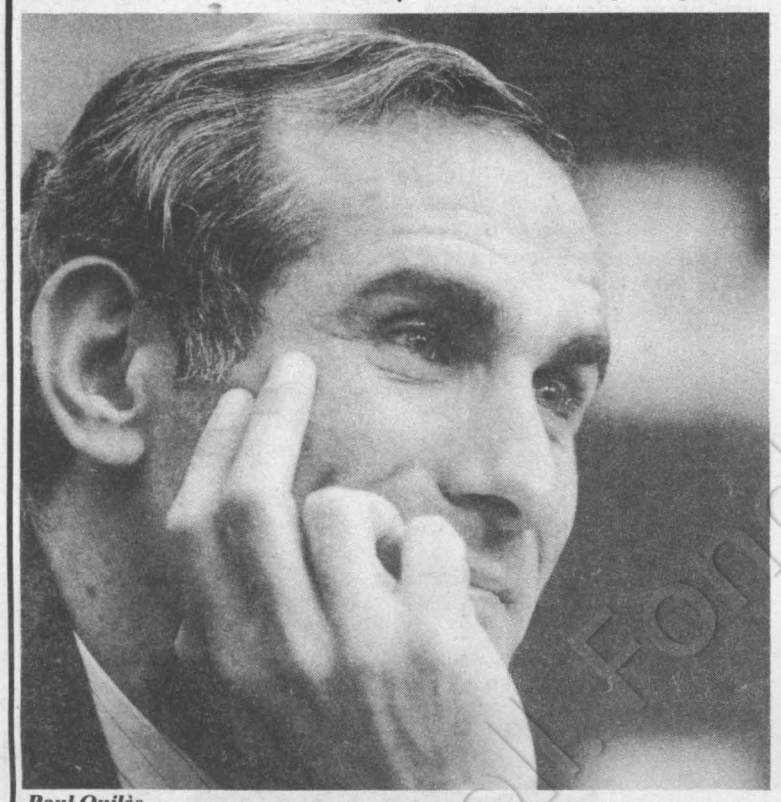
Politique française

Paul Quilès au gouvernement

Depuis les élections sénatoriales, les rumeurs allaient bon train sur le remaniement ministériel qu'allait entraîner le départ du gouvernement de Roger Quilliot et de François Autain, élus le 25 septembre au palais du Luxembourg. Certains échos laissaient même entendre la semaine dernière que ces deux départs serviraient de prétexte à un vaste remaniement du gouvernement Mauroy. Il n'en est rien. Les nominations de Paul Quilès au ministère de l'Urbanisme et du Logement et de Jean Gatel au secrétariat d'Etat à la Défense montrent que le président de la République et le Premier ministre n'ont entendu modifier ni la structure ni l'équilibre politique du gouvernement. La nouvelle affectation de Paul Quilès entraînera une nouvelle répartition des tâches au secrétariat du P.s. où il était chargé de l'organisation. Ce problème sera réglé à l'issue du prochain congrès de Bourg-en-Bresse.

Autre nomination intervenue également mardi et consécutive elle aussi aux élections sénatoriales : Claude Estier a été élu à la présidence de la commission des Affaires étrangères, succédant à Maurice Faure qui siège désormais dans la seconde Assemblée.

A.V.



Paul Quilès.

Promouvoir les industries de la culture

L'histoire nous en apprend de belles : il existait déjà sous Gambetta un ministère des Arts. Qui s'appelait, en réalité, Manufacture. Tout un programme... « Nous renouons avec une certaine tradition de politique industrielle », a déclaré Jack Lang — rendant ainsi aux grands ancêtres ce qui leur appartient — après avoir présenté les mesures gouvernementales prises récemment pour promouvoir les industries de la culture. L'art sous toutes ses formes ne peut plus désormais se déclarer coupé des réalités du monde économique contemporain. Et les industries de la culture constituent bien aujourd'hui une priorité nationale : le IX[e] Plan ne leur accorde-t-il pas 21 milliards de francs sur les crédits publics en l'espace de cinq ans ? Première mesure choc, premier instrument de la politique envisagée : un Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (I.f.c.i.c.), organisme regroupant banques, puissance publique et professionnels du secteur, afin d'offrir à ces mêmes professionnels d'avantageuses facilités de crédits. Deuxième mesure : la création d'un Fonds de soutien aux industries de programme — sur le modèle du Fonds de soutien au cinéma —, doté pour son lancement de 110 millions de francs. Son but : aider tous les producteurs et créateurs qui se lanceront à l'assaut de la 4[e] chaîne et des futurs réseaux câblés. Dans deux ou trois ans, c'est grâce à une taxe spéciale perçue sur les recettes des sociétés exploitant ces nouveaux réseaux que le Fonds de soutien devrait être alimenté.

La troisième mesure date de mai dernier : il s'agit de la création d'une agence pour la culture par les nouvelles technologies de communication, l'Octet (1), chargée de promouvoir tout nouveau mode de communication sonore et visuelle : câble, vidéodisque micro-informatique, télématique. Jack Lang a, par ailleurs, évoqué la possibilité, pour le ministère de la Culture, de participer aux actions d'aide à l'innovation, conjointement avec le ministre de la Recherche et de l'Industrie et par le biais d'organisme, comme l'A.n.v.a.r. Enfin, dernier axe de cette nouvelle politique des industries de la culture : la protection des droits de la création. Avec, concrètement, un projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits voisins du droit d'auteur. En gros, ce que Jack Lang veut mener à bien — et il demande pour cela l'aide des professionnels — c'est une lutte contre le piratage.

Pour un plan d'action, c'est vraiment un plan d'action ! Normal : « De marginales, les industries de la culture deviennent centrales pour tout projet de redéveloppement industriel », a souligné Jack Lang. Qui ne faisait que reprendre l'idée émise par François Mitterrand lors du colloque « Economie et Culture », le 13 février dernier : « Les industries de la culture sont les industries de l'avenir. Industries de la communication ou industries du savoir, industries de programme ou industries de loisir, nous pensons, j'y insiste, qu'investir dans la culture, c'est investir dans l'économie, que c'est du même coup dégager l'avenir et contribuer de la sorte à rendre à la vie tout son sens. »

MARTINE DUCOUSSET

(1) Du nom de l'unité de capacité de mémoire d'un ordinateur.



Le héros nous fatigue !

Est-ce d'avoir tourné jadis « la Folie des grandeurs » qui a tourné la tête à Yves Montand ? Grand comédien, chanteur « génial », diront certains, Yves Montand est devenu, par la grâce de deux ou trois colères émaillées de coups de gueule et de formules à l'emporte-pièce, le tout opportunément télévisé et radiodiffusé, l'homme de l'automne.

Il nous avait déjà chanté ses feuilles qui se ramassent à la pelle, ce sont désormais ses « mots » qui se mettent en bouquet... Les discours classiques des hommes politiques étant apparemment usés jusqu'à la corde, les médias ont heureusement trouvé à se mettre sous la dent un intellectuel de gauche en train de passer avec armes et surtout bagages, si j'ai bien compris les arguments sonnants et trébuchants dudit Montand, à la droite. Une bénédiction en ces temps de disette où même les éclats de voix d'un Jacques Chirac restent feutrés.

Bref, notre artiste du peuple est passé à l'aveu, pour lui non seulement la guerre n'est pas finie, mais las de tirer le diable par la queue et de toucher le salaire de la peur, il se considère et considère l'Occident en état de siège. Mazette ! Il est vrai qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas, mais passer du Kremlin aux banques suisses, des colonnes de « l'Humanité » à celles du « Figaro-Magazine » et de la « crapule stalinienne » au « renégat » comme ils disent, c'est aller très vite en besogne. Si vite d'ailleurs que, n'en revenant pas de l'aubaine, la presse de droite en a fait son héros. « L'affaire Montand », titre-t-on pompeusement dans l'un sur le masque tragique de l'homme, confondant sans doute Montand avec Sakharov et Autheuil (Eure-et-Loir) avec Gorki. Plus ridicule encore, « le Quotidien de Paris » s'est empressé de ficeler vite fait mal fait un sondage sur le « politique » Montand. Résultat, l'interprète des « Héros sont fatigués » remporterait 16 % des suffrages en cas d'élections présidentielles. Pas de quoi pavoiser si l'on songe que Coluche atteignit 17 % il y a quelques années. Quitte à faire dans l'absurde, pourquoi ne pas avoir, tant qu'on y était, testé le nom de Tino Rossi. L'émotion aidant, il aurait été plébiscité. Quant à l'utilisation de l'étiquette « politique » accolée à un homme dont le métier est le spectacle, elle est parfaitement abusive. Un homme politique — de droite ou de gauche —, c'est quelqu'un qui prend périodiquement le risque de ramasser une pénible veste, car il a des comptes à rendre à l'opinion. Qu'en est-il de M. Montand ?

Yves Montand qui fut élevé du statut de saltimbanque à celui d'intellectuel par la seule gauche a donc choisi une voie dangereuse et très solitaire en dépit des sollicitations versatiles d'une presse oublieuse.

Ça tient chaud les amis. Et Montand en plus de tous ses autres talents avait celui de savoir bien les choisir : Prévert, Costa-Gavras, Semprun... rien que des gens de gauche. Et que dire du silence éloquent de la grande Simone. Moi, tout ça me rend triste et pour oublier mon chagrin, je remets pour la vingtième fois sur mon pick-up une très belle chanson « Sanguine, joli fruit », interprétée par un homme politique de troisième ordre qui fut et qui reste en dépit de tout un très grand artiste.

NICOLE CHAILLOT

L'enfant et l'hôpital

Environ 850 000 enfants de moins de sept ans séjournent chaque année dans les salles d'hôpitaux publics sans compter les maternités. L'hospitalisation des enfants n'est donc pas exceptionnelle et, bien que de courte durée, jamais totalement anodine, car elle peut s'accompagner de troubles psychologiques et affectifs, voire somatiques. Certains enfants, comme le rappelle Edmond Hervé, accusent des troubles graves : détresse, régression, vulnérabilité affective et physique. D'après les études effectuées à ce sujet, ces phénomènes sont dus à un défaut de relation personnelle chaleureuse et stable entre l'enfant et l'adulte. Bref, ce qu'on appelle l'hospitalisme existe bel et bien. Ainsi, tout ce qui permet de nouer des liens entre l'enfant et le personnel soignant, tout ce qui favorise la présence des proches, tout ce qui fait participer les parents aux soins, tout ce qui rend plus humain l'hospitalisation, est-ce non seulement souhaitable humainement mais médicalement ? Il suffit parfois de peu de chose et un certain nombre d'hôpitaux français proposent des solutions originales : possibilité à un membre de la famille de dormir auprès de l'enfant, organisation d'activités récréatives, ameublement et décor rappelant l'ambiance familiale, etc. A preuve aussi, les services de pédiatrie de l'hôpital de Bicêtre que Edmond Hervé et Georgina Dufoix ont visité avant de commencer la récente circulaire sur l'hospitalisation des enfants. Une circulaire signée conjointement par le ministre des Affaires sociales et des deux secrétaires d'Etat, circulaire qui a le mérite — Georgina Dufoix a raison de le souligner — de sortir du jargon administratif pour expliquer en termes clairs et compréhensibles les grandes orientations qu'il est souhaitable de prendre dans la mesure du possible pour pallier les inconvénients toujours réels de l'hospitalisation des enfants. Un exemple illustre combien quelques mesures judicieuses peuvent avoir des répercussions médicales positives. Georgina Dufoix l'a choisi sur les prématurés dont la prise de poids est de une fois et demi à deux fois plus rapide lorsque le bébé est laissé auprès de sa mère. Le taux de réhospitalisation tombe alors de moitié.

PIERRE-YVES POINDRON

Les entretiens du jeudi

de 19 h à 21 h
10, rue de Solférino,
75007 Paris

13 octobre

Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé du Plan.

Gérard Delfau, secrétaire national à la Formation, sénateur de l'Hérault.

20 octobre

Christian Nucci, ministre délégué chargé de la Coopération et du Développement, maire de Beaucaire.

Michel Charzat, secrétaire national au Secteur public, député de Paris.

Fondation Jean Jaurès

LA CRISE CHEZ LES AUTRES

II. ALLEMAGNE : LE MIRACLE N'EST PAS POUR DEMAIN MAIS LA TENTATION PACIFISTE EST POUR AUJOURD'HUI

Colosse économique, la R.f.a. n'échappe pourtant pas à la crise que le gouvernement de droite préfère faire payer aux plus défavorisés. Mais la crise morale et politique qui transperce la société allemande à propos des euromissiles est au moins aussi grave. D'autant que le S.p.d. subit la tentation pacifiste



Manifestation des ouvriers des chantiers navals dans la capitale fédérale, le 29 septembre dernier.

Sygma

PAR JERÔME VAILLANT

(de notre correspondant à Bonn)

POUR la première fois depuis les élections fédérales du 6 mars 1983 qui confirmèrent Helmut Kohl à la chancellerie de Bonn, deux élections régionales ont eu lieu le 25 septembre en Hesse et à Brême, deux bastions traditionnels du S.p.d. Ces élections ne pouvaient remettre en cause le pouvoir à Bonn, du moins pouvaient-elles fournir quelques indications significatives sur l'évolution de l'électorat ouest-allemand sur le double arrière-plan des problèmes de sécurité et de la politique de rigueur budgétaire du gouvernement Kohl. Certes, toute élection de ce genre a sa spécificité régionale, mais la présence multiple de ministres fédéraux à Brême et en Hesse pendant la campagne électorale donnait aussi une portée nationale aux scrutins du 25 septembre. La situation en Hesse...

Il s'agissait en Hesse d'élections anticipées. Les précédentes remontaient au 26 septembre 1982 et avaient eu lieu dans le contexte du changement de gouvernement, qui devait intervenir quelques jours plus tard à Bonn (le 1er octobre 1982, Helmut Kohl était élu chancelier au terme de la procédure d'un vote de méfiance constructif contre Helmut Schmidt). Alors que, pendant l'été 1982, la C.d.u. avait pu escompter remporter la majorité absolue des sièges au Parlement de Wiesbaden, elle n'avait alors réalisé qu'un score passable, et le F.d.p., qui s'était offert pour constituer avec elle, dans le cadre du « changement », une coalition chrétienne-libérale, s'était effondré, perdant plus de la moitié de ses voix. Les Verts étaient entrés au Parlement et le S.p.d. s'était maintenu mieux que prévu. Aucune majorité stable ne se dessinant, le gouvernement du social-démocrate Holger Börner était resté en fonction, assurant les affaires courantes. Ses tentatives pour aboutir à un accord sur le budget 1984 ayant échoué tant auprès des chrétiens-démocrates que des Verts, des élections anticipées



étaient devenues nécessaires.

Plus de 4 millions d'électeurs étaient appelés à voter en Hesse le 25 septembre 1983. Bastion social-démocrate depuis la guerre, la défaite du S.p.d. n'aurait pas manqué d'être comprise comme un signal favorable à la coalition chrétienne-libérale à Bonn et d'être interprétée comme le commencement de la fin pour un parti social-démocrate, que de nombreux observateurs confinaient déjà en dessous de la barre des 40 % comme au moment des élections fédérales de mars dernier.

Dans cette situation précaire, le S.p.d. s'est lancé en Hesse dans une campagne électorale tous azimuts, cherchant à mobiliser son électorat traditionnel et à reconquérir les hésitations en stigmatisant la politique sociale du gouvernement de



Pacifistes allemands formant la chaîne pour arrêter les euromissiles l'été dernier.



Le ministre des Finances Stoltenberg.

Sygma



Willy Brandt et le vainqueur des élections en Hesse après la proclamation des résultats.

Bonn, mais cherchant aussi à « débaucher » les électeurs « verts », chrétiens-démocrates et libéraux, auxquels il s'adressa par voie d'affiches et d'annonces dans la presse pour leur demander de voter cette fois pour lui. Le S.p.d. n'a pas remporté la majorité absolue escomptée, mais, en devançant nettement la C.d.u., il est redevenu le maître du jeu. Sa victoire mérite d'autant plus d'être remarquée qu'elle intervient dans une phase décisive du débat au sein du S.p.d. sur les euromissiles.

Sur l'arrière-plan des euromissiles...

En effet, tandis que la campagne électorale bat son plein en Hesse, dans le Land voisin, le Bade-Wurtemberg, où doit être installé l'essentiel des nouveaux armements nucléaires à moyenne portée de l'Otan, le congrès régional du S.p.d. se prononce le 11 septembre à l'unanimité contre leur stationnement, quoi qu'il advienne des négociations de Genève. Cette décision met la direction du parti à Bonn dans l'embarras, puisque celle-ci voulait attendre la fin des négociations de Genève pour prendre définitivement position sur les euromissiles au vu des résultats obtenus, lors d'un congrès extraordinaire convoqué pour les 18 et 19 novembre prochain. Mais la direction elle-même est divisée : Schmidt continue d'être favorable à la « double décision de l'Otan » dont il est l'initiateur, tandis que Brandt n'hésite plus à dire qu'il ne l'a acceptée en 1979 que par loyauté envers le chancelier d'alors. La base du S.p.d. ne se laisse plus contenir, et avant que, le 24 septembre, d'autres congrès régionaux se prononcent également dans le Schleswig-Holstein, à Hambourg et à Berlin contre le stationnement de nouveaux missiles en R.f.a., Hans-Joehen Vogel, au cours d'une conférence de presse à Bonn, précise ses positions : l'Otan pourrait renoncer au stationnement de nouveaux missiles et l'U.r.s.s. se contenter de 162 SS 20, sur les 252 déjà en place en Europe. Cela revient à accorder à l'U.r.s.s. l'équivalent des systèmes anglais et français.

Vogel estime qu'il est ainsi resté fidèle à lui-même, son but étant, aujourd'hui comme hier, d'aboutir à une solution à Genève qui rende inutile le stationnement de Pershing II et de missiles de croisière. Il y a bien pourtant un élément nouveau dans ses déclarations qui consacrent le revirement du S.p.d. en matière de politique de sécurité. Pour la première fois, Vogel a cité des chiffres qui peuvent désormais servir de référence: 162 systèmes de part et d'autre, alors que la solution envisagée lors de la fameuse « promenade dans les bois » partait de 75 missiles de croisière à l'Ouest pour 75 SS 20 à l'Est. Le 12 septembre, il avait encore parlé dans une interview accordée au « Spiegel » d'une « solution qui nous permette d'éviter le stationnement de nouveaux missiles si, de son côté, l'Union soviétique réduit considérablement son potentiel ». Une réduction des SS 20 de 252 à 162 mérite-t-elle d'être qualifiée de « considérable » ?

Cette attitude du S.p.d. lui valut d'être considéré par le secrétaire général de la C.d.u., Heiner Geissler, comme « la cinquième colonne de Moscou en R.f.a. ». Une telle diffamation amena l'ex-chancelier Schmidt à intervenir auprès de Kohl pour lui demander de se séparer d'un collaborateur qui appelait de la sorte à « une guerre civile verbale » entre les partis démocratiques. Kohl a rejeté sa proposition.

A Brême comme en Hesse, le S.p.d. l'a emporté — nous reviendrons plus loin sur le détail des résultats — et cela a permis à Brandt de faire remarquer que le S.p.d. pouvait gagner des élections en défendant les positions qui étaient les siennes en matière de sécurité ! Même s'il est vrai que, par ailleurs, c'est la politique économique et sociale qui a été l'élément déterminant dans ces élections,... et sur l'arrière-plan de la politique de rigueur.

Il a fallu au candidat chrétien-démocrate en Hesse, Walter Wallmann, beaucoup solliciter les chiffres pour faire croire que la reprise avait commencé : en août 1983, le nombre de chômeurs a baissé de 6 000 pour la première fois depuis 1979, le nombre des nouvelles immatriculations a augmenté dans l'automobile de 10,40 % et les demandes de permis de construire de 23,9 %, etc. Ces chiffres de détail ne donnent qu'une image déformée de l'économie ouest-allemande au début de l'automne 1983. Les indicateurs économiques sont certes en R.f.a. moins défavorables que dans d'autres pays européens : la balance commerciale a enregistré un excédent de 24,3 milliards de deutsche Marks de janvier à juillet 1983, et la balance des comptes un excédent de 3,1 milliards contre un déficit de 0,6 milliard pour la même période il y a un an. L'inflation ne dépassait pas 2,5 % en juillet malgré l'augmentation d'un point de la T.v.a. qui est passée le 1er juillet de 13 à 14 %. Le chômage partiel a diminué depuis le début de l'année, passant de 715 000 à 435 000. Mais il y avait encore en août 2,2 millions de chômeurs, représentant 8,9 % de la population active, contre 7,2 % un an plus tôt, le chômage frappant davantage les femmes (10,3 %) que les hommes (7,9 %). Par rapport à août 1982, cela fait 445 000 chômeurs de plus. En juillet, la conjoncture restait incertaine, l'abaissement des commandes intérieures (— 5,5 %) n'étant compensée que par les commandes de l'étranger (+ 5 %). Et face au budget 1984 que le gouvernement a présenté début septembre au Parlement, les instituts d'études économiques redoutent qu'il ne contribue à l'affaiblissement de la demande intérieure et des investissements. A l'inverse du

(suite en page 6)

(suite de la page 5)

gouvernement, ceux-ci proposent d'augmenter les dépenses d'investissement, quitte à le faire à crédit.

La rigueur frappe les plus pauvres

Le budget du seul Etat fédéral — à l'exclusion donc des Länder et des communes — sera en 1984 de 257,75 milliards de deutsche Marks. L'endettement nouveau sera de 37,34 milliards, soit 3,5 milliards de moins qu'en 1983, le but étant de passer à 22,5 milliards en 1987. Jusqu'à concurrence de 6,5 milliards, les bénéfices de la banque centrale seront utilisés pour consolider un budget dans lequel le service de la dette représente à lui seul 27 milliards (36 milliards en 1987). L'endettement nouveau de l'Etat, des Länder et des communes ne devrait pas dépasser 4 % du P.n.b. (3 % en France).

La politique de rigueur du ministre des Finances, G. Stoltenberg, s'étendra sur plusieurs années. Pour 1984, il s'est donné pour tâche d'économiser 11,5 milliards, dont 2,5 aux dépens des chômeurs, par une réduction de l'allocation-chômage. Par ailleurs, l'Etat fera des économies en limitant la croissance des salaires dans la fonction publique, en réduisant l'aide aux mères et aux handicapés, en frappant les pensions et les retraites. Parallèlement, des avantages fiscaux seront consentis aux entreprises.

Stoltenberg peut faire valoir à son avantage que les Länder dirigés par le S.p.d. ne procèdent pas autrement, qu'eux aussi sont convaincus de la nécessité de consolider leurs budgets. Mais le problème n'est pas là. Le S.p.d. ne conteste pas, en effet, la nécessité d'une consolidation budgétaire à laquelle il s'est lui-même employé à partir de 1980, alors qu'il était encore au pouvoir à Bonn. Ce qu'il critique, c'est l'inégale répartition des sacrifices demandés. D'autre part, même si la C.d.u. semble avoir entre-temps pris conscience du fait que la reprise économique ne suffira jamais à elle seule à résorber le chômage, sa politique économique revient encore aujourd'hui à attendre la solution de ce problème du jeu du marché. L'opposition social-démocrate redoute que, dans ces conditions, la R.f.a. ait sous peu 3 millions de chômeurs et plaide pour une intervention massive de l'Etat pour lutter contre le chômage. Enfin, le budget 1984 a été calculé sur la base d'une croissance de 2,5 à 3 %, hypothèse trop optimiste qui devrait amener le gouvernement fédéral à présenter en 1984 une loi de finances complémentaire pour réviser à la hausse le budget qu'il présente aujourd'hui.

Le problème des pensions et retraites est également préoccupant. Malgré les mesures prises en septembre (augmentation des cotisations et gratifications de fin d'année soumises à cotisation), un déficit de 2 milliards est déjà prévu pour la fin de l'année 1983, qui ne pourra être financé que sur les réserves des caisses. Fin 1984, la limite légale des réserves (1 mois d'avance) sera atteint. Pour s'en sortir, le gouvernement ne table ici aussi que sur la reprise, les rentrées des cotisations augmentant avec l'amélioration du marché de l'emploi. Les caisses de pensions et retraites redoutent pour leur part que ce soit le phénomène inverse qui se produise.

Au lendemain des élections de Hesse et de Brême, le chancelier Kohl a laissé entendre que son parti payait la politique de rigueur imposée au pays par son gouvernement, les mesures prises n'ayant pas encore porté leurs fruits. Mais n'était-ce pas inévitable quand, en mars 1983, il avait été le premier à faire croire qu'avec la C.d.u. au pouvoir à Bonn le miracle, c'était pour demain ! Les électeurs ouest-allemands appelés à voter le 25 septembre ont réagi en conséquence, ne voyant pas arriver la reprise et voyant, à Brême en particulier, s'accumuler les problèmes.

Brême : la crise des chantiers navals

De toutes les grandes villes allemandes, Brême est celle qui bat tous les records négatifs : le chômage y est plus élevé qu'ailleurs (14 %) ; l'endettement par tête d'habitant de même (11 000 Dm), l'investissement y est le plus bas. Ses industries traditionnelles sont aujourd'hui essentiellement des industries en crise : acier et chantiers navals, pêche et activités portuaires, etc. Ville gouvernée depuis plus de 30 ans par le S.p.d., son chef de gouvernement pouvait pour le moins redouter de perdre la majorité absolue que son parti y détient depuis 12 ans. Surtout qu'à la fin du mois d'août il avait été obligé de se dédire et d'annoncer la fermeture d'un chantier naval sur trois (2 300 licenciements). Auparavant, il s'était fait fort de négocier une réduction du personnel qui aurait été répartie sur l'ensemble des chantiers navals du nord de l'Allemagne, sans fermeture d'usine. En 1956, la R.f.a. représentait encore 17,3 % de la construction navale mondiale derrière le Japon et la Grande-Bretagne. En 1982, alors que le Japon assure près de la moitié de la production, elle conserve encore sa troisième place derrière la Corée du Sud, mais avec seulement 3,7 %. La redistribution du marché pose à la R.f.a. de difficiles problèmes de restructuration. Les ouvriers du chantier naval menacé de fermeture occupèrent le chantier et conspuèrent le chef du gouvernement de la ville.

Le résultat des élections à Brême n'en est que plus étonnant. Le 25 septembre, le S.p.d. a largement obtenu la majorité des suffrages, améliorant son score d'il y a 4 ans de 1,9 % (51,3 % des voix). Les électeurs de Brême semblent avoir dans leur majorité compris que, dans le plus petit Land de la R.f.a., la crise des chantiers navals ne pouvait être imputée à la ville, mais relevait de la crise économique mondiale et des choix nationaux faits à Bonn.

C'est un réflexe semblable que l'on note en Hesse. En l'espace d'un an, le S.p.d. a réussi à redevenir le parti le plus fort avec 46,2 % des voix (+ 3,4 % par rapport à 1982), tandis que la C.d.u. perdait 6,2 % (39,4 %) et les Verts 2,1 % (5,9 %). Pour expliquer ces résultats, quelques remarques sur les spécificités politiques de Hesse et de Brême sont encore nécessaires.

Spécificités régionales

A Brême, les libéraux (10,8 % en 1979) représentaient le dernier quarteron favorable au sein du F.d.r. à une alliance avec les sociaux-démocrates. Ils n'ont obtenu que 4,6 % des suffrages et ne sont plus représentés au parlement de la ville. Les Verts, quant à eux, se présentaient en rangs dispersés : les Verts du parti fédéral, les Verts de Brême, liste locale, et une troisième voix, les seconds seulement 2,4 % (5,1 % en 1979), la troisième liste représentant une quantité négligeable.

En Hesse, les libéraux ont, grâce à la campagne de la C.d.u. en leur faveur et menée dans le but de rendre possible à Wiesbaden une coalition sur le modèle de Bonn, fait un bond inattendu, passant de 3,1 % en 1982 à 7,6 % (+ 4,5 %). Leur score explique en partie l'effondrement des chrétiens-démocrates.

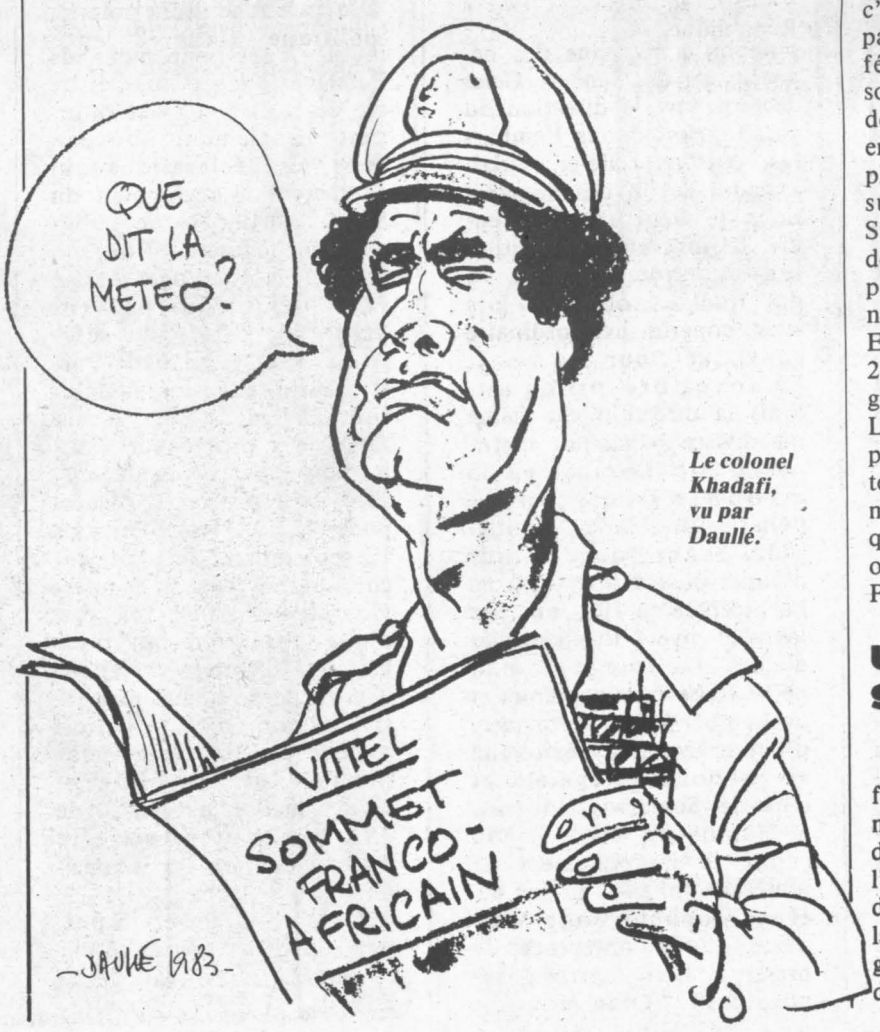
Quelles conclusions tirer de ces résultats ? Tandis que trente années de pouvoir continu pouvaient mettre à Brême et en Hesse le S.p.d. en difficulté, ce parti a profité de l'érosion rapide que le pouvoir à Bonn a fait subir aux chrétiens-démocrates. Le S.p.d. affirme ainsi sa place comme seul grand parti susceptible de s'imposer contre la C.d.u. Les Verts se sont stabilisés légèrement au-dessus de la barre des 5 %, ce qui devrait représenter leur force effective au niveau national. Ils ont perdu du terrain et peuvent disparaître aussi vite qu'ils sont apparus. Ils ne font pas encore figure de parti établi — c'est leur force — mais ils n'ont pas encore acquis suffisamment de maturité, et leur sort est désormais indivisiblement lié à celui de la C.d.u., comme ce n'a jamais été le cas auparavant avec le S.p.d., au temps de la coalition sociale-libérale. Leur crise d'identité ne fait que commencer et leur survie n'est nullement assurée. Au total, les électeurs de Hesse et de Brême ont donné un avertissement au parti chrétien-démocrate, six mois seulement après sa confirmation au pouvoir. Mais, en Hesse, le S.p.d. aura du mal à gouverner puisque, malgré sa victoire électorale, il reste en position minoritaire. ●

SOMMET DE VITTEL : PRIORITE A LA NEGOCIATION

La conférence franco-africaine s'est terminée sans déclaration commune sur le Tchad mais les principes adoptés par tous confortent l'action menée par la France depuis deux mois

PAR JEAN-JACQUES KOURLIANDSKY

LA presse parle en général beaucoup des sommets. Avant. Pendant. Mais après, c'est souvent le silence gêné qui suit les événements fabriqués de toute pièce. Au point que le président de la République s'est interrogé le 8 juin dernier sur leur opportunité. « J'ai des doutes sur l'utilité de ces sommets annuels (...) oui j'ai des doutes. Ce qui est bon, c'est-à-dire les relations personnelles, est altéré par cette étonnante diplomatie du tambourinage, des enchères publiques, qui a désormais le pas sur le reste et qui empêche de négocier utilement. » Il est vrai qu'il y a sommet et sommet. Le tambourinage des médias c'est pour le sommet des pays industrialisés. Les conférences franco-africaines sont plus discrètes. Et sans doute plus efficaces. Preuve en est, l'attraction de plus en plus forte qu'elles exercent sur les Etats africains. Sympathie remarquable depuis 1981. Sept délégations participantes en 1973, dix-neuf en 1980, trente-huit Etats représentés à Vittel du 2 au 4 octobre. Quant aux grands absents, l'Algérie et la Libye, ils sont virtuellement présents, leur avis sur tel ou tel problème ayant été communiqué aux chefs d'Etat qui ont fait escale à Tripoli ou Alger avant d'arriver à Paris.



Le colonel Khadafi, vu par Daullé.

Un forum Nord-Sud

Cet élargissement n'est pas fortuit. Dès le premier sommet, dès 1973 on parlait d'un sujet qui concerne l'Afrique au premier chef, le développement : réforme de la coopération (1973), dialogue Nord-Sud (1975), crise de l'énergie (1976), coopéra-



Sygma

Le sommet franco-africain de Vittel, autour du président de la République, on reconnaît Houphouët-Boigny, Mobutu, Cheysson, Attali, Nucci, etc...

tion franco-africaine (1977), problème des pays enclavés (1978), trilogue Afrique-Europe-pays arabes (1979), développement et coopération (1980). Ces échanges de vues se sont poursuivis en 1981 et 1982. « L'appel de Paris » du 4 novembre 1981 est globalement consacré à ces questions. Celui de Kinshasa l'an dernier également, à une nuance près. Mais depuis 1981 le contenu de ces discours s'est densifié.

La lutte contre la pauvreté

La France en effet dès le changement de majorité s'est résolument engagée dans la lutte contre la pauvreté dans le monde. Par solidarité. Mais aussi par intérêt. De Cancun au mois d'août 1981 à New York le 28 septembre 1983, François Mitterrand répète inlassablement aux possédants de la planète : si vous voulez sortir de la crise, donnez au tiers monde les moyens de son développement : « La solidarité pour le développement avec l'ensemble du tiers monde m'apparaît tout à la fois comme la clé de notre avenir commun et une nécessité pour tous. Aider le tiers monde, c'est s'aider soi-même à sortir de la crise. » A Belgrade, le 9 juin, Jacques Delors, à l'occasion de la VI[e] conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, a mis une nouvelle fois les pays riches en face de leurs responsabilités. « Il est clair que c'est grâce aux excédents des pays producteurs de pétrole et à l'endettement massif des pays en développement que le commerce mondial n'a pas connu depuis le deuxième choc pétrolier une évolution trop défavorable. (...) Aujourd'hui (...) il me paraît évident que c'est aux pays industrialisés de relancer l'économie (mondiale). » Ce propos n'est pas un exposé de symposium international. La France depuis trois ans s'est battue pour permettre à l'Association internationale de développement (A.i.d.) de surmonter la défaillance américaine du nord, elle s'est battue pour permettre la sixième reconstitution des ressources du F.m.i. (Fonds monétaire international). Elle se bat pour obtenir une septième reconstitution sans plus tarder. Elle se bat en dépit des difficultés du moment pour respecter l'engagement pris de porter son aide publique au développement (A.p.d.) à 0,7 % du P.n.b. dont 0,15 % affecté aux pays les moins avancés (P.m.a.). Il convient de rappeler que pendant plusieurs années l'A.p.d. française était sur une pente de plus en plus déclinante. En 1981, elle atteignait tout juste 0,40 %. Chiffre longtemps masqué par l'inclusion dans nos statistiques de l'effort accordé aux Dom-Tom. C'est-à-dire de l'aide que la France s'accordait à elle-même. En 1984, elle va atteindre 0,53 %. Dans un contexte budgétaire exigeant où la rigueur est la règle, la coopération bénéficie de conditions exceptionnelles. « On a augmenté de 6 % pour la France et de 17 % pour le développement », a souligné le président de la République au cours d'une conférence de presse il y a quelques jours.

Si les Français ont peu conscience de cette évolution, les Africains le savent. Et viennent de plus en plus nombreux assister à des réunions où le développement n'est pas seulement objet de discours ou d'études. Cette année, nul doute que la perspective de la présidence française de la C.e.e. — au moment où les accords de Lomé liant la Communauté européenne aux A.c.p. (Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) vont être renégociés — a constitué l'un des sujets débattus au cours de la plénière de mardi avec Jacques Delors. Nul doute également que la primeur du plan d'urgence pour l'Afrique dont l'idée a été avancée le 9 mai dernier par François Mitterrand n'ait été réservée à cette enceinte.

L'intégrité des territoires

Mais le succès, ces sommets le doivent aussi à leur extrême souplesse, à leur aspect ouvert propice aux contrats informels sans contraintes d'aucune sorte. L'accentuation de ce caractère depuis 1981 constitue un attrait décisif pour beaucoup de gouvernements. On peut regretter avec l'Algérie que l'O.u.a. ne permette pas ce type de rencontre. Mais comme l'a précisé le chef de l'Etat : « Il n'est pas question de se substituer de quelque manière que ce soit à l'O.u.a. » En revanche, c'est peut-être grâce à un ou plusieurs Vittel (ou Kinshasa) que la crise actuelle de l'O.u.a. pourra être surmontée.

Certes, il est dommage que cette réunion de Vittel se soit terminée sans une déclaration finale sur le Tchad qui a été l'objet d'une grande partie des discussions. Mais, comme l'a souligné François Mitterrand, il est important que les participants soient tombés d'accord sur deux principes : le respect de l'intégrité du territoire du Tchad et la priorité à la négociation, c'est-à-dire à la recherche d'une solution politique élaborée entre Tchadiens, recherche à laquelle Hissène Habré, au cours de son entretien en tête à tête avec le président de la République, a donné son accord. L'approbation de ces deux principes conforte incontestablement l'action menée par la France depuis le mois d'août tant sur le plan militaire que sur le plan diplomatique.

Persuadée que ses intérêts économiques et politiques convergent avec ceux du tiers monde, la France, en Afrique comme ailleurs, défend partout la même politique : éviter l'extension des affrontements Est-Ouest dans les conflits régionaux. La France selon la formule concise utilisée par François Mitterrand refuse de « voir toute l'histoire du monde à travers le choc entre les deux plus grandes puissances ». Concrètement, sur le terrain, cette politique s'exprime de la façon suivante : priorité à la négociation pour régler les différends, respects de l'intégrité territoriale des Etats, non-ingérence dans les affaires des autres pays, sécurité des Etats à l'intérieur des frontières internationalement reconnues, droit des peuples à l'autodétermination.



A.f.p.

Charles Hernu accueillant Hissène Habré.

Favoriser la mise en musique de cette ambition est l'objectif nouveau qui a été donné aux conférences franco-africaines par François Mitterrand. Il s'agit de mettre côte à côte, sans tapage, sans ordre du jour, sans publicité excessive, donc sans réputation à défendre ou rapport de forces à établir, des responsables qui habituellement n'ont pas la possibilité de se frotter les uns aux autres.

Pour que les choses soient bien claires, le chef de l'Etat dans son intervention lundi après-midi a rappelé avec insistance l'attachement porté par la France aux principes d'indépendance de souveraineté et d'intégrité territoriales, pour elle-même comme pour les autres. Ces principes, a-t-il constaté, sont en Afrique contestés, en Namibie, au Sahara occidental et au Tchad. Ce n'est pas à la France de régler ces problèmes. C'est avant tout aux Africains. Par la voie de la négociation dans le cadre de leur organisation régionale compétente, l'O.u.a. : « C'est la vôtre, ce n'est pas la mienne » a-t-il ajouté. Car l'O.u.a. ainsi qu'il avait déjà eu l'occasion de le dire précédemment à l'occasion de la journée de l'Afrique le 25 mai 1983 « joue un rôle souvent décisif face aux interventions extérieures, et cela permet d'éviter que la rivalité des superpuissances ne vienne pas trop aggraver les tensions. »

Crier au loup

La présence des chefs d'Etat et de gouvernement en nombre de plus en plus important à ces sommets annuels prouve que le message a été reçu. Cette présence tend aussi à démontrer que ces conférences répondent à un besoin, quelles que soient les orientations idéologiques des uns et des autres. Mais de retour en Afrique, la tentation est souvent bien forte de crier au loup, d'appeler à l'aide, plutôt que de prendre le chemin de l'organisation qui les rassemble tous. ●

LE TRAIN. DU BON TEMPS A BON PRIX.



Des réductions de 25 à 75% sont offertes aux familles, sous certaines conditions : carte Couple/Famille, carte Famille Nombreuse, billet Congé Annuel, billet Séjour. Renseignez-vous dans les gares et agences de voyages sur ces tarifs et sur l'utilisation du calendrier voyageurs.

HAVAS CONSEIL

Carte Y
entrez, roulez, sortez
et payez plus tard...
un nouveau service
offert par la S.A.P.R.R.
Société des Autoroutes
Paris-Rhin-Rhône



Pour améliorer le service rendu à certains usagers de l'autoroute, en particulier aux usagers professionnels, la S.A.P.R.R. lance, sur son réseau, un nouveau système de paiement permettant aux conducteurs de véhicules légers de régler leur péage au moyen d'une carte à paiement différé : la carte Y.

Qui bénéficie de la carte Y ?

Seules les personnes morales de Droit Public ou Privé (sociétés et administrations) peuvent bénéficier des facilités offertes par le contrat de carte à paiement différé (ou carte Y).
Les cartes Y (ou badges) sont établies au nom du titulaire du contrat (la personne morale) qui peut les demander en nombre variable.
Chaque carte Y (ou badge) est utilisable sur tout véhicule correspondant aux catégories véhicules légers.
Elle n'est affectée, a priori, ni à un véhicule donné, ni a un utilisateur (personne physique) donné.

Comment utiliser la carte Y ?

La carte Y s'utilise sur l'ensemble du réseau en service concédé à la S.A.P.R.R. c'est-à-dire :
l'autoroute A 6 entre PARIS et LYON par BEAUNE,
l'autoroute A 36 entre BEAUNE et MULHOUSE par BESANÇON, (à l'exception de la gare de Burnhaupt), l'autoroute A 31 (Ex. A 37) entre BEAUNE et DIJON.
La carte Y s'utilise au péage comme de l'argent liquide ou des chèques. On la remet au péager en sortie. Celui-ci vous la rend après avoir enregistré les données qui y figurent.

Comment régler avec la carte Y ?

Vous recevrez un relevé-facture établi par la S.A.P.R.R. où figureront toutes les données correspondant à chaque trajet effectué et ce pour chaque carte Y.
10 jours après l'envoi de ce relevé-facture, la Société prélève la somme facturée auprès de la banque domiciliataire du titulaire du contrat carte Y. Des frais de gestion d'un montant annuel de 200 F (valeur 1982) seront prélevés par la S.A.P.R.R. pour chaque contrat quel que soit le nombre de cartes (ou badges).

Comment souscrire ?

La souscription du contrat carte Y est subordonnée à une domiciliation bancaire en France, à un accord de prélèvement d'office des factures émises par la S.A.P.R.R. ainsi, bien sûr, qu'à la justification de la personnalité morale du demandeur.



Demander le contrat à :
S.A.P.R.R.
Direction de l'Exploitation
Service carte Y
36, rue du Dr Schmitt
SAINT-APPOLINAIRE
21000 DIJON
Tél. : (80) 66.81.14

CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE

Avant de proposer des assurances, un assureur doit en donner.

La Caisse Nationale de Prévoyance vous donne l'assurance de sa compétence : une expérience plus que centenaire et dix millions d'assurés.

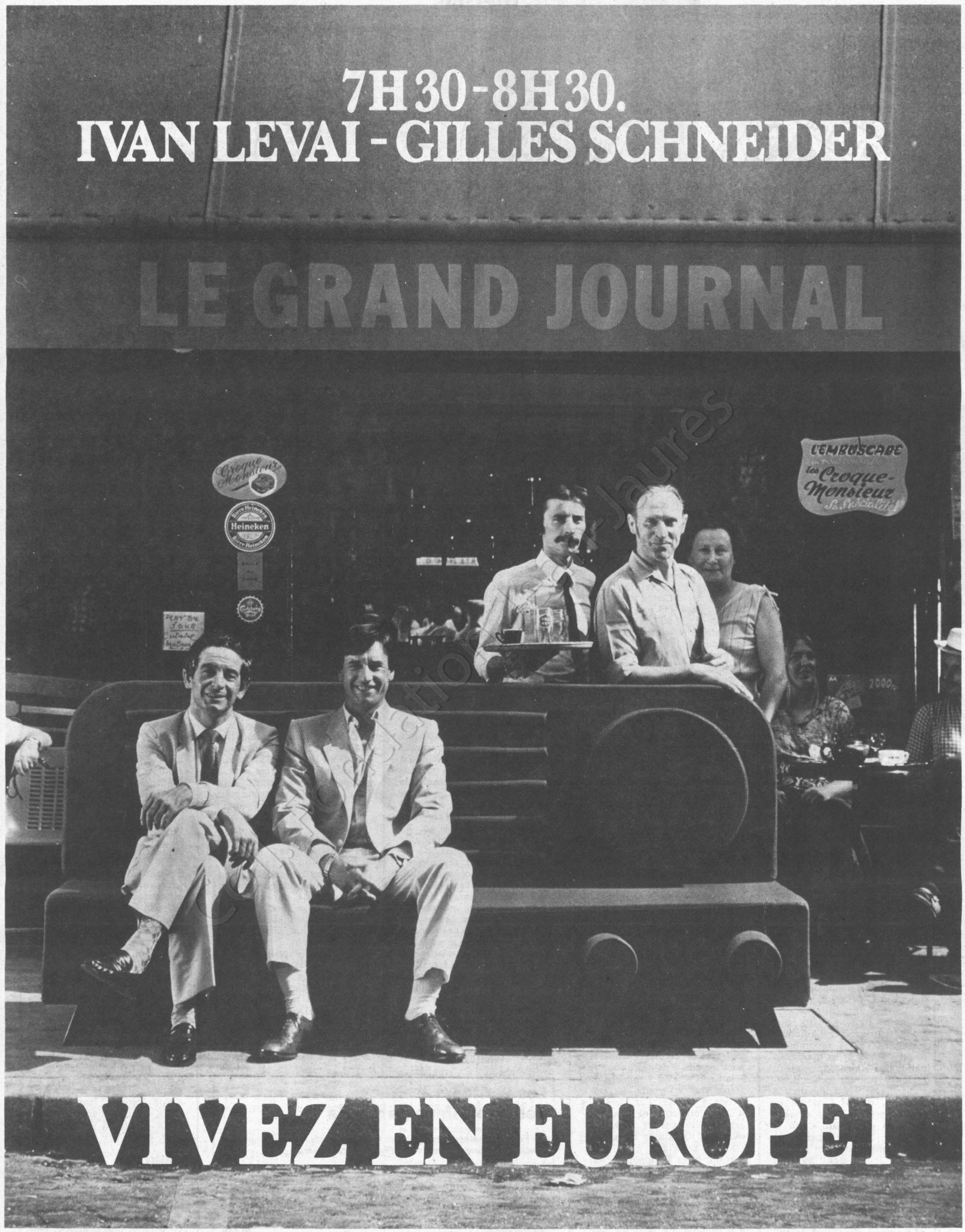
La CNP vous donne l'assurance de la proximité : des centaines de points de vente, et des conseillers dans tous les bureaux de Poste et du Trésor public.

La CNP vous donne l'assurance du choix : une gamme de produits très large, étudiée pour protéger votre famille et répondre à vos besoins de prévoyance.

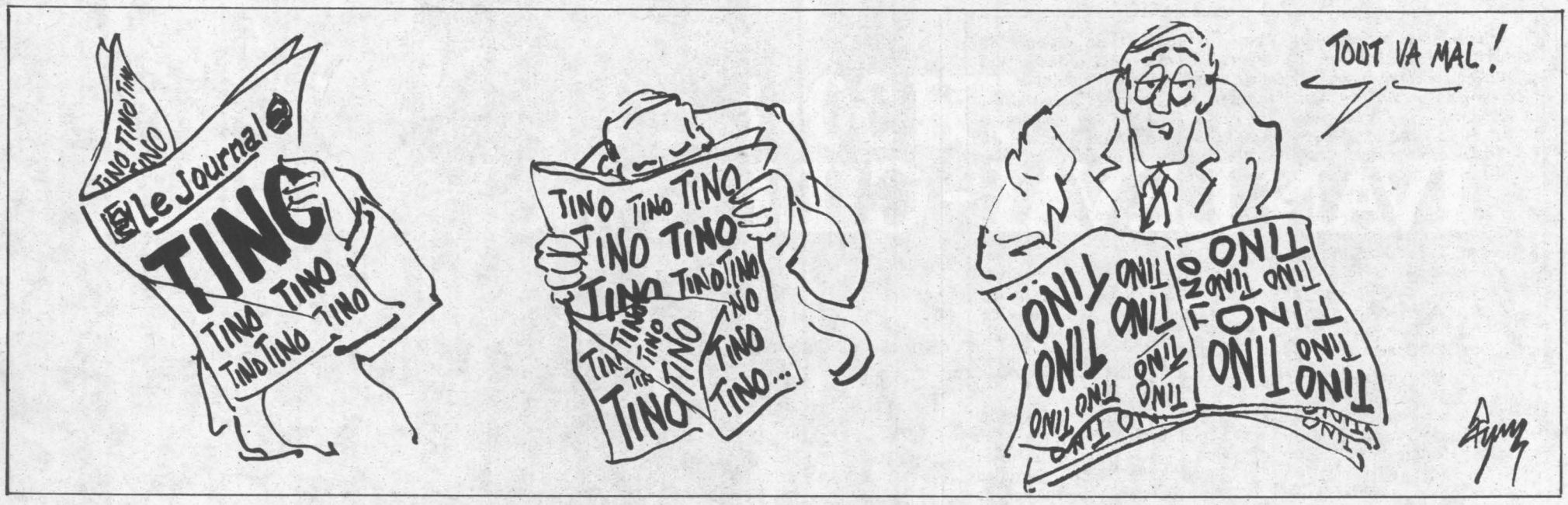
Voilà pourquoi la CNP peut vous proposer ses assurances.

Renseignements et souscriptions dans tous les bureaux de Poste et du Trésor Public.

ETABLISSEMENT PUBLIC SPECIALISE DANS L'ASSURANCE-VIE



Radio Journal 1983 - Pièce faite d'actualités et d'une suite aérée de chroniques et d'informations, animée par Ivan Levai, Gilles Schneider... et un juke-box. Des titres pas tristes, des nouvelles nouvelles, la spontanéité à la une. Avec des chansons. Une tartine de pain blond avec un grand noir. L'actualité sur un plateau. Sans flipper.



LA DEGRINGOLADE DES QUOTIDIENS DITS NATIONAUX

Inéluctable, l'érosion des quotidiens parisiens se poursuit en dépit de la percée toute relative de quelques nouveaux venus. Quelles sont les raisons de cette étrange maladie de langueur ?

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

« En 1972, 3,5 millions exemplaires de quotidiens nationaux étaient diffusés chaque jour. Dix ans plus tard, il n'y en a plus que 2,3 millions. Certes, il faut compter en moins « l'Aurore » qui n'en finit pas d'être absorbé par « le Figaro », mais « Libération », « le Quotidien » et « le Matin » en plus.. En deux chiffres, Jean-Marie Dupont, directeur adjoint du « Monde », soulève crûment un des aspects cruciaux de la crise grave que traversent les quotidiens nationaux : le déclin progressif et régulier de leur diffusion et de leur audience (voir encadré). Une sacrée dégringolade même !

L'arrivée de la gauche au pouvoir a permis d'inverser provisoirement cette évolution, les ventes de tous les journaux remontant sensiblement pendant quelques mois. Reflet du bouillonnement de la vie politique lié à la campagne électorale présidentielle et à son résultat, la presse suscitait un regain d'intérêt et de curiosité légitime de la part de l'opinion publique. L'état de grâce touchait également les journaux... Ephémère illusion plutôt que réelle reprise. Dès l'automne 1981, les ventes recommençaient à chuter et les quotidiens nationaux étaient à nouveau emportés sur une pente déclinante, tracée il y a une dizaine d'années, et qui s'est approfondie surtout depuis cinq-six ans. Seul « le Figaro », sur la lancée de l'après-10 mai, a vu sa diffusion continuer à augmenter légèrement passant d'une moyenne de 336 000 exemplaires par jour en 1981 à 343 000 en 1982. Récupération des déçus du « Quotidien » en perte de vitesse, succès des petites annonces expliquent sans doute cette tendance. Mais on est loin des 408 000 exemplaires de 1972. D'autant plus qu'à l'époque « le Figaro » n'avait pas encore absorbé « l'Aurore »... et une partie de ses lecteurs.

Une exception au déclin général de la presse nationale : « Libération ». Un cas ! Seul journal parisien en progression constante depuis sa reparution en mai 1981. Certes, c'est plus facile quand on part de bas. Mais, de 70 000 exemplaires vendus il y a deux ans, le quotidien de Serge July a réussi à passer à 95 000 en 1983. Preuve sans doute que tout espoir n'est pas perdu pour la presse. Preuve aussi de la complexité de la situation.

En apparence, la presse aurait plutôt tendance à bien se porter. Le étalages débordent de publications, les quotidiens régionaux assument une fonction irremplaçable en province, les news-magazines, malgré leur grogne, sont prospères. Quant aux journaux parisiens, ils se sont enrichis de trois nouveaux titres, « le Quotidien », « le Matin » et « Libé », qui, paradoxalement, sont nés dans les années soixante-dix..., alors que s'amorçait la régression générale des journaux parisiens.

Grâce aux passerelles

N'empêche qu'aujourd'hui aucun des quotidiens nationaux ne dégage de bénéfices. Incontournables, les chiffres en témoignent. En 1982, le déficit d'exploitation final du « Monde » s'élevait à 17 millions et demi. Cette année, il devrait encore être du même ordre. Les crédits bancaires sont appelés à la rescousse. A « la Croix », c'est 7 millions de francs que le groupe Bayard-Presse a épongés l'an dernier. « Le Quotidien » ne pourrait jamais vivre sans ses passerelles avec « le Quotidien du médecin ». « Le Figaro » ne s'en sort que grâce à l'apport de son luxueux supplément du samedi et à la publicité qu'il draine. « L'Humanité » est renfloué perpétuellement par des souscriptions. Depuis sa création, « le Matin » n'a cessé de faire appel au « Nouvel Observateur » et à ses actionnaires. Jusqu'à ce que soit imposé cette année un plan de rigueur visant à équilibrer les comptes. Enfin, malgré sa progression et l'introduction timide de la publicité (15 % des recettes), « Libération » a été obligé d'emprunter 3 millions à 5 banques nationalisées et devrait procéder à une nouvelle augmentation de capital dans quelques mois.

Alors, bien sûr, dans les rédactions, on s'inquiète. Les causes de cette crise dont l'acuité est certainement mal perçue par le lecteur ? D'abord des raisons matérielles et financières. « Les coûts de distribution sont élevés, car il existe environ 40 000 points de vente en France. En outre, pour « le Monde » explique Jean-Marie Dupont, il est impossible d'utiliser le fac-similé, compte tenu des heures de sortie. La distribution devient de plus en plus difficile. Un exemple : le vendredi, à 16 heures, tous les bureaux du centre de Paris ont fermé quand nous arrivons dans les kiosques. D'où, en partie, une baisse importante dans la région parisienne. »

Autre élément technique : l'importance des coûts de fabrication. Bien souvent les journaux disposent encore de leur imprimerie... qui ne travaille que trois, quatre heures par jour. « Le problème de l'amortissement du matériel se pose. En plus, s'ajoutent les salaires élevés des ouvriers du Livre. » Et puis la modernisation galopante pousse à des dépenses faramineuses. Le prix d'une rotative se chiffre par milliards. « Dans cinq ans, notre imprimerie sera dépassée, reconnaît Dupont. Comment allons-nous faire face à une telle modernisation ? »

A « Libération » on a tout de suite mesuré la profondeur du gouffre constitué par la fabrication. Résultat : le journal est tiré à l'extérieur. N'empêche que le problème demeure posé dans l'ensemble et que l'idée d'une solution industrielle est visiblement dans l'air : « Les journaux ne s'en sortiront pas un par un, explique Dupont. Il faut mener une réflexion sur les structures de fabrication des journaux de la région parisienne. La modernisation nécessite des investissements en matériel d'impression qu'aucun quotidien ne peut se permettre. L'équipement complet individuel de chaque journal devient absurde. Pourquoi ne pas envisager un outil commun ? »

Des préoccupations auxquelles Antoine Griset, gérant de « Libération », fait écho : « L'informatisation et la modernisation engendrent des investissements par milliards. L'Etat doit se focaliser sur ce problème. Sinon dans dix ans tout le monde sera imprimé chez Hersant. »

C'est vrai, s'appuyant sur sa logique industrielle cynique mais cohérente, Robert Hersant a pris ses dispositions en la matière. Il a installé à la Plaine-Saint-Denis un complexe industriel de pointe. Opération très coûteuse dans l'immédiat, mais sûrement plus rentable à terme que de laisser à chacun de ses titres parisiens son imprimerie, et dont l'amortissement pourrait être accéléré par l'impression d'autres journaux. En poussant le raisonnement jusqu'au bout, la Plaine-Saint-Denis pourrait devenir une affaire juteuse pour le papivore, peu intéressé par la presse en tant que telle.

Quelle solution industrielle ?

Alors l'Etat favorisera-t-il une solution industrielle — comme certains semblent le souhaiter — pour réduire les coûts de fabrication ? Pas si simple. Une telle perspective nécessite une négociation à trois : Etat - presse - Syndicat du livre. Or, la fermeture des imprimeries des quotidiens au profit d'un éventuel grand centre dans lequel seraient tirés les journaux parisiens ne serait certainement pas vu d'un bon œil par les ouvriers du Livre dont les effectifs ont déjà été réduits de 20 % à Paris, ces dernières années. Un sérieux écueil qui, à priori, ne serait pas de nature à faciliter la mise en place d'une hypothétique solution industrielle.

S'il est vital d'atténuer les dépenses de fabrication qui contribuent fortement aux difficultés de la presse, celles-ci ont également d'autres causes. Les journaux parisiens sont de moins en moins lus. Leur prix, 3,80 F à 4 F, — le plus élevé du monde — est-il dissuasif ? « Non, répond Jean-François Kahn, c'est le journal (« Libération ») qui est vendu le plus cher (4 F) qui progresse le plus. »

Autre cause sur laquelle on aurait tendance à se rabattre volontiers pour expliquer la désaffection du public : la sempiternelle influence de l'audiovisuel. « L'information à la télé est devenue plus complète, plus professionnelle, constate Guy Claisse, directeur de la rédaction du « Matin ». Le détonateur a été la création d'Information Première en 1969. C'est à partir de ce moment qu'une clientèle surtout populaire a commencé à apprendre à se passer de la presse écrite. » Une désaffection concernant toutes

Les ventes des quotidiens parisiens

Voici le nombre d'exemplaires vendus à Paris — surface par les quotidiens parisiens (semaine du 19 au 24 septembre).

QUOTIDIENS DU MATIN	
« Le Figaro »	*78 169*
« L'Aurore »	*14 068*
« Le Parisien libéré »	*70 629*
« L'Humanité »	*11 132*
« Le Matin »	*20 649*
« Le Quotidien de Paris »	*15 714*
« Libération »	*34 122*
« Les Echos »	*3 812*
« International Herald Tribune »	*6 704*
« L'Equipe »	*31 830*
QUOTIDIENS DU SOIR	
« France-Soir »	*131 331*
« Le Monde »	*89 761*
« La Croix »	*1 211*

D'après une enquête du Centre d'étude et de support de publicité, l'évolution sur dix ans (1973-1983) de l'audience des quotidiens nationaux est fortement négative dans l'ensemble. La régression est surtout sensible chez les journaux populaires. L'audience de « France-Soir » est passée de 1 955 000 lecteurs en 1973 à 968 000 en 1983 (évolution — 50,48 %), celle du « Parisien libéré » de 1 714 000 à 1 030 000 (— 39,9 %).

La baisse la plus faible est enregistrée par « le Monde » qui tombe de 1 265 000 lecteurs à 1 117 000 (— 11,70 %). A noter tout de même que le quotidien de la rue des Italiens a vu sa diffusion décroître brutalement de 439 000 exemplaires en moyenne en 1981 à 400 000 en 1982.

En revanche, la diffusion de « Libération » progresse régulièrement (de 70 000 en 1981 à 95 000 en 1983). Celle du « Matin » a augmenté de manière constante depuis sa création en 1978 (120 000 exemplaires) jusqu'en 1981 (178 800 exemplaires), pour redescendre à 175 000 en 1982.

les catégories sociales, mais en effet plus sensible encore parmi le public populaire. La chute du « Parisien libéré » et de « France-Soir » est significative à cet égard. Quant à « l'Aurore », son lectorat ne s'est pas reporté intégralement sur « le Figaro ».

Pour Kahn, les incontestables progrès de la radio et de la télévision trompent quelque peu le public sur la densité de l'information distillée : « L'audiovisuel multiplie les analyses et les commentaires et se substitue à la presse écrite. Tout au moins les gens le croient. » Vrai, mais en partie seulement. Car le public est-il finalement aussi dupe ? Lorsque se produit un événement important, les ventes des journaux remontent instantanément. Le lendemain de la destruction du Boeing coréen, les ventes du « Monde » ont augmenté de 15 %. Preuve que sur un sujet qui passionne le lecteur se retourne avec confiance vers les journaux, entraîné par la cristallisation suscitée par la télévision, jouant là un rôle positif. « Non, ce n'est pas la mort de l'écrit, renchérit Jean-Marie Dupont. Les kiosques croulent sous les titres. La télé a même engendré la création de journaux qui lui sont consacrés et qui marchent très fort. Sans oublier toutes les publications liées à la vidéo. En réalité, le véritable problème des quotidiens nationaux réside surtout dans le décalage qui s'est creusé entre le discours politique et la réalité concrète que vivent les gens. La presse est restée plus près des superstructures politiques que des problèmes quotidiens de la population. Elle ne joue plus son rôle de médiateur entre la politique et le concret des gens. »

Inadaptés à l'évolution des mentalités et de la société, les quotidiens nationaux. Voilà leur véritable drame. Un comble pour les journalistes qui sont par définition au contact de la réalité. Mais le diagnostic fait l'unanimité dans la presse, même s'il revient à faire le procès d'une profession qui semble camper sur des conceptions vieillies. « La presse est trop officielle, trop conformiste, trop révérentielle », constate Claude Durieux de l'Union nationale des syndicats de journalistes. Bref, elle devient sans surprise. Dans ces conditions, compte tenu de la crise économique, le lecteur hésite plus facilement à dépenser 3,80 F pour acheter un journal considéré comme superflu, et par facilité il se contente de la télé. Mais ces deux facteurs seraient inexistants, comme le prouve le cas de « Libération », si les journaux répondaient totalement à l'attente du public.

Devenus de plus en plus presse d'opinion, les quotidiens nationaux, en gros le reflet de la bipolarisation de la vie politique, se révèlent incapables de s'extirper de ce cadre étroit, d'inventer un nouveau type d'information et de langage. « Il y a un phénomène de lassitude par rapport à une presse qui n'a pas assez évolué ou qui a mal évolué comme « le Figaro » et « France-Soir », explique Kahn. « Les quotidiens ont tendance à privilégier davantage les prises de position que l'information, note Noël Copin, de « la Croix ». Après le 10 mai, la presse d'opposition s'est radicalisée. Cela lui a été bénéfique pendant quelques mois puis les ventes ont rechuté. »

Journalisme de terrain

Le cas du « Quotidien » est significatif. Après le 10 mai, sa diffusion a augmenté très nettement, puis est retombée à cause de son hystérie anti-gouvernementale qui en fait un journal totalement discrédité.

En revanche « Libération » connaît actuellement un succès provenant sans doute d'un retour aux sources du journalisme qui l'entraîne directement au sein des préoccupations des gens et surtout des jeunes. « Il y a un problème d'adaptation du produit presse à la jeune génération, constate Dupont. Au « Monde », nous enregistrons une légère baisse dans la tranche 16-24 ans. Le journal n'est plus ressenti comme un facteur d'intégration à la société par des jeunes qui n'ont plus forcément envie ou la possibilité de se fondre dans la société. Notamment, à cause des difficultés économiques. D'ailleurs pour moi, la baisse du lectorat est à mettre sur le même plan que celle de l'adhésion aux partis politiques et aux syndicats. Le journal n'est plus un outil d'insertion et de conformisation sociales. »

« La presse d'opinion est un genre qui a terriblement vieilli, explique le rédacteur en chef de Libération, Jean-Marcel Bougereau. Elle ressasse sa vision du monde plutôt que d'essayer de comprendre ce monde. A « Libération » nous n'essayons pas de faire la réalité à notre image, mais de la présenter dans toutes ses contradictions. La vie, les situations dans lesquelles se trouvent les gens ne sont pas simples ni manichéennes. C'est pourquoi nous nous efforçons de faire un journalisme de terrain, de reportage, d'enquête, sans évacuer pour autant les opinions politiques. »

Dans aucune rédaction parisienne on ne nie l'apport de « Libé » en matière de culture, sa manière originale d'aborder l'actualité, l'importance accordée aux enquêtes. Il a senti « l'air du temps » avec le plus de perspicacité et paraît accompagner et refléter le mieux l'évolution d'une partie de la société depuis quelques années.

Les autres journaux essaient de réagir pour conjurer la crise. Si, sur le plan matériel et financier, certains envisagent des solutions communes, dans le domaine rédactionnel la démarche est plus individuelle. Chacun s'efforce de sortir de l'ornière en fonction de sa spécificité.

En début d'année, « la Croix » a effectué une opération de relance : rajeunissement de la rédaction, présentation plus moderne, amélioration de la qualité technique, nouvelle répartition des rubriques. Un pari difficile pour ce journal dont le public est peu habitué aux bouleversements. « Les lecteurs traditionnels ont été plutôt confortés dans leur attachement au journal, explique Noël Copin. Notre problème est maintenant de conquérir un autre public. Nos ventes tournent autour de 120 000 exemplaires dont 95 % d'abonnés. Notre clientèle jeune a eu des réactions positives. Désormais, il faut transformer ce succès d'intérêt en un succès financier au niveau des ventes. » D'où la campagne d'affichage menée depuis la rentrée à Paris sur les thèmes Amour-Liberté-Vérité.

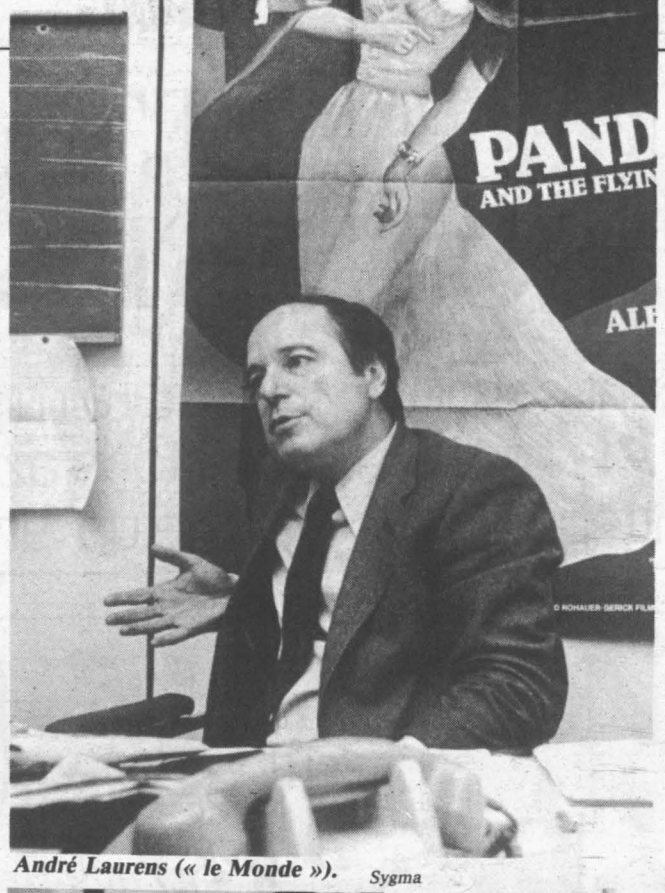
Sur le plan rédactionnel, « la Croix » joue un peu en fonction du contexte général de la presse sans pour autant se renier. « A nous de montrer que les valeurs du christianisme ne sont pas conservatrices, mais restent contemporaines, poursuit Copin. Dans le ton, face à la radicalisation de la presse et à la montée des intolérances, nous voulons demeurer sereins. Il y a un créneau à prendre en développant notamment la partie forum, c'est-à-dire les débats, les libres opinions, le courrier des lecteurs, etc. Nous pouvons affirmer notre originalité dans le pluralisme. »

Au « Monde », qui a perdu 40 000 lecteurs depuis la fin de 1981, on a tracé de nouvelles orientations. « Sur le plan rédactionnel, nous renforçons systématiquement la priorité à l'information sur le commentaire, explique Dupont. Il faut expliquer, raconter. Nous souhaitons être plus attentifs au rôle pédagogique en expliquant le plus simplement possible, en restant le plus près des gens. Cela se traduit par des sous-titres plus explicites. Enfin, nous privilégions nos points forts : l'économie, l'international. Tout cela sans remettre en cause le fondamental. »

Des efforts sont également réalisés en direction des lecteurs par l'organisation de conférences dans les facultés, les lycées qui permettent de conserver un contact avec le lectorat. Enfin période d'austérité oblige, diverses notes de frais et primes ont été supprimées, et le système de la préretraite a été utilisé pour cinquante personnes.

« Le Matin », en juin dernier, a décrété l'état d'urgence. La baisse des ventes très sensible en 1982 n'a fait qu'aggraver le déficit qui se chiffrait à 15 millions de francs au printemps dernier. D'où la mise en œuvre d'un plan d'économie rigoureux qui s'est soldé par des licenciements dans tous les secteurs. Pour relancer ce quotidien et lui redonner l'identité qui était la sienne à sa naissance mais qui avait été un peu perdue de vue pendant le passage de Jean-François Kahn, le journal s'est à nouveau « ancré à gauche ». Un réel effort qui a débouché sur un journal de meilleure qualité depuis quelques mois, mais qui ne trouve pas encore sa traduction au niveau des ventes. Mais Guy Claisse, Vincent Lalu et l'équipe animatrice constituée autour d'eux ne manquent pas d'idées pour reprendre l'offensive.

La riposte que mettent en place les journaux pour mieux s'adapter à notre société est trop récente pour porter déjà ses fruits. Sera-t-elle suffisante si elle n'est pas complétée par des mesures visant à réduire les problèmes de fabrication ? Toujours est-il qu'au moment où apparaissent les nouveaux médias comme le câble, la vidéothèque la presse parisienne aborde ce nouveau stade du développement de la communication dans une situation financière exsangue. Les patrons de presse le déplorent. Mais leur conservatisme et les conceptions affairistes de certains d'entre eux ne sont pas étrangers à cette évolution. ●



André Laurens (« le Monde »). *Sygma*

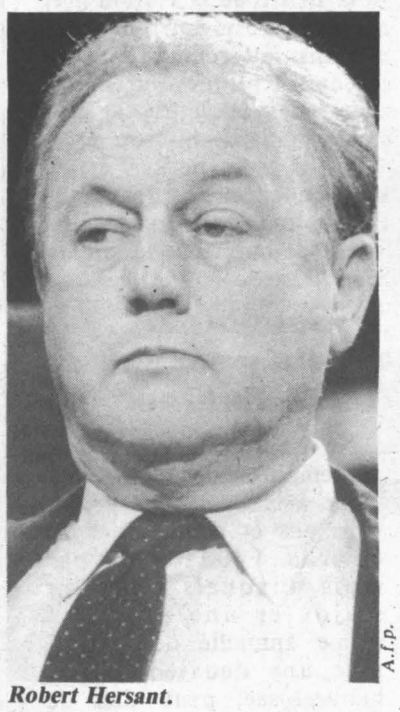


Serge July (« Libération »).





Guy Claisse (« le Matin »).



Robert Hersant. *A.f.p.*

P.T.T.: ROBOT EST ARRIVÉ !

Le récent conflit du tri postal a mis en pleine lumière la modernisation tous azimuts de la poste, entreprise qui constitue un fantastique pari sur l'avenir

PAR PHILIPPE MAQUAT

SERRÉES les unes contre les autres, plusieurs centaines de lettres attendent bien sagement de passer devant le lecteur optique de cette immense machine sans la moindre grâce qu'est la trieuse automatique du centre d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Oh ! elles n'attendront pas très longtemps ces lettres, car le lecteur aura tôt fait de repérer sa proie, de la saisir, de décoder les bâtonnets rouges qu'une autre machine beaucoup plus petite a précédément tracés en bas à droite de l'enveloppe, et d'expédier l'innocente petite victime dans les dédales d'un câble noirci et peu avenant. Un câble, qui, en tout cas, entraînera la missive à une vitesse folle — un vrai bobsleigh lancé à toute allure — pour la faire ressortir dans un compartiment adéquat situé sur l'un des flancs du monstre. Et qui peut s'intituler : Paris XVII[e] par exemple, si c'est la capitale qui est concernée.

Puis mises sous plastique par petits paquets, les lettres de cet arrondissement seront retravaillées, avant d'être enfournées dans de gigantesques sacs et dirigées vers le bureau de distribution correspondant à leur destination plus ou moins lointaine. L'ultime étape, c'est le préposé qui la franchira au cours de sa tournée matinale.

Capable de trier 30 000 lettres en une heure, la machine nécessite l'assistance de quatre agents. Pas un de plus. Quatre agents qui, manuellement et dans le même temps, n'auraient pu trier que 6 000 lettres. Gain : 24 000 lettres à l'heure. C'est ça le progrès !

Amorcé en 1973 à partir d'une expérience réalisée à Orléans, le programme d'automatisation du courrier a été accéléré l'année suivante avec l'éclatement des grands centres de tri, l'ouverture d'unités de distribution plus réduites et le renforcement de l'informatisation. Tout cela pour une question de rentabilité, mais aussi parce que l'ancien gouvernement de droite, alors dirigé par Jacques Chirac, a voulu briser la puissance des postiers.

Pour autant, dans le centre de tri d'Issy-les-Moulineaux, l'un des plus modernes de l'Hexagone — 57 centres seront informatisés en France d'ici à la fin de l'année — le tri manuel subsiste. André, qui était en train de mettre en casier... « la Lettre de la Nation » et « le Figaro » lorsque nous l'avons interrompu dans sa tâche, explique, en effet, que seules les lettres de format standard, ni trop grosses, ni trop petites et en conséquence pas les journaux, ont accès au traitement de la trieuse automatique.



Impossible d'échapper à l'ordinateur

Né à Saigon il y a 37 ans cet employé du tri ne travaille à la Poste que depuis trois ans et demi. Il gagne environ 4 400 F nets par mois auxquels viennent s'ajouter une première prime annuelle de 3 400 F puis une deuxième, qui, hiérarchisée, peut aller de 1 700 F pour lui à 8 000 F pour un chef de centre. Afin de ne pas rester en gare, et rater le train de la modernisation entreprise par son administration, André, travailleur manuel pour le moment, va suivre des cours internes d'informatique à propos desquels il a cependant entendu dire qu'ils étaient plus théoriques que pratiques. « On nous enseigne les bases, mais à la différence de ce qui se passe dans certaines boîtes privées, on n'apprend pas directement sur ordinateur », regrette-t-il un peu. Il n'empêche. Le grand mot est une nouvelle fois lancé : ordinateur. Le Sicob a fermé ses portes et pourtant il est impossible d'y échapper.

« Mais c'est normal, il faut vivre avec son temps. Nous ne pouvons rester une Poste du passé », dit Claude Vié, chef de cabinet de Jacques Daucet, le directeur général des Postes. Jacques Daucet, qui est justement le père d'un vaste plan de réforme et de modernisation de la Poste mis actuellement en chantier. Or, ce plan entraîne depuis le 1[er] octobre dernier la fermeture des centres de tri dans la nuit de samedi à dimanche. Et, comme toute réforme, comme toute mesure nouvelle, celle-ci est humainement douloureuse, car elle entre en conflit avec des habitudes, des emplois du temps bien programmés, voire des modes de vie éprouvés depuis plusieurs années. Difficile dans ces conditions de tourner la page du jour au lendemain,

« La plupart des employés du tri sont jeunes (23 ans en moyenne) et pour une écrasante majorité provinciaux, explique Pierre, style intellectuel avec ses petites lunettes rondes, du centre de Créteil (Val-de-Marne). Cette grève, nous ne l'avons pas entreprise pour embêter le public et nuire au gouvernement de gauche. Car, ce qui pourrait nous arriver de pire, ce serait bien le retour de la droite et une privatisation à laquelle nous n'échapperions pas. Mais il faut nous comprendre : le travail du samedi nous permettait de partir plus souvent en province. Moi, ma famille est à Mont-de-Marsan. »

Outre une prime d'environ 600 F, les brigades de nuit (opérationnelles deux nuits sur quatre) bénéficiaient chaque samedi travaillé de six heures de repos cumulables. Bref, de quoi soigner énergiquement le mal du pays qui atteint immanquablement tous les déracinés d'une Poste française riche de 310 000 agents. Cette revendication ne méritait en tout cas nullement ce titre provocateur entrevu dans « le Figaro » : « Le pouvoir de ruiner les entreprises. »

A l'origine de la fermeture des centres de tri le samedi, on trouve un constat : en 1969, le courrier de première catégorie (l'actuel affranchissement à 2 F) représentait 75 % du trafic contre 60 % seulement aujourd'hui. Le courrier non urgent est donc en progression. Et ce, pour trois raisons : la hausse du prix du timbre, l'utilisation de plus en plus fréquente du télex par les entreprises qui représentent 80 % du trafic total contre 20 % aux ménages ; enfin, la décision prise par le gouvernement de faire passer le courrier administratif (Sécurité sociale et C.c.p. exceptés) dans la catégorie des plis non urgents.

En conséquence de cette évolution, le travail de nuit qui, bien sûr, traite le courrier urgent est appelé à s'adapter, c'est-à-dire à décroître. Ce qui, en outre, permettra à l'administration des Postes de compenser les pertes de recettes qu'entraîne cette évolution, par la réalisation de substantielles économies d'énergie. Les machines sont en effet de grandes dévoreuses.

La nostalgie n'est plus ce qu'elle était

Réaliste et apaisant, Claude Vié l'est tout à la fois : « Il faut bien adapter l'organisation du travail à la réalité du trafic, explique-t-il, et ne pas maintenir en activité des services, alors qu'il y a moins à faire. Cependant, il n'y aura pas d'incidence sur la distribution du courrier qui sera normalement traité dans la nuit du dimanche au lundi. Comme l'a souligné le ministre Louis Mexandeau, le service public n'en souffrira donc pas. Concernant les employés du tri, le travail du dimanche entraînera toujours un repos compensateur, et leur prime sera maintenue pendant un an. Des points d'entente seront recherchés au niveau de chaque centre, poursuit Claude Vié, afin de minimiser les effets de cette réforme sur les habitudes du personnel. Je vous assure qu'à la direction générale il existe une volonté certaine d'améliorer la situation sociale du personnel. »

Mais, au travers de ces mesures révisant et adaptant à de nouvelles données le fonctionnement des services du tri, c'est bien la poste de l'an 2000 qui est en gestation. La Poste de grand-papa symbolisée dans l'imagerie populaire par un facteur de campagne à bicyclette (ou à mobylette), c'est fini. Beaucoup de nostalgiques le regretteront, car, qu'on le veuille ou non, l'ordinateur c'est quand même plus froid. Voire un tantinet inquiétant pour certaines générations. « En apparence seulement, dit Claude Vié. Prenez l'employé de guichet : il s'y adapte fort bien et son travail est en train de s'humaniser grâce à la micro-informatique. »

Le raisonnement de la direction des Postes est le suivant : avant, l'employé de guichet était un homme ou une femme dont le souci majeur était de connaître et d'appliquer la réglementation dans toute sa sécheresse. Ce qui a souvent valu aux guichetiers d'être brocardés et régulièrement affublés d'un quelconque prix citron de l'administration. ●

En revanche, aujourd'hui, la réglementation se trouve dans la machine. Responsabilisé et libéré de tâches peu stimulantes, le guichetier est davantage disponible pour tenir un rôle de conseiller auprès du public. Sauf bien sûr lorsque la machine tombe en panne. Cela arrive de temps en temps. Mais pas seulement à la Poste, il est vrai.

A l'exemple de l'informatisation du tri, peu répandue à l'étranger, la Poste française veut être l'une des plus performantes du monde. Elle entend continuer sur sa lancée en relevant le défi des nouvelles technologies. Pour preuve : le développement en cours de la monnaie électronique sous forme d'une carte multiservices, présentée au dernier Sicob et qui, pour l'heure, est essentiellement connue pour son utilisation dans les distributions automatiques. Y compris le réseau Carte bleue.

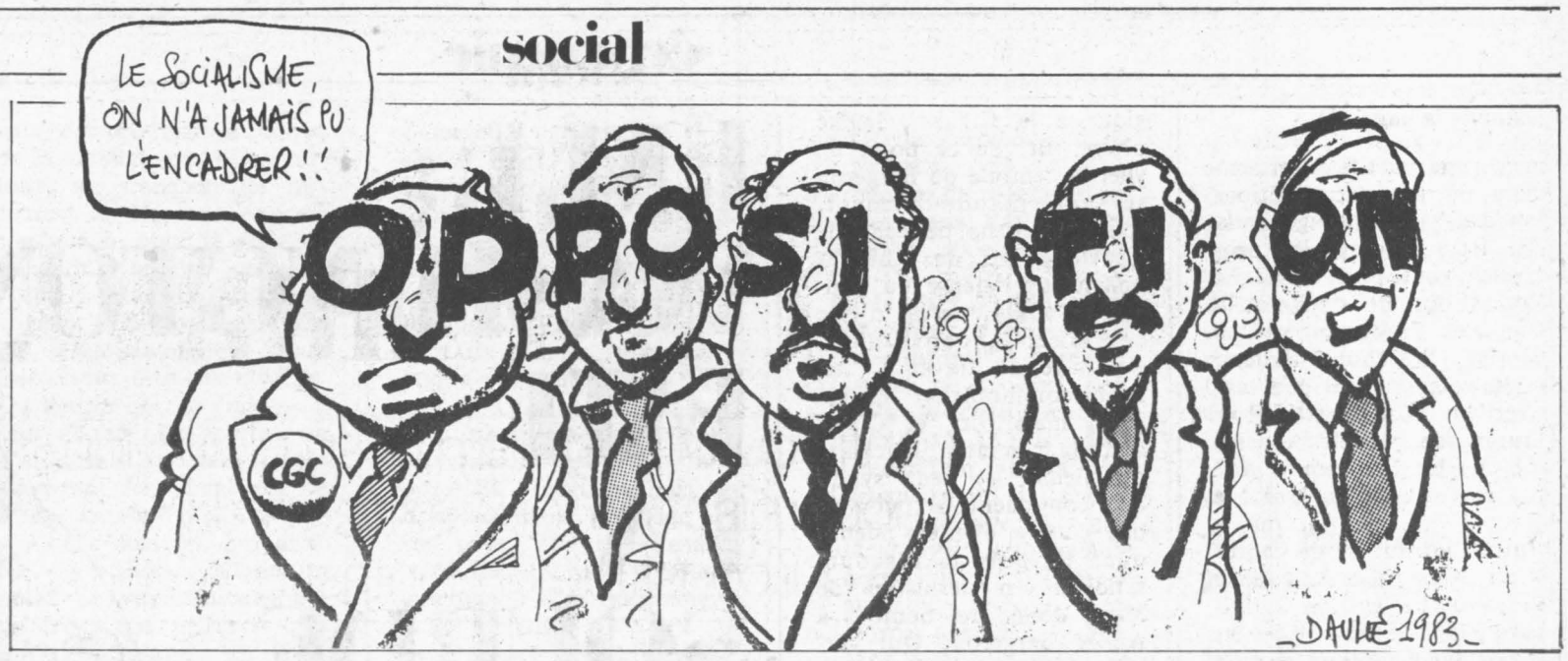
A titre d'exemple, cette petite merveille aux pouvoirs étonnants permettra à partir d'un terminal d'ordinateur, d'un lecteur de carte et de son propre écran de télévision de passer et régler une commande à un organisme commercial raccordé. Ou encore de réserver et payer (mais pas composter) son billet de chemin de fer à la S.n.c.f. C'est le télé-paiement.

Préposés ou ingénieurs ?

Même démarche pour la télé-consultation qui vaudra au particulier équipé de connaître la position de son compte, ou les intérêts de son livret de Caisse d'épargne, à partir de l'écran de télévision. De la Poste-fiction à la Steven Spielberg ? Non, c'est pour demain, affirment les télécommunications, maîtres d'œuvre en la matière. Ou plus exactement pour 1985, année où devrait intervenir la généralisation à destination du grand public.

Idéal en tout cas pour réduire le nombre des opérations comptables des chèques postaux et en conséquence de résorber le déficit de ce service. Ne reculant vraiment devant aucune innovation, la Poste va même ouvrir ses bureaux au change afin de proposer une gamme complète de services financiers.

Cette modernisation tous azimuts de la poste française va-t-elle transformer les préposés en ingénieurs ? Sans doute pas. Mais, en revanche, la formation du personnel sera de plus en plus adaptée à ce pari sur l'an 2000 — on y revient toujours — lancé par une grande maison décidée à rompre avec l'image du facteur à bicyclette, mais aussi celle trop étroite de simple administration d'Etat. « C'est la dimension d'entreprise industrielle et commerciale que nous voulons développer », conclut Claude Vié. En apparence nous sommes évidemment très loin des préoccupations immédiates des brigades de nuit des services du tri. En apparence toutefois... ●



"SECU" : LES CONSIGNES DE VOTE DE LA DROITE

Tout faire pour battre la C.g.t. et la C.f.d.t. sont les mots d'ordre non déguisés de la droite et du patronat

PAR CLAUDE JADOUL

POLITIQUES les prochaines élections pour la « Sécu » ? A bien des indices, on est tenté de répondre par l'affirmative. Et d'abord parce que la droite de 1983 politise tous les scrutins qui passent à sa portée. C'est dans l'air du temps. Inutile de le nier : la droite donne des consignes de vote pour le 19 octobre, date du scrutin. « Certains, aujourd'hui, tentent de détourner le sens de cette élection. Ils veulent en faire un test politique. »

Robert Bono, secrétaire national de la C.f.d.t., est net là-dessus.

R.p.r. et U.d.f. sont entrés en campagne « au bénéfice des candidats de F.o., de la C.g.c. et de la C.f.t.c. ». Jacques Toubon, bras droit de Jacques Chirac, mobilise sec. Colleurs d'affiches, à l'appui. Et le patronat n'est pas en reste. A Saint-Brieuc, l'Union patronale interprofessionnelle d'Armor y va d'un petit topo à ses adhérents. Sans équivoque. D'un côté les méchants (la C.f.d.t. est taxée d'« irréalisme »), de l'autre, les trois « bons ». « Il faut, dit François Vauleon, faire campagne pour faire voter tous les milieux concernés, notamment nos cadres, notre maîtrise, et qu'eux-mêmes sensibilisent les salariés qu'ils côtoient. »

L'U.n.a.m. (Union nationale pour l'avenir de la médecine) est entrée également dans la danse. Le Dr B.-C. Savy fixe un objectif à ses adhérents : « Obtenir 7 sièges entre C.g.c., C.f.t.c. et F.o. qui, avec 6 sièges employeurs, pourront avoir la majorité de 13 sur 25 (dans les futurs conseils, ndlr) et maintenir le statu quo. » Et l'U.n.a.m. ne rechigne pas sur les moyens. 10 millions de documents ont été répartis dans les 108 000 cabinets de médecins et de dentistes afin d'indiquer le « bon choix » au million de malades par jour qui défilent dans les salles d'attente. Et pour que nul n'en ignore, cette organisation professionnelle consacre son prochain congrès national des 14 et 15 octobre à un débat entre, d'une part, André Bergeron (F.o.), Paul Marchelli (C.g.c.), Jean Bornard (C.f.t.c.) et, d'autre part, le Dr Most (R.p.r.), l'ancien ministre C.d.s. Jacques Barrot, et le Dr Rondelet (Cnip)... Difficile de faire mieux, à quatre jours du scrutin. Et l'Union nationale des assurés sociaux (même siège social à Asnières que l'U.n.a.m.) distribue généreusement des tracts aux malades en consultation chez les médecins. Sur le thème : « Ne confiez pas la Sécurité sociale à n'importe qui. » Une prose que les petits journaux R.p.r. locaux se font un plaisir d'insérer à titre gracieux... Cela pose tout de même un petit problème déontologique aux médecins. Et Robert Bono a mis les pieds dans le plat en adressant une lettre au Pr Villey, président du Conseil de l'ordre des médecins. A suivre.

Pas étonnant, dans ces conditions, que Michel Warcholak, secrétaire confédéral de la C.g.t. et véritable « patron » de ces élections pour son organisation, proclame tranquillement : « Les mecs de droite vont faire voter. » Et la C.g.t., même si elle a de bonnes chances de rester en tête, craint, manifestement, un nouveau laminage de son influence, une répétition — en grandeur nature — des élections prud'homales du 8 décembre 1982, à l'issue desquelles elle était passée en dessous de la barre fatidique des 40 %. Sans que la C.f.d.t. « compense » ces pertes. Car ce qui est en cause, c'est la place de numéro deux de la centrale d'Edmond Maire. Un sondage réalisé par « le Point » « donne » un bond de 8 points à F.o. qui devancerait ainsi la C.f.d.t. Il s'agit d'un sondage... Mais s'il se confirmait dans les urnes, il signifierait, incontestable-

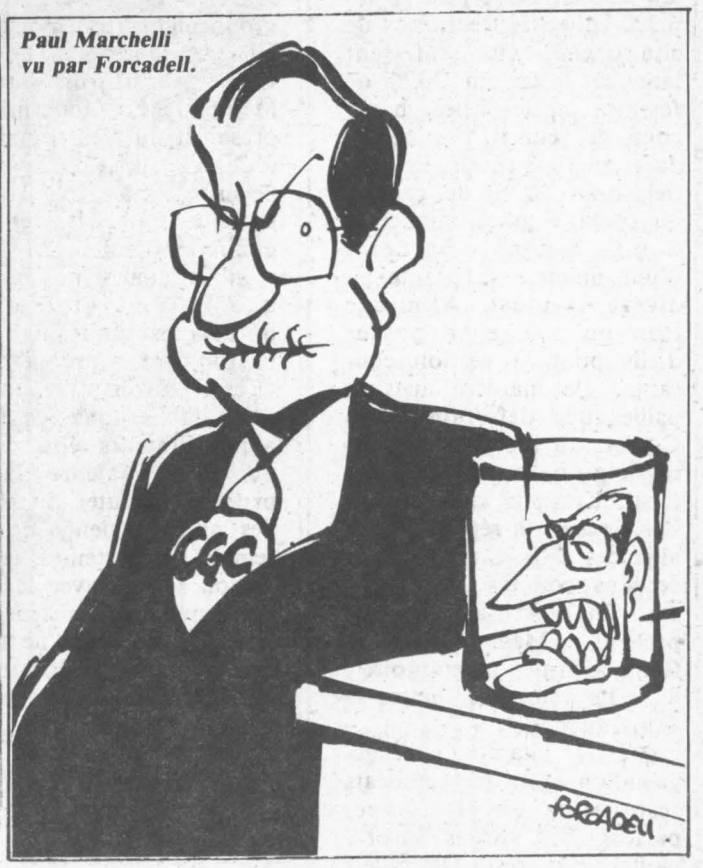
(suite en page 14)

Pascal Lebrun



Le service d'ordre très « musclé » de la C.g.c. photographié lors de la dernière manifestation à Paris.

Paul Marchelli vu par Forcadell.



(suite de la page 13)

ment, une modification sensible du paysage politico-syndical, rééquilibrage à la clé. Pour l'heure, les pronostics vont bon train. Et l'on s'inquiète déjà, à la C.g.t. de l'isolement qui se dessine. Warcholak lance : « Un vote syndical peut cacher un vote patronal », histoire de rappeler que la « Sécu » est gérée depuis 1967 par une alliance C.n.p.f.-F.o. de fait qui a truffé l'institution de cadres R.p.r. Krasucki a donc lancé l'idée d'une gestion « unitaire » de la « Sécu » avec les autres syndicats lors de son discours de rentrée de Saint-Ouen. « Bien reçu le message », dit Bono. En revanche, F.o. est muet. Mais pas d'illusion à se faire, Claude Jenet, secrétaire confédéral de F.o., est très net : « Pas de travail avec la fédération des mutualités, filiale au P.c.f. (qui sera représentée dans les D.a. et, surtout, pas d'alliance avec la C.g.t. » Avec un sérieux bémol. F.o. n'a, apparemment, rien contre une répartition des trois présidences nationales entre les trois principales centrales syndicales. Maurice Derlin, de F.o., est toujours candidat à la présidence de la C.n.a.m. (Caisse nationale d'assurance-maladie), à charge pour la C.g.t. et la C.f.d.t. de se répartir entre eux la caisse de retraite et les allocations familiales. Là-dessus, un consensus se dessine. En revanche, on attendra les résultats du scrutin pour se répartir les principaux postes dans les Caisses régionales, là où se trouve le véritable pouvoir.

Les régions d'abord pour la C.g.t.

Et la C.g.t. craint, une fois de plus, de « passer à la trappe ». Un peu comme pour la direction des 21 comités économiques et sociaux régionaux d'où elle a été exclue. Pas étonnant, dès lors, que Porte de Montreuil on ait « mis le paquet » sur les régions. « Nous faisons une campagne la plus décentralisée possible », Warcholak ne s'en cache pas. Et les 6 300 collectifs électoraux de son organisation ratissent large sur le terrain. 30 % de femmes sur les listes, beaucoup de jeunes, des candidats ouvriers pour l'essentiel, mais 20 % de cadres, un cocktail grâce auquel la C.g.t. espère « percer » d'une manière suffisante au niveau régional. Afin que l'on ne puisse se passer d'elle pour la gestion courante. De manière aussi à pallier une défection de la C.f.d.t. au moment des votes régionaux. Manifestement, Krasucki craint, pour la « Sécu », la répétition des alliances F.o.-C.f.d.t. dans certains comités d'entreprises. On n'est jamais assez prudent... Même si Robert Bono affirme, péremptoire : « Je ne veux pas mettre la C.g.t. au piquet. »

Bref, le champ de la négociation entre les syndicats reste assez ouvert. Avec, parfois, des choses surprenantes. F.o. reste fort allergique à la C.f.d.t., laïcité oblige. Et, de ce point de vue, la centrale de Bergeron se sent, paradoxalement, souvent proche de celle de Krasucki sur des thèmes ponctuels : défense du pouvoir d'achat, refus d'une certaine conception du « partage du travail », etc. L'anticommunisme les sépare, mais F.o. et C.g.t. ont, en commun, la charte d'Amiens : les deux syndicats continuent de puiser à une culture ouvrière identique. Et puis le discours syndical « moderniste » de Maire donne des boutons à André Bergeron. Qui verrait, avec déplaisir, la C.f.d.t. lui souffler la place d'interlocuteur privilégié du patronat qu'il a conquise de haute lutte... Il est vrai que, depuis les prud'homales, Edmond Maire voit insensiblement s'éloigner l'objectif qui est le sien : faire de la C.f.d.t. la première centrale française. Tous ces enjeux, bien réels, sont évidemment fort éloignés des préoccupations des 30 millions d'électeurs qui forment le corps électoral du 19 octobre. Un corps électoral qui ne se retrouve pas nécessairement dans les cinq listes exclusivement syndicales, seules autorisées à présenter des candidats. Mais, indiscutablement, l'organisation de ces élections renoue avec la tradition démocratique qui a inspiré les « pères de la Sécurité sociale » de 1945 : confier la gestion des caisses aux intéressés eux-mêmes. Et mettre fin au « paritarisme » qui, depuis les Ordonnances de 1967, a fait la part belle aux représentants du C.n.p.f., véritables patrons de la « Sécu ». Il suffit de jeter un œil distrait sur la liste des hauts dirigeants des caisses pour se convaincre d'une coloration politique à sens unique. Lucet, militant du R.p.r., n'était pas seul de son espèce. L'actuel directeur général de la C.r.a.m.i.f. (Caisse régionale assurance-maladie d'Ile-de-France), syndiqué F.o., ne cache pas ses liens avec Jacques Chirac. Reste que le patronat a peur de perdre un levier aussi efficace que celui-là. Et s'y résoudrait de mauvaise grâce. Il favorisera les regroupements les moins nocifs de son point de vue. C'est de bonne guerre. Même si M. Vandermeulen, président du Centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale, où il représente le patronat, tente de minimiser l'enjeu, les futurs administrateurs ne géreront que le « marginal ». Un point c'est tout. Un rôle bien maigre, à première vue. C'est, volontairement ou non, oublier que les futurs administrateurs élus auront une tâche majeure dans la période. Discuter du rôle et des aménagements de l'ensemble des systèmes de protection sociale avec les pouvoirs publics. En temps de crise. Et ces choix ne seront pas neutres, politiquement parlant et, surtout, socialement. ●

La semaine prochaine : II. Une élection à la veille d'un « Grenelle » social quelle protection sociale ?

F.M.I. : WASHINGTON FAIT LA SOURDE OREILLE





A Bretton Woods, le 7 février 1944. Sygma

Les pays pauvres ont besoin de toujours plus de moyens. Après l'assemblée du Fonds monétaire international, ils en auront moins, les Etats-Unis ayant encore imposé leur vision économique

PAR STEPHEN GERE

« DES centaines de millions d'hommes sur la terre sauront ce soir que la France est prête à leur parler le langage qu'ils ont appris à aimer d'elle. » Souvenez-vous, c'était à Château-Chinon le 10 mai 1981, François Mitterrand venait d'être élu président de la République. La première pensée fut pour ces centaines de millions d'hommes qui attendent des pays industrialisés qu'ils renient leur égoïsme de nantis pour les aider à s'arracher à leur misère. Les assemblées annuelles du F.m.i. et de la Banque mondiale, qui se sont tenues à Washington du 27 au 30 septembre, semblent bien les avoir renvoyés à leur attente.

Le F.m.i. (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale résultent des accords de Bretton Woods, en juin 1944. Créé à l'origine pour stabiliser les taux de change en vue d'un meilleur équilibre des balances des paiements, le F.m.i. se distingue aujourd'hui surtout par son activité de financement dans le développement du tiers monde. Imaginez une grosse caisse d'épargne. Il y a des gens plus riches, qui disposent d'argent et le prêtent, il y a des gens qui l'empruntent pour s'équiper ou tout simplement vivre. L'image est simpliste, mais elle traduit assez fidèlement la situation actuelle du F.m.i. En temps de crise, c'est bien connu, personne ne souhaite prêter plus tandis que les plus démunis sont précipités dans la misère et réclament une aide accrue. Et que se passe-t-il lorsque tous ces gens se réunissent pour évoquer leurs problèmes. Eh bien, ceux qui ont l'argent dictent leur loi et tout ce joli monde se quitte sans que les riches aient lâché leurs gros sous et que les pauvres s'en aillent les poches un peu moins vides. Peu ou prou, c'est ce qui s'est passé il y a une semaine, le samedi 1er octobre.

Plusieurs sources alimentent le F.m.i. D'abord il y a les souscriptions des Etats membres. Chaque pays affilié au Fonds, lui verse sa quote-part, ce qui ne représente que le pourcentage de sa contribution personnelle

aux finances totales de cet organisme. Notons, qu'en moyenne, les souscriptions représentent les trois quarts des avoirs du F.m.i. La seconde source a été définie en 1962 dans le cadre des Accords généraux d'emprunts. Dix pays industrialisés parmi les plus puissants mettent des ressources à la disposition du Fonds pour, qu'intervenant à la manière d'un fonds de garantie, il finance les tirages importants de l'un d'entre eux. Ensuite sont apparus — c'était en 1969 — les droits de tirage spéciaux. Les D.t.s. constituent un droit de tirer en monnaie d'un pays tiers. Il s'agit donc d'une véritable création monétaire, inflationniste pour la monnaie demandée. Parmi les autres sources de revenu du Fonds, il y a cette possibilité issue d'un nouveau déséquilibre, le choc pétrolier, d'emprunter aux pays riches en dollars que sont les producteurs de pétrole de quoi prêter à ceux qui le consomment dans leurs voitures et leurs chaudières. Reste la possibilité pour le F.m.i. d'emprunter — donc de s'endetter à mesure que ses propres créanciers s'endettent — à des pays qui acceptent de mettre une partie de leurs réserves propres à sa disposition.

Les trois priorités de Mitterrand

En gros, la Banque mondiale accorde des crédits à ceux qui en ont besoin. Comme n'importe quelle banque, sous certaines conditions de politique économique à respecter par le pays emprunteur, dans certaines limites et assorti d'un taux d'intérêt. Elle comprend la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la B.i.r.d.) avec ses deux filiales, l'Association internationale de développement ou A.i.d., et la Société financière internationale ou S.f.i. Ces organismes fournissent au tiers monde des ressources à long terme, nécessaires à son développement. Voici campé le paysage, les règles du jeu.

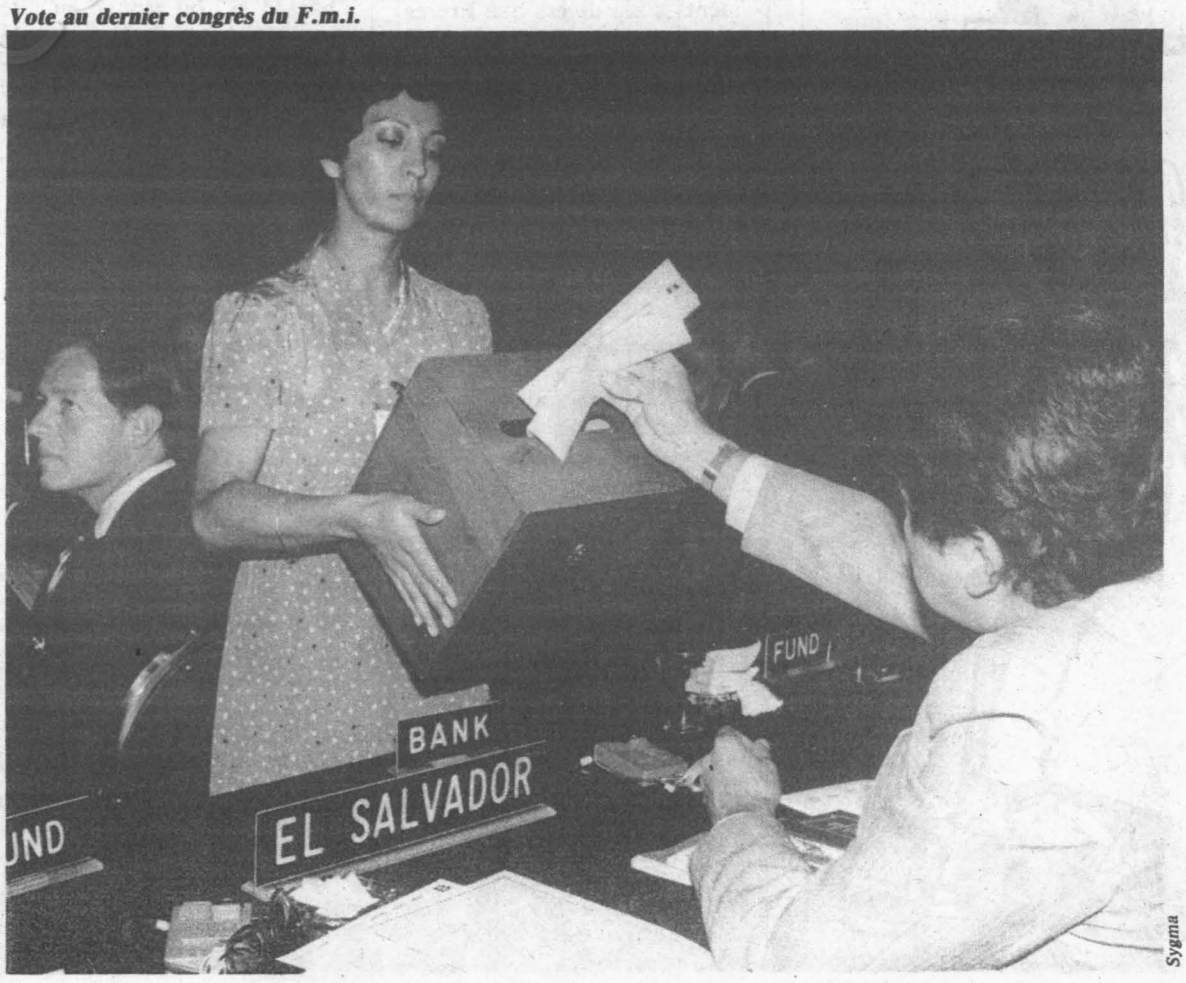
De passage à Paris, le Premier ministre indien, Indira Gandhi, soulignait au sortir de l'Elysée ses convergences de vues avec le président français. François Mitterrand et elle partagent la même conviction de la nécessité d'un nouvel ordre économique international, qui rééquilibre les relations entre les pays industriels et les P.v.d. (1). Si on n'arrive pas à nos fins, dit-elle en substance, qu'au moins on en fasse avancer l'idée. Et de s'envoler pour l'O.n.u. A la tribune des Nations unies, François Mitterrand aura l'occasion de rappeler la position française, une variante de son discours de Cancun, une idée fixe, en somme. Je retiens, dit-il, trois priorités, sur lesquelles se pencher pour mettre un terme à l'instabilité et au désordre chroniques du système économique international : il s'agit de la monnaie, des produits de base et de la technologie. Mais surtout, un transfert de ressources du Nord au Sud est souhaitable pour le salut de tous. Et il termine par cette vieille boutade : Désarmez, vous pourrez consacrer plus au développement et serez ipso facto plus en sécurité. Du beurre ou des canons, il faut choisir. Et comme on n'a jamais vu des armées s'envoyer des plaquettes de beurre dans la figure...

Ronald Reagan, qui aime tant les canons, défend un point de vue radicalement différent qui ne croit pas que l'assistance au tiers monde soit indispensable aux pays industrialisés. Il faut bien admettre que la position française est influencée par la structure de sa balance commerciale. Les postes bénéficiaires de notre balance commerciale concernent nos échanges avec les P.v.d., particulièrement africains. La France est le premier fournisseur du Cameroun, rappelait le président Biya. Echanges de technologies surtout — des infrastructures, du matériel de développement — contre des matières premières, retour au discours de M. Mitterrand à l'O.n.u. Le président du Congo, une république populaire, Denis Sassou N'Guesso, reconnaît sans peine l'assistance exceptionnelle que lui a apporté Elf Aquitaine dans le développement pétrolier de son pays. Pourtant Reagan reste fidèle à une tradition américaine d'asservissement et de méfiance à l'égard du tiers monde. En gros, une position économique établie sur l'exploitation des richesses naturelles appuyées par une position militaire, la politique de la canonnière. Une politique encore à l'épreuve en Amérique centrale. Comme ses prédécesseurs, le président américain n'a pas compris que tenir les gens par la misère, une misère désespérée, en appuyant des régimes militaires violents, était le meilleur moyen de précipiter ces peuples dans l'aura d'influence de l'Union soviétique.

La « une » de l'hebdomadaire américain « Time » de cette semaine illustrant la suprématie du dollar sur les autres monnaies.



Vote au dernier congrès du F.m.i.



Et le F.m.i. dans tout ceci ? Nous y revenons. Deux politiques, donc, en présence, la semaine dernière à Washington, au moment où se discutait l'augmentation des moyens de financement du F.m.i. Jusque-là, chaque pays emprunteur avait la possibilité de retirer jusqu'à 150 % de sa quote-part par an, et ce pour trois ans, soit jusqu'à quatre fois et demi sa quote-part. Les Etats-Unis ont estimé que maintenir un tel volant de disponibilités dans un monde déjà lourdement endetté (les P.v.d. doivent 700 milliards de dollars) risquait d'être inflationniste au moment où les pays industrialisés réalisent un effort sans précédent pour équilibrer leurs balances des paiements et réduire leur inflation. L'argument est de poids et en séduit quelques-uns. Les P.v.d. devront jouer à la rigueur alors que, subissant de plein fouet les effets de la récession mondiale, leurs ressources d'exportation fondent à vue d'œil. Réactions très vives des intéressés qui ne souhaitent pas du tout que le F.m.i., suivant en cela les Etats-Unis, ramène leurs 150 % à 102 %. Enfin, les pays européens, partisans d'une solution de compromis, proposent 125 %. Devant l'assemblée du Fonds, Jacques Delors défend encore le point de vue selon lequel une création monétaire au bénéfice des P.v.d. est opportune quand l'inflation a été ralentie et alors que les réserves de change se sont contractées. L'option américaine sera retenue.

Mais il y a les affaires courantes. Au moment de sa réunion annuelle, le système financier international a vidé ses caisses. Il lui faut trouver un crédit — relais de 6 milliards de dollars pour accorder des facilités aux pays membres. Il y a une quinzaine de jours, il a dû suspendre ses opérations, faute de ressources. Un pool constitué par certaines banques centrales d'Europe occidentale et les instituts d'émission du Japon et d'Arabie Saoudite avanceront ces fonds. Le principe d'un nouveau crédit-relais de 7 milliards de dollars pour 1984-1985 semble acquis, reste à en fixer les modalités précises.

On a paré au plus pressé

Il faut pourtant des ressources — non inflationnistes cette fois — pour assurer le fonctionnement du F.m.i. jusqu'en 1990. En février dernier, le Fonds décida une augmentation de 47,5 % des contributions des pays membres. Les Etats-Unis devaient contribuer à hauteur de 8,4 milliards de dollars. Malheureusement, le congrès n'a, à ce jour, toujours pas ratifié cette augmentation de la contribution américaine. Alors Ronald Reagan aura beau jeu de presser le congrès de donner son feu vert avant le 30 novembre, faute de quoi « il pourrait y avoir une crise grave de l'ensemble des systèmes économiques et financiers du monde ». Le président américain n'est pas le seul à le penser, mais l'augmentation des quotes-parts n'a encore été ratifiée qu'à concurrence de 29 % alors qu'un quorum de 70 % doit être atteint avant novembre. Restait le financement des deux filiales de la B.i.r.d. L'augmentation de 750 millions de dollars du capital de la S.f.i. n'a pas posé de problèmes d'autant qu'un dollar d'investissement dans le secteur privé du tiers monde génère, en moyenne, 5,5 dollars d'investissements privés. Pour l'A.i.d., les choses semblent moins bien engagées. Selon son président, M. Clausen, la banque aura besoin de 16 milliards de dollars sur trois ans, au risque de « porter un coup terrible aux plus pauvres ». Les Etats-Unis ne souhaitent pas dépasser 9 milliards sur cinq ans. Dénouement à Paris le 21 novembre.

Dans son discours de clôture, le directeur général du F.m.i., M. de Larosière, aurait pu se féliciter finalement d'avoir évité de mettre la clé sous le paillasson. L'assemblée générale laisse une impression très mitigée : certes, on a paré au plus pressé mais sans intégrer le tiers monde et les pays industrialisés dans une stratégie d'ensemble de sortie de la crise mondiale. Bien mieux, on n'a pas fait grand-chose pour que les plus pauvres échappent à ses effets pervers. La rigueur n'est pas une fin en soi, ont encore rappelé les dirigeants français, coopérons avec le tiers monde, c'est la meilleure façon de retrouver le chemin d'une prospérité durable. Un appel qui ne semble pas avoir été entendu, à Washington. Pas plus que l'appel de Cancun, pas plus que celui de Williamsburg. ●

(1) Pays en voie de développement.

SOLIDAIRE ? MOI NON PLUS

Que se cache-t-il derrière le mot solidarité ? Un engagement profond ? comme nous le montrent la plupart des militants des associations humanitaires ? Un mélange sentimental où l'émotionnel prend souvent le pas sur le rationnel ? Difficile à dire. Quoi qu'il en soit la manifestation de la solidarité existe, elle, et c'est tant mieux, même si elle est trop souvent sélective

PAR DENIS DANGAIX

SOLIDARITE : un mot lâché au hasard d'une campagne. Un mot symbole, à vocation internationale. Qu'il soit crié ou murmuré, il indique toujours la même chose : un acte où liberté, droit et démocratie sont, parmi d'autres, des ingrédients de base. Sa définition encyclopédique affirme que c'est un sentiment qui pousse les hommes à s'accorder une aide mutuelle. Une définition bien prudente, somme toute, puisqu'elle se borne à repérer un « quelque chose », une sensation qui se comporterait comme un détonateur. Quel est donc ce sentiment ?

Le terme solidarité est partie intégrante de notre vocabulaire. Il est dans l'air du temps, facilement discernable surtout quand il doit s'accompagner d'un geste. Etonnante, cette solidarité. Elle indique automatiquement deux acteurs. Le donateur, celui que l'on peut appeler « le solidaire » et l'autre, le précepteur, c'est-à-dire l'assisté. Que se passe-t-il entre les deux ? Qui est donc ce solidaire ? Il n'y a pas de déclenchement d'une campagne « d'aide mutuelle » si l'objectif à atteindre n'est pas identifié. Il est nécessaire de connaître, d'une part, l'organisme relais et, d'autre part, la catégorie que l'on va aider. En fait, la solidarité n'est pas un plat qui se mange froid. Il ne suffit pas d'appeler à la solidarité pour que cela fonctionne. Il y a même des cas où elle ne marchera pas. La solidarité serait-elle sélective ?

On pourrait ainsi multiplier les interrogations, tellement le sujet est vaste. De plus, il est si... sensible que rechercher un mécanisme possible dans l'acte de la solidarité, c'est déjà, à lui seul, conséquent.

Aide et intervention sociale

Il existe en France des milliers de comités ou d'organisations dont le but est l'entraide humanitaire. Pour la plupart ancrés au sein même du tissu associatif, ils puisent leur vitalité à travers la société civile. L'opinion publique est pour eux le vivier indispensable à toute action. C'est parmi elle que l'on trouvera le solidaire d'un moment. Souvent anonyme, il participera au coup par coup quand un besoin se sera fait sentir. Ces associations sont multiples. De défense classique des droits, d'aide directe ou de secours, elles ont et leur terrain spécifique et leur modalité d'action. Elles sont issues par exemple d'un corps social constitué — de médecins, de paysans — ou d'une confession. Ou bien, elles organisent un élan de solidarité en structurant une campagne sur des thèmes généraux comme la santé (cancer, cœur, sang...).

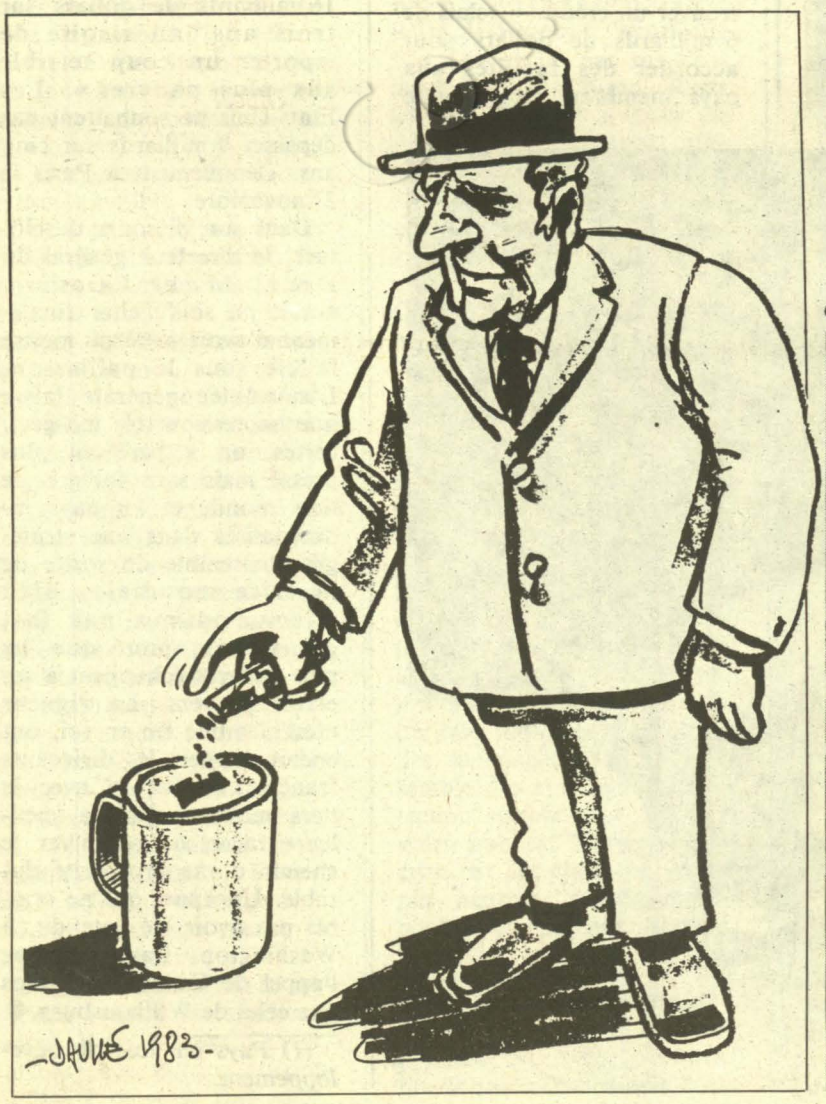
Le tiers monde est sans conteste un des secteurs les plus forts de la solidarité. Et l'aide aux pays en voie de développement fait particulièrement recette. Au ministère de la Coopération, on ne dément pas l'importance de ce phénomène. A tel point qu'après la création, il y a deux ans environ, d'un bureau de liaison avec les organisations non gouvernementales (O.n.g.) (1), le 20 octobre prochain, verra officiellement le jour une commission coopérative de développement. Cette commission où siègeront les représentants des pouvoirs publics et ceux des associations, sera une instance de concertation et d'étude des projets d'aide humanitaire. Pour monsieur de Kermel, responsable du service de liaison des O.n.g. il s'agit de différencier ces associations. « Il y a celles, dit-il, qui font dans l'aide directe comme le micro-développement, la construction d'un puits ou d'une infrastructure quelconque et celles qui se situent en tant que mouvement d'intervention sociale, très impliqué en France avec des théories qu'il est bon de connaître. »

Il est vrai que des mouvements aussi divers que Frères des hommes (2), nationalement connu, ou Echange méditerranéen, comité marseillais de coopération directe entre Alger et Marseille, n'ont pas le même mode de structuration. Les militants de la solidarité tiers monde sont également spécifiques. « Toutes les études effectuées, tous les contacts passés, précise M. de Kermel, indiquent que le militant tiers mondiste possède une motivation exceptionnelle. Peu avare de sa solidarité, il n'hésite pas à s'engager à fond dans un projet de coopération. » Le phénomène du volontaire est à ce sujet particulièrement frappant. Et même s'il n'existe pas de statut du volontaire, ce sont plus de 1 500 personnes qui actuellement se trouvent soit en Afrique francophone, soit en Amérique latine.

Des cathos et des socialos...

Qui sont les militants de la solidarité ? Qui est celui qui participe aux campagnes ? A ces questions, le responsable du service des O.n.g. répond sans hésitation : « A 80 % des "cathos" et des "socialos". » Souvent au cours de cette enquête, mes interlocuteurs me répondront la même chose. Le bénévole de l'association, les participants aux campagnes d'action ont, à la quasi-totalité, ce profil. Nombres d'éléments sont là pour conforter cette opinion. Sans essayer de donner une classification géographique, par ailleurs impossible, des régions françaises les plus solidaires, ce n'est pas un hasard si l'on trouve en tête le Nord-Pas-de-Calais, la région Rhône-Alpes, la Bretagne (forte tradition mondialiste) et l'Alsace. La région Ile-de-France étant par contre pauvre de ce côté-là.

L'association Médecins sans frontières (M.s.f.) (3), qui existe depuis 1972 et qui a actuellement plus de 500 médecins à travers 25 pays, a quelques idées sur ce sujet. Le docteur Claude Malhuret, permanent du mouvement, explique : « Le solidaire est à rechercher dans la famille des catholiques et celle de la gauche humaniste. La délimitation étant difficile à faire, précise-t-il, on parle des cathos de gauche. » Pourquoi ? A M.s.f., la solidarité se déclenche soit en testant des fichiers, soit en organisant une campagne de coupon-réponse dans les journaux. C'est la pratique du mailing. « Les taux de retombées, indique Claude Malhuret, sont sans comparaison avec les autres. La règle en cette matière est, pour le commercial, de 0,7 % de retour. Les associations humanitaires autour de 1,5 à 2 %, ce qui est beau. A M.s.f., c'est en moyenne de 6 à 7 % de réponse provenant de titres comme "Géo", "le Nouvel Obs", "Télérama"... » Voilà le profil du donateur à M.s.f. Même son de cloche à l'association Amnesty International (4). Chantal Désormeaux, responsable du service de presse du mouvement, confirme cela. « A Amnesty, dit-elle, nous jouons sur la véracité de nos informations qui nous sont données par nos sections présentes dans plus de 50 pays et vérifiées par notre laboratoire de recherche à Londres et comme nous



Consultation près d'un campement de nomades dans le désert du Sinaï.



sommes des gens engagés... » Les quatre cents groupes d'Amnesty section France sont particulièrement présents dans les régions dites « les plus solidaires ». Le journal « Chronique » possède 35 000 abonnés. « L'engagement minimal, précise Chantal Désormeaux est que chaque abonné envoie 3 lettres par mois pour 3 cas et cela dans tous les pays en même temps. Ce qui fait plusieurs millions de lettres. »

« Même pour les droits de l'homme il y a des modes. » Une phrase inquiétante que Chantal Désormeaux me répétera plusieurs fois. A l'entendre, c'est particulièrement difficile de mener une campagne vis-à-vis de la R.d.a., par exemple, ou du Pérou ou de l'Albanie. Quant à l'Uruguay, « alors que c'est pire qu'au Chili... » Eh bien, là aussi, on me répétera souvent qu'il y a des pays qui attirent plus facilement la solidarité que d'autres. « Les Français aiment bien leurs pauvres », ironise M. de Kermel. Peut-être.

A M.s.f. comme à Médecin du monde (5), pas la peine de tenter une campagne en direction de l'Erythrée ou de la Crête par exemple : « Cela ne remboursera même pas le coupon. » « En 1980, précise Claude Malhuret, la famine en Ouganda nous a fait collecter plus de 2 millions de francs, ce qui nous a permis d'envoyer plusieurs missions là bas. L'Erythrée, on recueille à peine 20 000 F. Voilà la différence en chiffres. »

Le rôle de l'image est pour tous mes interlocuteurs le principal responsable de cette solidarité sélective. « Regardez la Pologne ou le Liban, disent-ils, aucune comparaison avec le Mali ou le Soudan. »

Le père Plater, responsable du Bureau de coordination Pologne (6), même si actuellement il déplore un relatif silence médiatique, ne réfute pas la chose. « Ce fut un véritable effet de choc et quelle mobilisation, quelle solidarité ! » Il est vrai que cette solidarité est un phénomène unique. L'Eglise, le Secours catholique en tête, mais aussi des dizaines de comités des plus divers ont tissé à travers la Pologne une toile de solidarité. « Jusqu'en juin 1983, précise le père Plater, c'est entre 600 et 1 000 tonnes de marchandises qui sont parties par mois de France. De 1 à 1,538 tonne par jour. C'est considérable et il faut que cela continue. » Les raisons de cette solidarité exceptionnelle ? Le choc d'abord, l'amitié traditionnelle entre la France et la Pologne, le fait religieux ensuite et puis la privation de liberté.

Du donateur à l'assisté

Roland Guénoun, psychosociologue, membre de Médecin du monde et de l'association Delta 7, un mouvement d'innovation sociale, rapproche la notion de solidarité sélective à celle de revendication catégorielle. « Cela veut dire que les gens n'ont rien compris au concept de solidarité. Comme on est, de plus en plus, dans la banalisation de l'horreur... » Que se passe-t-il entre le donateur et l'assisté ? Y a-t-il des éléments indispensables qui rentrent dans le schéma de solidarité ? Pour Roland Guénoun, c'est simple. « Il y a une sorte de lien imaginaire entre le donateur et l'assisté, dit-il. Alors il passe par un organisme. Si l'organisme, l'action que celui-ci va entreprendre et l'assisté ne sont pas bien repérés, il n'y aura pas de solidarité. Le don ne partira pas. » On sait que chez chaque donateur il passe des tas de sentiments, voire contradictoires d'ailleurs. L'émotion est un des facteurs les plus importants. Il y a la rationalité, le " je vais faire... pour lui ". Et puis il y a l'éthique au sens large du terme. " On va donner... c'est un enfant. " » Chaque campagne va s'appuyer au moins sur un des éléments. Là c'est la réflexion émotionnelle. Il faut dire qu'il marche bien celui-là. Ou c'est l'identification avec l'autre ; le « je donne en souhaitant que cela ne m'arrive pas... », ou bien « je donne, car je connais quelqu'un... » Il est vrai que les publicitaires ont bien compris ces nuances.



« Unes » des quelques publications d'organisations humanitaires.

Les gros sous de la solidarité

Toutes les organisations de solidarité fonctionnent suivant le même modèle. Le don, une fois enregistré, est soit distribué à des organismes ad hoc ou il sert à envoyer des missions. Il est tout à fait impossible d'assimiler une quelconque somme pouvant correspondre au budget solidarité. Les chiffres sont des plus variables. L'Unicef (7) par exemple ; on connaît approximativement la recette provenant chaque fin d'année de la vente de cartes postales au profit des enfants du tiers monde. Celle-ci approche les 2 milliards d'anciens francs. « Le comportement du Français est bizarre à ce sujet, affirme le responsable des O.n.g. Il est persuadé qu'il est généreux vers les pays pauvres. » D'après une étude du Comité d'aide au développement (C.a.d.-O.c.d.e.), sur 18 pays, la France arrive à la 15e place (chiffre 1981) en consacrant seulement de 1 à 2 dollars par habitant à l'aide internationale. L'objectif d'atteindre 0,70 % du produit national brut, objectif que le président de la République s'est assigné d'ici à la fin du septennat, comme le recommandent les Nations unies depuis 1971, est un élément substantiel. « Le solidaire, précise Roland Guénoun, ouvre son porte-monnaie suivant au moins deux méthodes. Soit il consacre un budget annuel qu'il donnera comme ci comme ça en fonction des demandes et une fois atteint, il ne le dépassera pas. Soit il participera au coup par coup au hasard de la campagne. » Pour combien ?...

Et vous ?...

Une petite fille sur l'écran de télévision. Il s'agit de la campagne Salvador-Afghanistan de l'Association du 21 juin (8). Elle termine son spot par « Et vous ? Qu'est-ce que vous donnez ? » Belle question. La cible est claire, bien centrée. L'impact médiatique joue à plein. Quelle force dans ce message. Ce fut la même chose pour le slogan qui fera éclater au grand public Médecins sans frontières : (dans leur salle d'attente, 2 milliards d'hommes). Là aussi, le message était reçu cinq sur cinq. La solidarité est un élément palpable. Le passage à l'acte soit par le don, soit par l'implication physique du donateur (comme la Pologne l'a démontré) ne se fera que s'il y a rapprochement entre celui qui est spectateur et l'autre qui, malgré lui, est acteur. Tous les représentants d'associations humanitaires, pour la plupart bénévoles, insistent là-dessus. Et même si l'opération bonne conscience existe, il ne faut pas le nier, le solidaire est très souvent quelqu'un de conscient. Il n'agit pas par charité — toutes les personnes rencontrées refusent le mot — mais plutôt par devoir. Et globalement il préfère la justice à l'ordre.

Et pourtant ? Alors que l'on assiste de plus en plus à une montée des problèmes raciaux, alors que l'intolérance, via des discours sécuritaires, agit du côté des quartiers ou des villes cosmopolites, les associations de solidarité semblent être bien silencieuses. La solidarité serait-elle plus facile à l'extérieur des frontières ? ●

---

1) Service des O.n.g.
1 bis, avenue de Villard, 75007 - Paris

2) Frères des hommes
9, rue de Savoie, 75006 - Paris

3) M.s.f.
161, boulevard Lefebvre, 75015 - Paris

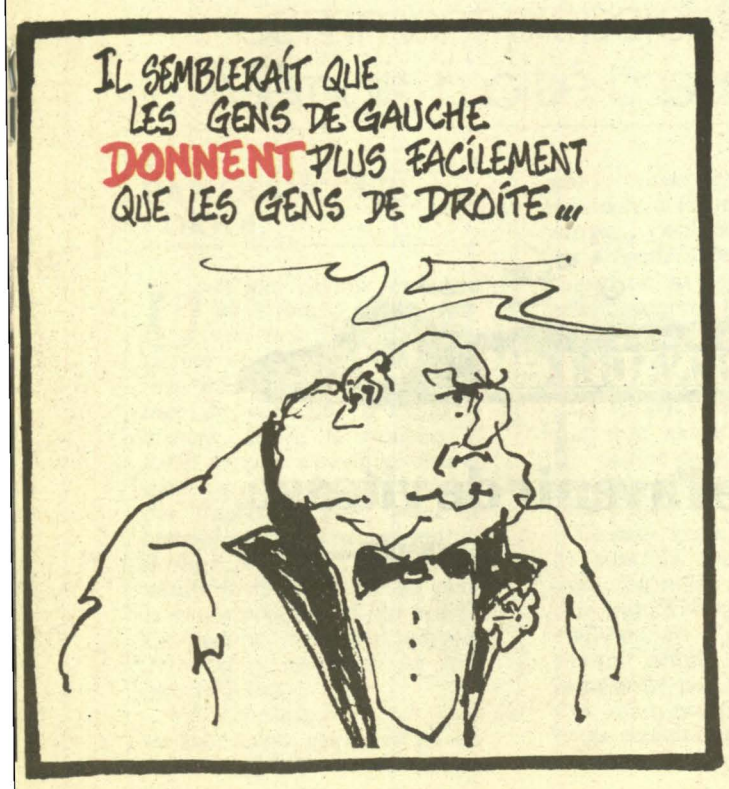
4) Amnesty International
18, rue Théodore-Deck, 75015 - Paris

5) Médecin du monde
17, rue du Fer-à-Moulin, 75005 - Paris

6) Coordination Pologne
Père Plater, 39, rue Gay-Lussac, 75005 - Paris

7) Unicef
35, rue Félicien-David, 75781 - Paris cedex 16

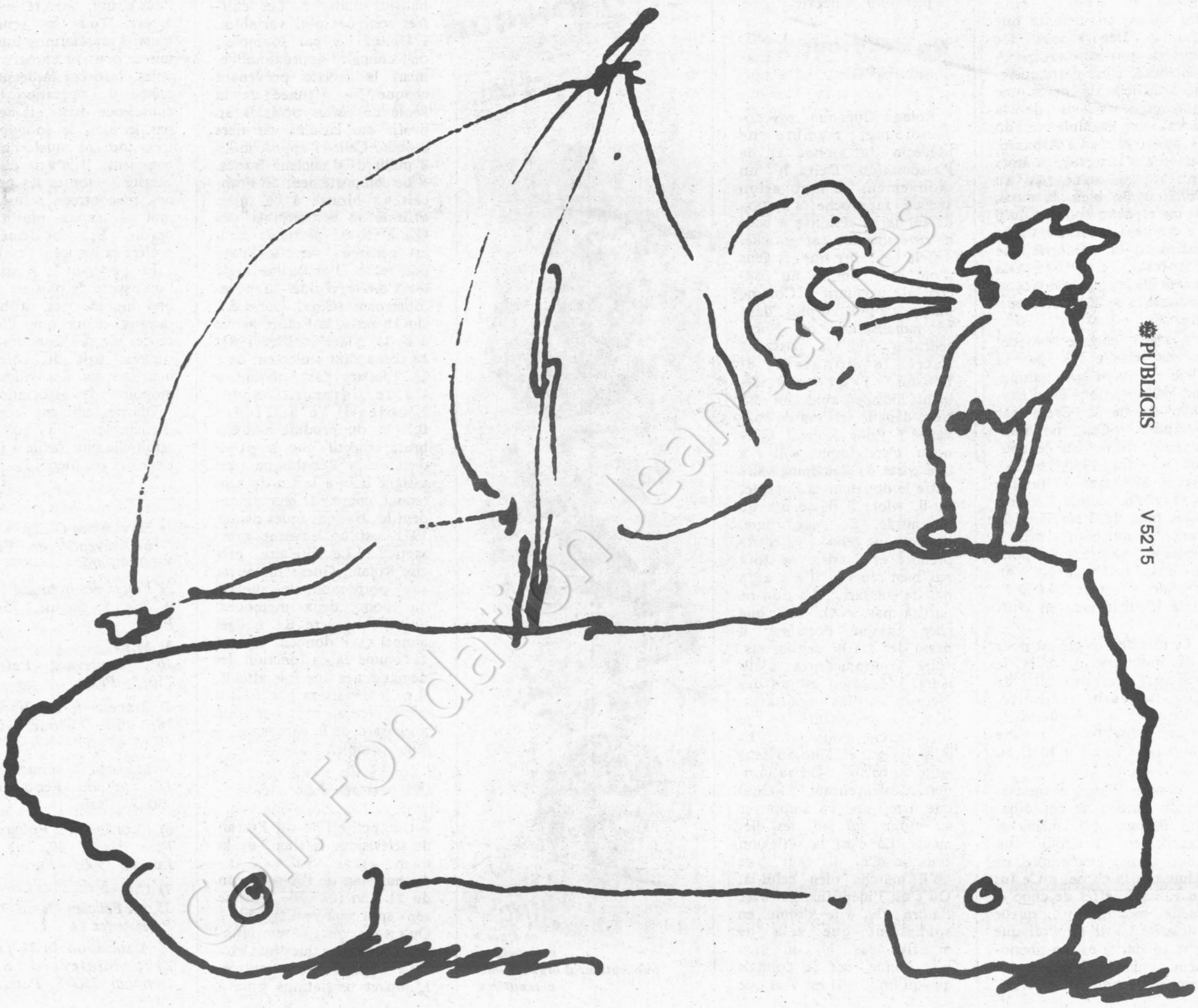
8) Association du 21 juin
217, boulevard Saint-Germain, 75007 - Paris.







Tous azimuts



PUBLICIS V 5215

Les énergies douces, le solaire, les nouveaux systèmes de propulsion, les carburants de demain sont à l'ordre du jour des bureaux d'études Renault. Ils font aussi la guerre au bruit, à la pollution atmosphérique, au gaspillage de l'énergie. Ils inventent les robots du 3e millénaire qui délivrent l'homme des tâches pénibles. L'électronique et l'informatique ont ouvert au progrès automobile des horizons sans limites. Les chercheurs de Renault les explorent tous azimuts.



RENAULT: prendre l'avenir de vitesse.

RENAULT préconise elf



A la maternité de Fleury-Mérogis.

Rush

DERRIERE LES MURS D'UNE MAISON D'ARRET

Les femmes commettent peu de délits (3,4% de la population carcérale). Aujourd'hui 1273 détenues sont incarcérées. Loin de leurs enfants, de leur compagnon, de leur foyer, comment vivent-elles leur détention ? Comment préparent-elles leur libération et surtout leur réinsertion ? A Fleury-Mérogis, moitié caserne, moitié couvent, Françoise Loriol les a rencontrées

PAR FRANÇOISE LORIOL

UN jour comme les autres au tribunal correctionnel. Box plein. La délinquance de la misère. Vol à la tire. Bris de vitrine. Cambriolage de voitures, d'appartements... Enfin la routine. Il suffit de passer quelques heures dans cette ancienne chambre des flagrants délits, pour se convaincre que l'accusation de laxisme portée à l'encontre du ministère de la Justice est pour le moins exagérée. C'est public. On peut se faire une opinion. Tribunal et procureur ne font pas de cadeau.

Un seul exemple : vingt jours de prévention pour vol de vêtements (430 F de marchandises) et fausse adresse, et retour dare-dare à Fleury quinze jours encore... l'accusateur ne s'étant pas présenté... Pour ça ou autre chose, on va toujours vite en prison, même en 1983 !...

Et c'est ainsi que tout commence.

FLEURY-MEROGIS. A une heure de Paris, en pleine campagne. Une prison modèle, dont on parle beaucoup.

Comme toute prison : postes de contrôle. Portes automatiques. Un point central où tout converge. Tableau de bord qui s'allume ou s'éteint, relié à chaque cellule. Tout mouvement passe par ce centre. D'autres ronds-points au bout des longs couloirs en étoile. Autres tableaux de bord reliés avec tel ou tel quartier. Enfin toujours des clés. On ouvre. On ferme : c'est la prison. Mais une maison propre, claire, avec des ouvertures qui donnent sur des espaces verts, espaces verts où les détenues en promenade prennent le soleil par petits groupes. Un peu plus loin des ateliers... Y travaillent celles qui veulent, à leur rythme, en échangeant quelques propos. Ailleurs, des classes : autour de grandes tables, on alphabétise, on enseigne quelques connaissances élémentaires ou plus poussées. Bibliothèque. Salle de cinéma. Coiffeur, etc. Des surveillantes par-ci par-là, mais pas exagérément, dont aucune, même en scrutant bien leur visage, m'a semblé cruelle ou même rébarbative. Enfin, tout le monde il est bon, tout le monde il est gentil : « On ne répond jamais ! » me dit même une gradée... Tout a l'air de baigner dans l'huile... Je suis épatée. Fleury serait-il un phénomène à part, ou ai-je rêvé cette journée passée là-bas, comme si j'avais été spectatrice de quelque scène de prestidigitation ou transportée dans le « village » du « prisonnier » où tout le monde était si étonnamment charmant et bien élevé ?...

Alors je relis mes notes, j'entends encore la voix des visiteuses de prisons, de certains profs, de l'avocate, des détenues ayant fini leur temps. Faire le point entre ces témoignages vécus et les choses vues. Tant de contradictions... La vérité serait-elle multiple ?

La prison, en fait, c'est quoi ? Et que se passe-t-il à Fleury de plus ou de moins qu'ailleurs ?

La prison : une entreprise de normalisation de l'individu par l'isolement, la discipline, le travail.

L'isolement, par exemple. Il y a si peu de maisons d'arrêt exclusivement réservées aux femmes que beaucoup, venues de loin, aboutissent à Fleury en attendant leur jugement. Pour les assises, cela peut durer des années... Le temps, l'argent, l'éloignement. C'est la coupure avec le monde extérieur. Certes, il y a les visites. Pour l'instant, parloir hygiaphone : petits boxes où l'on ne peut ni se toucher ni s'embrasser. Aucun contact sensoriel, mais on va changer

(suite en page 20)

(suite de la page 19)

ça. C'est en train de se faire, doucement, sans précipitation, car la direction a quelque inquiétude sur le passage possible de la drogue. Enfin, voilà, les visites, une, deux, trois fois par semaine une heure. Si les choses se prolongent, elles vont s'espacer : c'est humain. Resteront les amitiés qu'on se fait sur place. On sait ce qu'il en est : une fille sortie récemment disait connaître désormais « tous » les trucs pour piquer de l'argent... Relations d'amitié qui se nouent, que la directrice surveille d'un œil attentif si elle sent quelque ambiguïté sur un autre plan, si grande est la misère sexuelle de toutes ces jeunes femmes. Parfois, on les sépare... Mais les lesbiennes occasionnelles, qu'y peut-on... n'est-ce pas... Par contre, celles qui, dès leur arrivée, sont cataloguées et typées homo sont systématiquement mises à l'écart, jamais mélangées aux autres, c'est le groupe S : proxénètes et petites « garçonnes », arrêtées pour vol, violence, etc. et qu'on isole comme des pestiférées. Des éléments qui apportent avec elles un climat passionnel, qui « recrutent », et dont l'attitude peut créer des tensions. Alors, toutes en cellules ! Aucun droit : ni de travailler en atelier ni de suivre des cours... promenade à part, etc. Un isolement total.

Le travail, c'est la santé...

Pour les révoltées, les bagarreuses, celles qui opposent un refus caractérisé d'obéissance : le « mitard » ! Huit jours. Aucune visite. Seul le personnel de surveillance ou l'avocat. A Fleury, comme ailleurs : briser les résistances.

La discipline ? Stricte, bien entendu. Régularité. Observance de l'heure. Comme à l'armée. Comme au couvent. Le but, en rythmant le temps par des activités précises, est d'obtenir la docilité dans un comportement voulu, dit normal. Où commence, où finit la normalité ? Une enseignante de prison cite le cas d'une jeune femme libérée, qui, en ville, attendait aux feux que quelqu'un lui intime verbalement l'ordre de traverser. Un détail, cela ! — Peut-être, mais attendre un ordre en toute occasion, être incapable de s'autodéterminer, c'est grave. Attendre un ordre et obtempérer, ne pas savoir dire non, voilà un processus dangereux. Difficile dosage que la discipline... A Fleury, apparemment, les choses ont l'air plus souples : on peut parler dans les ateliers, on peut fumer dans sa cellule, on peut choisir une initiative, l'annuler ensuite. Mais s'il y a tentative de se faufiler dans une autre section, refus d'obéissance, etc., retour à la case 1, c'est-à-dire le mitard...

Quant au travail, c'est la santé, dit-on. En prison aussi. D'ailleurs les condamnées y sont contraintes, les prévenues, non. Deux formes de travail en prison, la R.i.e.p. (1) et le travail par concession, sous contrôle du concessionnaire travaux divers de sous-traitance : glisser des dépliants publicitaires sous enveloppe, empaqueter des échantillons de parfums, cartonner des dossiers, les étiqueter, les renforcer, préparer des tubulures de sondes pour les hôpitaux... Voilà de quoi gagner quelques sous ! Pas de travail, pas d'argent ni pour s'acheter cigarettes, timbres, fruits, quelques babioles indispensables pour rester soignée, ni pour amasser aussi un petit pécule nécessaire à la sortie.

Combien ? Deux sons de cloche à ce sujet : 500, 400 et même 100 F par mois, avancent certaines. La direction parle de 2 000 et plus... Comment expliquer ça ? « Elles ne travaillent que pour cantiner » — « elles sont insupportables, alors tant pis pour elles si on les remplace » — « elles dépensent tout » — « Jamais d'effort... » « L'argent, proportionné à leur travail (6 h par jour env. et payé à la pièce) est réparti ainsi : indemnisation des victimes — pécule de sortie en réserve — et dernier tiers pour leurs frais courants : tout s'explique !

A 5 heures, tout le monde rentre dans sa cellule. Repas. Lecture (« Un peu trop de B.d. et d'eau de rose », dit la bibliothécaire), puis extinction des feux.

La nuit passe. Face à soi-même, toute arrogance tombée, les vexations balayées ou au contraire exacerbées, on ne peut plus tricher. On pense à caresser, pleurer, tuer, mourir... Mais à chaque ronde, une petite lumière pénètre dans la cellule : défense de mourir.

Maternité et prison. Deux mots qu'on associe avec réticence. Cependant, quand on scrute les statistiques, on constate que c'est entre 18 et 40 ans que se commettent les fautes les plus nombreuses et les plus graves ; 18/40 ans, l'âge même de la maternité. Alors qu'est-ce qui se passe ? On accouche à l'hôpital le plus proche de la maison d'arrêt (ou à Fresnes, dans les meilleurs cas), puis on retourne en prison. Si on a déjà un petit gosse, on lui fait partager le même sort. Et ce sort n'était guère enviable : « Les conditions de vie étaient si infectes à Toulouse, dit Christiane, que d'elles-mêmes les mères renonçaient à garder leur enfant... Moi, ajoute-t-elle, je mâchais les aliments puis je les lui donnais... » Cela se passait en 1977.

Actuellement, le nombre d'enfants en prison est en régression, les autorités judiciaires hésitant de plus en plus à incarcérer les mères de famille, essayant de suspendre, ou surseoir la peine... Mais cela arrive, puisqu'en 1981, sur plus de trois mille femmes incarcérées, trente d'entre elles accouchèrent en prison et trente-huit avaient un enfant en bas âge.

Voilà donc un enfant en prison. Un enfant qui n'y est pour rien. Drôle de problème. Les arguments s'opposent et se contredisent. Que faut-il faire ? Le lui laisser ou non ? D'une part, le bébé a besoin de sa mère — c'est vital —, aussi vital pour lui la nécessité de vivre dans un milieu normal, et non hostile, comme l'est une prison où il court des risques au niveau de son équilibre psychologique : on connaît l'importance des impressions acquises dans la petite enfance... Pédiatres, médecins, psychologues et juges n'ont pas fini de plancher sur ce problème !

La loi a fixé à dix-huit mois l'âge limite au-delà duquel l'enfant ne peut plus vivre avec sa mère. Quelques dérogations pour celles qui ont presque terminé leur temps de détention, mais, dans l'ensemble, la limite n'est pas dépassée. Le choc de la séparation va rester un drame.. Même lorsque mère et enfant ne se sont pas quittés, à la sortie, il y a des chocs, et cette même Christiane parle des problèmes de langage que connut son petit garçon, sa peur devant tout homme, et son étonnement effrayé devant un chat, un chien. Lui aussi était devenu un petit animal craintif.

Ici, à Fleury, aux côtés de dix bébés de deux à quinze mois, actuellement « pensionnaires », ni chat, ni chien, ni poisson rouge, mais des petits jouets, babytrott ou youpala. Les papas ? Disparus dans la nature !... Sont-ils même au courant ? C'est tout de même là, dans le quartier des jeunes mères, que j'ai entendu des rires, les rires heureux des mamans qui s'amusent avec leurs bébés. Dans cette rue intérieure, fermée bien évidemment aux deux extrémités, les cellules sont ouvertes. On peut se rendre visite, aller et venir, apprendre de l'infirmière, de la sœur comment langer, soigner, reconnaître les symptômes de fièvre, préparer les repas de bébé. Et chacune de s'initier au rôle qui lui incombe et dont elles n'avaient aucune idée ! Le bébé va-t-il être un facteur de motivation ? Certaines ont commencé des cours de comptabilité, de dactylo...

Ce quartier, on s'en doute, est très demandé. Onze cellules, salle de consultation de nourrissons, infirmerie, personnel qualifié dont une puéricultrice et un médecin de garde. Des conditions inespérées pour ces petites jeunes femmes à l'abandon.

Quel sera « l'après » dans un milieu moins protégé ? C'est un autre problème, mais on y pense.

En attendant, ici, c'est la parenthèse. Petits rires, jeux et tendresse... Pour un peu, on oublierait l'enfermement et l'immense machinerie faite pour surveiller.

L'enfer, les autres... ou soi-même ?

Des haines, des clans, le racisme aussi

A circuler dans les grands couloirs de cette prison modèle, où tout est net et propre, où chaque cellule possède W.-C. lavabo, eau chaude, on ne se douterait pas que dans cet univers aseptisé les passions puissent se déchaîner. Et pourtant, c'est bien un coup de tête, un coup de sang, une impulsion de colère qui ont amené ces femmes ici. Certes, ce ne sont pas des anges. Ici même, il y a des inimitiés, des haines, des clans, au sein de chacune des trois sections bien distinctes qui ne se rencontrent pour ainsi dire jamais : les « primaires », les « récidivistes » et le « groupe S ». — S comme spécial. Mais tout se sait dans les prisons. L'une d'entre elles est-elle incarcérée pour infanticide ou coups à enfant, la direction a intérêt à la planquer dans sa cellule si elle ne veut pas la voir lyncher... Et puis, le racisme, ça existe aussi en prison, et les bagarres entre codétenues — Yougoslaves, Noires, Maghrébiennes, Françaises — ne sont pas rares (actuellement : deux cent quinze Françaises et cent quatre-vingt-cinq étrangères.). On s'échauffe vite : coups de griffes et coups de poing font suite au vocabulaire expressif. Les gardiennes arrivent, puis les gradées, et même les hommes, s'il le faut, qui tabassent un peu... Il y a aussi la Vietnamienne, arrêtée pour drogue et qui hurle en état de manque. Il y a celle qui pleure ne sachant pas un mot de français et ne pouvant se faire comprendre. Il y a celle qui ne peut plus s'accommoder de sa compagne de cellule, celle qui insulte la gardienne, pique une crise de nerfs, celles qui tapent toute la nuit contre parois ou portes... Piqûres. Barbituriques... « Il y a des périodes infernales, l'été surtout. » Plus d'avocat, plus de visite, plus rien : le désert. On ignore tout de son sort, on ne tient plus le coup. Des tentatives de suicide ? Bien sûr : « Des veines coupées au poignet, au cou, avec ce qui leur tombe sous la main : les pellicules métalliques de boîtes de ricoré, par exemple. Ce n'est pas toujours un vrai suicide, mais une façon tragique de se rappeler à l'attention de quel-



NI GODILLOT, NI INTELLO
SOCIALISTE MAIS PAS SUIVISTE

l'unité

FAITES FAIRE UN BOND EN AVANT AU SEUL
ORGANE D'EXPRESSION NATIONALE DU P.S.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné ..... désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

..... * *abonnement d'un an*

..... *(tarif spécial- Congrès : 230 F)* ☐

demeurant ..... * *abonnement de six mois (160 F)* ☐

..... et vous adresse la somme correspondante

..... ☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

..... ☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres, 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

qu'un, ne serait-ce qu'à celle de l'avocat — qui est averti. »

La direction insiste sur ces tentatives, qui authentiques ou simulées, ne sont proportionnellement pas plus importantes qu'à l'extérieur (?). Une équipe médico-psychologique s'occupe de ces problèmes...

Enfer de la promiscuité ou de la solitude.

Et les démons s'éveillent. Soudain, on désespère. On appelle au secours.

Fenêtre sur l'extérieur.

Quand les parents font la sourde oreille, que l'ami est en taule, les enfants confiés à la D.d.a.s.s., que reste-t-il à la détenue ? Les visiteuses de prison, l'aumônier, les enseignants.

A Fleury, il y a dix visiteuses pour quatre cents femmes. Celles-ci n'en connaissent pas toujours l'existence, ou, pour une raison ou une autre, refusent toute rencontre : « On va parler de ce que j'ai fait... me reprocher... me questionner. » Une méfiance bien injustifiée, car, à l'écoute de la prisonnière, ces femmes essaient de les réconforter, leur rendent aussi des petits services : aller chercher un vêtement dans un hôtel meublé, — ou une valise (qu'il faut attentivement vérifier), — faire une démarche auprès d'une mère ou d'un mari, leur faire admettre l'inadmissible, — essayer d'avoir des nouvelles des enfants. Ça surtout, — cette incertitude à leur propos, « ça les ronge » ! Enfin, chaque contact est différent... « On peut rester dix, vingt minutes, une heure avec elles parfois... », et c'est ainsi que, depuis plus de dix ans, Mme B. vient le jeudi. Elle s'occupe de quatorze détenues. Tantôt les unes, tantôt les autres. A son sens, le plus dur, pour elles, outre cette séparation avec les enfants, c'est aussi le silence des avocats : ils ne viennent pas. Ils ne répondent pas. « On n'a rien à dire ! » rétorquent-ils. Pourtant, pour elles, c'est l'espoir. Combien, aussi, ont envoyé des provisions d'argent et ne voient rien venir dans l'immédiat, — alors tout de suite, c'est l'angoisse : elles se croient abandonnées. « Fleury est trop loin... »

Fleury, c'est peut-être loin, mais fait tout de même l'objet de recherches, d'études, pour essayer d'améliorer le milieu carcéral et les rapports entre détenues et personnel, ce qui peut permettre par la suite d'entrevoir un horizon culturel nouveau. Jusqu'à aujourd'hui si on avançait ces mots : « Et les surveillantes ? »... « Ne s'en plaignent que les indociles ! » Telle était la réponse, et une ancienne détenue disait de son côté : « Physiquement, c'est supportable, mais moralement... cette tentative continuelle de dépersonnalisation, quelle souffrance. Il faut accepter de n'être "rien". » Cette autre parle de tutoiement systématique, de mise à poil, de mépris, mais ça c'était il y a quatre ou cinq ans. Est-ce mieux maintenant ? « Aucune comparaison ! dit une condamnée qui a connu d'autres prisons ; parfois je ronchonne, je gueule, je me défoule, mais le personnel reste très correct. » Il est vrai que celle-ci moins jeune, plus philosophe, a tourné la page, a pris du recul avec son histoire. Les jeunes : moins facile... « Et puis, les surveillantes, — comme le dit une visiteuse dans une logique implacable — c'est comme vous et moi, ce n'est pas le changement qui les ont fait changer... ! Ils sont bons et ne le sont pas... » Mais elle ajoute : « Mais même dans ce cas, ils ne font plus d'excès de zèle, ils font attention. »

C'est déjà ça ! Mais il y a mieux, un espoir en tout cas dans l'initiative toute nouvelle de Jacques et Françoise Schaller, professeurs à Villetaneuse (U.e.r. lettres - sciences humaines) qui ont mis en place avec deux autres enseignants (droit et sociologie) une action d'animation qui a démarré en début d'été. Leur idée : intervenir à la fois sur les détenus (es), et, en même temps, sur le personnel de surveillance. « Leur origine sociale et leur niveau culturel sont, à peu de chose près, identiques », disent-ils. « Il s'agit donc d'une formation dans deux directions, pour qu'une rencontre soit possible. L'un ne va pas sans l'autre ! » dit F. Scheller. Ensemble ? Ne rêvons pas ! Il y a forcément en prison des situations conflictuelles qui ne vont pas s'évaporer du jour au lendemain... Mais le but est d'éclaircir tout ça, de faire connaître les mécanismes de la société telle qu'elle existe, et ce, aussi bien aux détenues qu'aux surveillantes. Jusqu'à présent, « c'était le stress, l'exigence sécuritaire, dominante et sur laquelle tout est fondé ». Demain, sans être oubliée, elle devrait s'accompagner d'une volonté d'approche vers les détenues, en un mot, que le personnel surveillant ne soit pas réduit au rôle de « porte-clés ».

L'expérience doit durer un an, et les ateliers de lecture (culture générale, analyse et synthèse d'un texte), de vidéo (films sur la société, la France industrielle), d'information juridique (situation et droits de la femme, mariage, divorce...) rassemblent une quinzaine de « récidivistes » très paumées, mais très avides d'apprendre, et d'autant plus attentives que ce qu'on leur propose est lié à leur propre histoire. A d'autres heures, quelques surveillantes, deux ou trois d'ici de là viennent suivre cette intéressante expérience quand l'organisation très structurée de la prison et leur service le leur permettent. Un cheminement vers la connaissance de la société et de « l'autre ». On prend des notes. On interroge. Mais il y a aussi des résistances : difficile de sortir d'un système répressif... Autre initiative : celle de Mme Fagueret, qui, depuis des années, se bat pour mettre sur pied un système éducatif, et permettre à des professeurs de l'extérieur de venir enseigner en prison. Trente femmes, actuellement (et à la prison des hommes, des effectifs très nombeux), tournant résolument le dos à leur passé, ont décidé de préparer des examens en vue de leur réinsertion. De 24 à 34 ans : ce ne sont plus des gamines. On ne pleurniche plus sur son sort. On ne tourne plus autour de ses petites histoires. On travaille. Première des choses : combler les lacunes du passé, puis, passer un E.s.e.u. (2), entrer ensuite en 2e cycle, plus, si possible... « Nous tenons tellement à la validité des examens, dit Mme Fagueret, que nous sommes très, très sévères. » Peu d'études scientifiques malheureusement, par impossibilité des travaux pratiques, mais beaucoup de langues vivantes, histoire, géo, droit, études comptables, chambre de commerce, etc.

« La demande existe, affirme cette équipe, et il y a là un potentiel intellectuel à ne pas négliger. » La direction de l'Education a compris la nécessité d'un élargissement de cette action... Il s'agit maintenant de structurer tout ça et de développer ce système d'études, ici, et aussi dans d'autres prisons. « Question de volonté politique », explique cette équipe enthousiaste. Mais elle sait aussi, comme le ministère de la Justice, que cette action se heurte à bien des résistances, que les projets élaborés par le garde des Sceaux stagnent, coincés au niveau des magistrats... et instinctivement repoussés par une opinion publique désinformée et abusée.

A Fleury, tout le monde mise sur la sortie, afin que les femmes ne se retrouvent pas dans la rue, comme Christiane il y a trois ans, avec trente francs en poche et le ticket de métro... ! « J'ai failli recommencer, je n'entrais dans aucune catégorie ! Rien. Aucun foyer pour moi... Je remplissais papier sur papier, mais dans l'immédiat, zéro. Et manger ? Et dormir ?... Alors, la prostitution ? Pour du fric vite fait ? »

Des situations comme ça, il en existe encore et tout le monde, quoi qu'on en dise, ne sort pas de prison un diplôme ou un contrat de travail en poche... ! Il suffit de se rendre à la 23e chambre correctionnelle... pour s'en convaincre.

Quoi qu'il en soit, la directrice de la M.a.f. de Fleury, qui n'ignore rien de ces choses, sait aussi que la prison est un lieu où tout le monde est en difficulté — psychologique ou autre —, et que tout en modifiant la réalité carcérale, il faut aussi utiliser le temps de détention en tablant sur l'avenir.

Mais même en s'approchant au plus près des autres avec la plus humaine attention, le point de vue de l'extérieur n'a rien à voir avec le vécu d'une détenue, de celle qui dit, des années après : « On ne s'en sort jamais tout à fait. »

Surveiller et guérir, c'est l'ambition de la prison de demain, mais jusqu'à quel point chacun ne reste-t-il pas maître de son destin ? La question reste posée. ●

(1) R.i.e.p. : Régie indépendante des établissements pénitentiaires.

(2) E.s.e.u. : examen spécial d'entrée à l'université.

Statistiques du ministère de la Justice concernant la population pénale métropolitaine, avant et après l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Répartition des effectifs :

1979 : 35 185 personnes (prévenus et condamnés ensemble) dont 1 046 femmes.

1983 : 37 564 personnes dont 1 273 femmes.

Taux de féminité : 3 % en 1979 — 3,4 % en 1983.

Femmes : que ce soit en 1979 ou en 1983, c'est entre 18 et 40 ans que se situe le paroxysme des infractions. Toutefois, en 1983, beaucoup plus de prévenues de moins de 18 ans, et même de moins de 16 ans qu'en 1979.

Pourcentage des délits femmes :

	1979	1983
Vol simple	*31,6 %*	*25 %*
Vol qualifié	*3,2*	*3,1*
Escroquerie-faux-usage de faux	*13,0*	*7,0*
Proxénétisme	*1,4*	*1,4*
Attentat aux mœurs	*1,4*	*3,5*
Divers-blessures involontaires	*18,3*	*25,0*
Blessures volontaires, coups à enfants	*13,1*	*13,7*
Crime de sang	*17,4*	*20,6*

Dans ce dernier cas, la recrudescence n'est pas significative d'une montée subite de la criminalité des derniers mois, mais à répartir sur plusieurs années : temps très long de l'instruction en procès d'assises : 2 ans, 3 ans...

Femmes - Peines prononcées en fonction de la gravité et de la nature de l'infraction :

Condamnations	*1979*	*effectifs*
Moins d'un an	*43,5 %*	*190*
De 1 à 3 ans	*16,1*	*70*
De 3 à 5 ans	*8,9*	*39*
5 ans et plus	*29,4*	*128*

Condamnations	*1983*	*effectifs*
Moins d'un an	*30 %*	*127*
De 1 à 3 ans	*21,3*	*90*
De 3 à 5 ans	*12,1*	*51*
5 ans et plus	*32,6*	*138*



Sygma

Le salon de coiffure de la maison d'arrêt de Rennes.



Dans une cellule de la maternité de Fleury-Mérogis, une prisonnière et son bébé. Rush

Associations, groupements coopératifs de producteurs et de distribution, sociétés mutualistes et de logement social, le CRÉDIT COOPÉRATIF, banque de l'économie sociale, met à votre service et à celui de vos adhérents, la longue expérience acquise à votre contact.

Ses spécialistes, dans votre région, vous apportent des services financiers et bancaires, -spécifiques- , élaborés en fonction de vos particularités, avec vos organisations nationales :

- des crédits à court, moyen et long terme, bonifiés
- des services de trésorerie (comptes courants, à terme, bons de caisse)
- des placements attractifs (fonds communs de placement, obligations)
- des services d'aide à la gestion (prélèvements, gestion de portefeuille, services informatiques personnalisés).

CONSULTEZ-NOUS

Crédit Coopératif

Parc de la Défense
33 rue des Trois Fontanot
B.P. 211 - 92002 Nanterre Cedex
Tél. : 724.85.00

Liste de nos agences régionales sur demande.

VENTE PAR CORRESPONDANCE DE DISQUES CLASSIQUES D'OCCASION PARFAIT ETAT

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

Demandez l'envoi gratuit de nos listes mensuelles

DISQUES NEUFS EN SOLDE

ACHAT A DOMICILE DE VOS DISQUES CLASSIQUES



EUPHONIE

B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX
Téléphone (6) 068.73.05

MERCEDES: LES NOUVEAUX 407 D ET 409 D A ROUES JUMELEES.



Mercedes-Benz

La rentabilité par la perfection technique et les prestations de service.

MERCEDES-BENZ FRANCE
Parc de Rocquencourt
BP 100 - 78153 LE CHESNAY CEDEX

sepur

69, rue des Frères Lumière
Z.I. Des Chanoux
93330 NEUILLY SUR MARNE
Tél : 300.15.22 et 64.60

SOCIETE D'ENTRETIEN ET DE PROPRETE URBAINE

Enlèvement d'ordures ménagères de gravois et de détritus par bacs multibennes

Nettoiement murs et édifices par projection (eau chaude et froide, sable)

Nettoiement de voies publiques et privées
Assainissement

Hygiène publique
Balayage de chaussées et autoroutes par aspiration

100 — 756

Cote Fondation Jean Jaurès

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

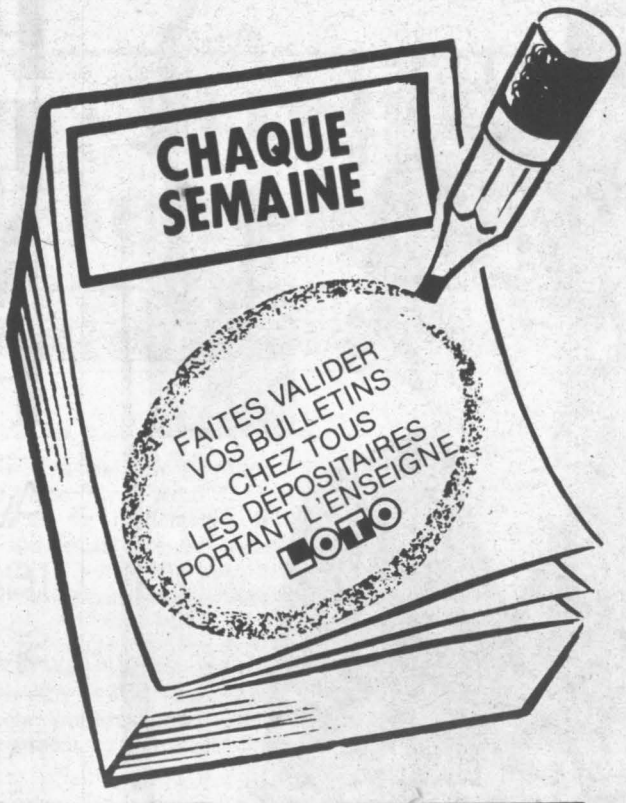
.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60
TELEX : 610579



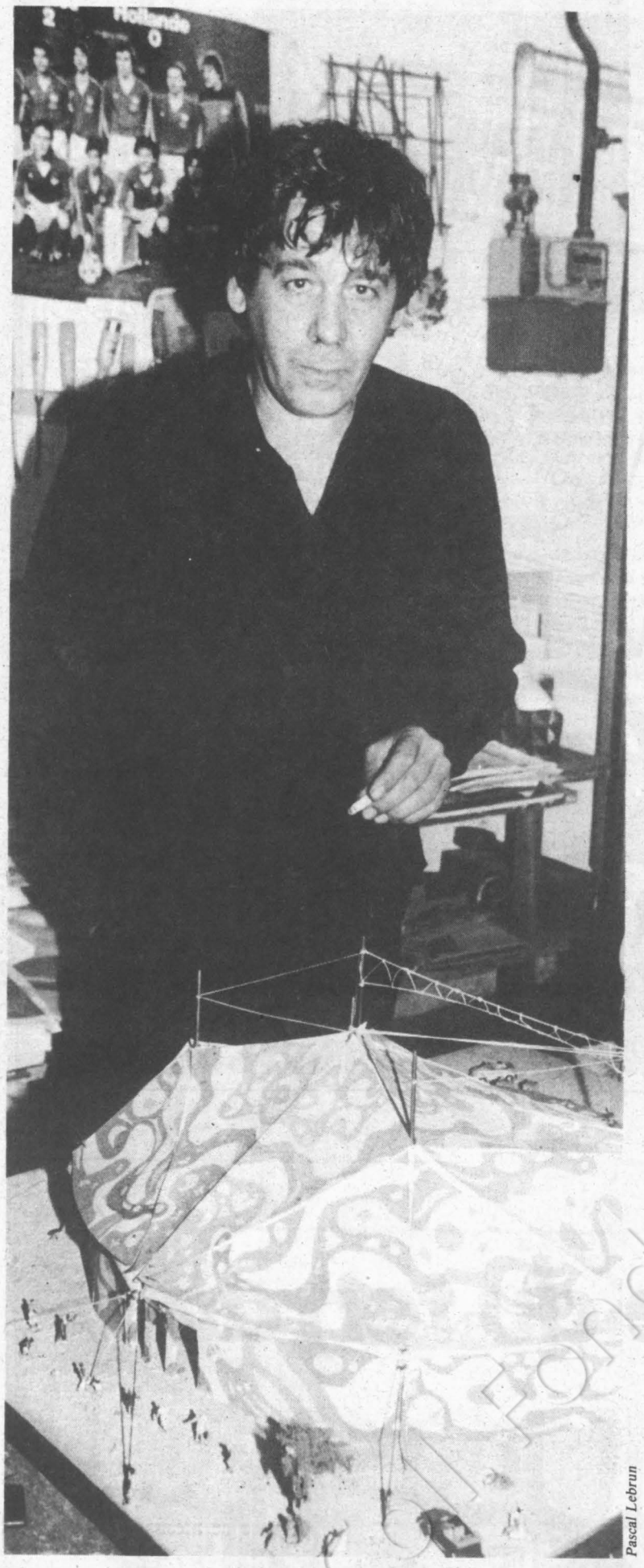
LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

Le bon sens gagne du terrain.

Le bon sens près de chez vous

CRÉDIT AGRICOLE



Pascal Lebrun

PACO IBANEZ INVENTE LE MECENAT POPULAIRE



Avec son chapiteau "la Carpa", Paco Ibanez réalise un rêve de gosse: faire de chaque spectateur un prince

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

BONNE nouvelle : Paco Ibanez, « né antifasciste et devenu chanteur », Paco d'Espagne et de France, Paco des coups de gueule et des chants câlins, Paco qui n'avait plus chanté à Paris depuis 1980 (à Bobino), Paco Ibanez s'installe au Carré Silvia Monfort (1) jusqu'au 30 octobre. Il arrive avec de nouvelles chansons dont quelques-unes, pour la première fois, sont en français dans le texte. En première partie de son spectacle, chaque soir, Jacques Florencie fait redécouvrir un grand poète beauceron négligé à tort par les manuels officiels de littérature française : Gaston Couté.

Autre bonne nouvelle : pour l'occasion, Paco Ibanez a décidé de généraliser les invitations qu'il lance parfois au hasard de ses récitals à d'autres artistes qu'il aime. Paco jubile quand il peut « partager la scène ». Quelques soirées surprises sont à prévoir. Sans lui casser par avance ses effets ni prétendre tout deviner de ses folles improvisations, on peut déjà annoncer, à coup sûr : une soirée « A Brassens », le 10 octobre, avec Raymond Devos, Georges Moustaki, Pierre Nicolas et le Quarteto Cedron ; une soirée « A l'Inde du Nord », le 16 octobre, avec Lakshmi Shankar ; une soirée ; une soirée « A Damia », le 17 octobre ; une soirée « A Oum Kalsoum », le 23 octobre ; une soirée « A la Pologne », le 24 octobre, avec Eva Demarczyk ; une soirée « A Lorca », le 30 octobre. Toutes ces fêtes se dérouleront sous un chapiteau : ce n'est pas un hasard, ce n'est pas le moins important...

Excellente nouvelle : Paco Ibanez, qui adore les chapiteaux, qui rêve à haute voix depuis des années d'avoir son propre chapiteau, est en train de réaliser enfin son « chapiteau inspiré ». Il l'a déjà baptisé « la Carpa (2) ». Derrière ce nom se cache un projet ambitieux et généreux...

« L'UNITE » : Pourquoi « la Carpa » ? Pourquoi cette appellation ?

PACO IBANEZ : En espagnol, « la Carpa », ça veut tout simplement dire la tente, le chapiteau. Je trouve que le mot espagnol sonne mieux que le mot français.

— Mais pourquoi un chapiteau ? Pour quoi faire ? Pour disposer d'un jouet personnel ?

— Pas du tout. Je ne veux pas faire « joujou ». « La Carpa » ne sera pas ma résidence secondaire. Je n'entends pas bâtir ce chapiteau pour moi tout seul, je veux au contraire le mettre à la disposition d'un maximum d'artistes de toutes disciplines.

Bien sûr, au départ il y a un rêve personnel. Mais ce rêve est né d'une nécessité : faire des spectacles de qualité. Plus je travaille, plus je tourne et plus je m'aperçois que je chante dans les pires conditions : ici l'acoustique de la salle est impossible, là, la sonorisation est nulle, ailleurs, le public ne voit pas grand-chose de ce qui se passe sur la scène, ailleurs encore les spectateurs sont plus mal accueillis que dans un supermarché. Résultat : dans neuf cas sur dix, le public n'en reçoit pas pour son argent et ne perçoit qu'un tiers de ce que j'étais venu lui donner.

D'abord, j'ai fait comme d'autres : j'ai amené ma sonorisation. Après, je me suis dit : « Il faudrait peut-être aussi que je me promène avec mon système d'éclairage... ». A la fin, l'évidence s'est imposée : le mieux était de construire un outils que je contrôle à cent pour cent. Et là, si le spectacle est mauvais ce sera ma faute... D'où l'idée d'un outil itinérant qui réunisse dans n'importe quel endroit les meilleures conditions techniques possibles : un chapiteau.

Mais, quand on a un projet de cette envergure, il serait un peu présomptueux et égoïste de vouloir se le garder pour soi tout seul. D'où ma seconde idée : faire de ce chapiteau un lieu de rencontres, de confrontations. En mélangeant les époques, les genres et les artistes. Un seul critère : la qualité, sans aucune exclusive idéologique, sans aucun à priori d'école. Spontanément, je suis plus porté vers l'art contemporain, vers les créations de mon époque. Mais je sais que Vivaldi peut amener celui qui l'aime à Bartok ou Messiaen. Il y aura

OPERA: MOÏSE TRIOMPHE DES CABALES...

PAR FABIAN GASTELLLIER

BRAVO ! Pour une fois, au moins, l'art de la calomnie du mensonge et de la manipulation aura servi à quelque chose. A couvrir de ridicule les responsables de ces basses œuvres. Ça, pour réussir leur coup, les détracteurs de Massimo Bogianckino ont réussi leur coup : les voici transformés en vedettes d'un remake de l'arroseur arrosé !

Souvenons-nous... En mars dernier, au beau milieu des deux tours des élections municipales, une étrange campagne voyait le jour au sein des pages culturelles de feu « les Nouvelles Littéraires ». La cible ? Le nouvel administrateur de l'Opéra de Paris. Les attaques ? Une armée mexicaine de tâcherons à deux doigts de la retraite qui devaient être téléguidés par des instances plus supérieures, encore que demeurées dans l'anonymat. Leur propos ? Essayer de déloger leur nouveau patron en l'accusant d'incompétence crasse. Et voilà Massimo Bogianckino qui, soit dit en passant, a déjà marqué d'une griffe de qualité nombre de théâtres et d'institutions musicales prestigieux comme la Scala de Milan, l'Académie Sainte-Cécile de Rome ou le mai florentin, ravalé au rang d'un « bibliothécaire » dont la compétence resterait encore à prouver...

A ces coups bas, l'accusé ne répondit pas — ou peu — préférant être jugé sur le terrain plutôt que sur des déclarations. Il suffisait d'attendre et qui voudrait voir verrait. Eh bien, pour voir, on a vu. Et les ragots de s'évanouir d'eux-mêmes sous l'évidence : les premiers pas du règne de Bogianckino se soldent par une victoire incontestable qui n'est pas près de disparaître des mémoires. Quant aux potins de couloirs nauséabonds qui sont, hélas ! monnaie courante au Palais des mille et un ennuis, ils sont enfin révélés au grand jour : de grotesques trucages.

Une entrée en scène (par les coulisses) fracassante, donc, pour Bogianckino avec cette première du « Moïse » de Rossini (version remaniée du « Mose in Eggitto » de 1818) donnée en V.o., en français, et confiée au metteur en scène italien, Luca Ronconi. Le résultat obtenu est un miracle d'homogénéité : enfin un spectacle total où la mise en scène, la direction orchestrale et le plateau vocal sont au même top niveau. La vision que Ronconi nous offre de cet épisode sacré de la lutte entre Moïse et les Egyptiens a de quoi surprendre au premier abord. Nul flonflon d'époque style Cécil B. de Mille mais, au contraire, une réflexion forte et intelligente sur ce qui est un conflit culturel prenant corps à travers le choc de deux religions différentes.

Si les Egyptiens demeurent pharaonesques avec plumes et dorures, les Hébreux sont, eux, transformés en jésuites tout en conversant la traditionnelle coiffure juive. Cette imagerie apparemment bancale et anachronique prend vite tout son sens en devenant un étonnant rêve éveillé, où le temps est comme pulvérisé. C'est l'aire de la magie, annonçant celle des miracles que l'on retrouve avec le dernier tableau — au demeurant le moins réussi — symbolisant le passage de la mer Rouge.

Juchés sur d'impressionnantes grandes orgues en déséquilibre (l'Eglise se cherche encore lorsque Moïse s'impose pour guider les Hébreux), les chanteurs et les choristes gardent une noblesse — voire une certaine raideur qui confère à l'ouvrage (du fort beau Rossini tout à fait inhabituel) une dimension d'oratorio, dont il n'est d'ailleurs pas vraiment éloigné. Si les voix sont toutes admirables, il convient quand même de citer l'étonnante prestations de Samuel Ramey dans le rôle — titre, qui impose une voix sans failles et un style d'une rare pureté tout au long d'un périlleux parcours de trois heures dix. Diva parmi les divas, la noirissime Shirley Verrett, désormais revenue de quelques problèmes passagers qui avaient endommagé son timbre, se paie un tabac mérité dans un rôle (Sinaïde) qu'elle maîtrise absolument depuis les vocalises jusqu'à la puissance dramatique, et Cécilia Gasdia, vedette qui monte, confirme avec son interprétation d'Anaï, la nièce de Moïse, les bruits favorables qui courent sur son tout jeune talent.

A pupitre, Georges Prêtre prend une revanche bien méritée depuis qu'une vieille cabale avait forcé ce chef précis et inspiré à s'exiler en Italie et aux Etats-Unis. En clair : le bibliothécaire Bogianckino, n'en déplaise aux médiocres, a réussi un coup de maître pour ce qui n'était pas un coup d'essai.

** Opéra de Paris les 7, 13, 17, 19, 22, 25, 27 octobre — 19 h 30.*

donc de la musique classique au programme de « la Carpa ». Et Molière, et Cervantès, et Sophocle, et Shakespeare. Quantitativement, cependant, ce sera d'abord la maison des créateurs d'aujourd'hui : chanteurs, musiciens, danseurs, comédiens, peintres, sculpteurs... Il y aura beaucoup de monde ; je n'ai pas encore fait systématiquement des « appels d'offres », mais j'ai déjà l'accord du Quarteto Cedron, d'Eva Demarczyk, d'Antonio Gadès, de Vittorio Gassman, de Pina Bausch et de quelques autres...

— Comment va fonctionner « la Carpa » ? Classiquement, en tournant un spectacle de ville en ville, puis en passant au suivant ? Ou bien en s'installant longtemps dans une ville et en y présentant plusieurs spectacles en alternance ?

— La philosophie de « la Carpa » est simple : faire de chaque spectateur un prince, lui offrir le menu le meilleur et le plus copieux. Alors, c'est évidemment la seconde solution qui est la bonne : installer le chapiteau dans un lieu pour une longue période et présenter chaque soir un spectacle différent. La durée sur place est importante : elle seule permet de vraies rencontres entre artistes, entre le public et les artistes ; elle seule permet de passer d'un genre à l'autre et donne envie de s'aventurer en terre inconnue ; elle seule permet un peu de folie.

Prenons le cas des peintres et des sculpteurs. Il ne s'agira pas de dire simplement : « Envoyez vos œuvres, on les expose. » Il s'agira plutôt de proposer : « Voilà, il y a des choses que vous n'avez jamais pu faire dans une galerie, eh bien vous avez un lieu, allez-y. » Il s'agira de permettre une participation active, et même de faire, je ne sais pas, des débats, des réunions, des symposiums. Et on pourra y associer les créateurs locaux, les artistes du cru.

— C'est la première fois que les peintres et les sculpteurs auront autant de place dans l'aventure d'un chapiteau. Et cela a été voulu dès le départ, dès la conception du projet...

— Oui, parce que j'ai voulu un chapiteau à dimension humaine, techniquement et esthétiquement. Alors, d'entrée de jeu, j'ai fait appel à des plasticiens. C'est en rapport direct avec l'exigence de qualité. J'en ai marre de ces salles gigantesques et laides où l'on ne voit rien, où l'on n'entend rien. Alors, j'ai demandé à Pedro Azim de faire une maquette « humaine » : douze cents places, pas plus ; où chaque spectateur puisse se trouver dans une situation idéale d'écoute et de visibilité. Et puis je me suis dit : « Cette boîte à outils, pourquoi ne pas la faire la plus belle possible ? »

C'est Manessier qui a peint la toile de « la Carpa » : il a mis trois ans, mais le résultat est superbe. D'autres ont aussi répondu présents : Julio Le Parc fait les gradins, Hugo de Marco une sculpture pour l'entrée extérieure, Soto l'entrée du chapiteau, Niki de Saint Phalle le personnage de « la Géante » de Baudelaire pour amorcer l'espace consacré aux expositions. Il y a aussi Jurey Janissievski qui a dessiné le logo du chapiteau, on lui devait déjà celui de « Solidarnosc ». Et Tinguely cogite un siège fou qui sera perdu quelque part dans les gradins : il faut aussi de l'humour dans chaque fête ! Grâce à tous ces gens, « la Carpa » ne sera pas un chapiteau comme les autres...

— Les plasticiens que tu viens de citer, les artistes que tu veux rassembler viennent d'un peu partout : Espagne, Argentine, Pologne, Allemagne, France, etc. C'est délibéré, cet internationalisme artistique ?

— Evidemment. Comment mélanger les époques et les genres sans passer également par-dessus les frontières ? Mozart et Lorca sont à tout le monde, non ? Et puis, « la Carpa » n'est pas prévue pour un usage seulement hexagonal. Dans un premier temps, « la Carpa » tournera en France, en Espagne et en Italie. Ensuite, partout où l'on voudra de nous, mais prioritairement, en Europe.

Je me sens profondément européen. J'ai donc envie de faire circuler « la Carpa » d'abord en Europe. Et, faisant cela, je sais que je mènerai un combat contre l'impérialisme culturel américain. « La Carpa » sera un acte de résistance, un défi européen à la dictature commerciale que les Etats-Unis impose à nos cultures. En ce moment, à renfort de dollars et d'industries culturelles, les Etats-Unis fourguent leur camelote à la terre entière. Toute leur camelote : chanson, musique, cinéma, peinture. Si nous laissons faire, bientôt, nous n'existerons plus. Un seul exemple : deux des plus grandes chanteuses du monde, Ella Fitzgerald et Eva Demarczyk. Je les aime toutes les deux passionnément. Je courrais n'importe où pour les entendre. Mais je constate l'injustice : Américaine, Ella Fitzgerald est connue dans le monde entier ; Polonaise, Eva Demarczyk n'est connue qu'en Pologne. Alors, c'est pour Eva Demarczyk que se battra « la Carpa ».

— Quand « la Carpa » sera-t-elle opérationnelle ? Quand partira-t-elle sur les routes ?

— Dans l'année 1984, je pense. En attendant, il faut passer de la maquette au chapiteau en dimension réelle.

— Comment finance-t-on une opération de ce genre ? Je suppose que c'est assez coûteux... ?

— Je ne suis pas inquiet pour l'avenir : « la Carpa » s'autofinancera à partir de ses recettes. Ce qui coûte cher c'est la fabrication de la structure et l'achat des infrastructures : camions de transport, caravanes, etc. On peut évaluer le total de cette opération à cinq millions de francs. Cet argent-là il faut que je le trouve...

— Comment ? As-tu fait appel aux deniers publics, à l'Etat ?

— J'ai de très bons rapports personnels avec Jack Lang qui trouve l'aventure passionnante. Mais j'ai peu d'atomes crochus avec les gens de son staff dont je ne partage pas du tout les conceptions. Alors, il faut être honnête et logique : je ne tiens pas à passer par ces gens-là. J'ai donc décidé de faire appel à ce que je nomme « le mécénat populaire ». A votre bon cœur, messieurs-dames ! J'appelle à l'aide tous ceux qui souhaitent que « la Carpa » existe. C'est encore un pari. Je le prends. Je parie que des milliers et des milliers de personnes ont envie de voir naître un chapiteau comme il n'en a jamais existé. C'est un pari raisonnable : beaucoup d'association vivent déjà ainsi. En plus, alors que les associations « tapent » leurs adhérents chaque année, moi je ne ferai cela qu'une seule fois. ●

(1) Carré Sylvia Monfort, 106, rue Brancion, 75015 Paris.
(2) « La Carpa », 7, passage Molière, 75003 Paris.

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

L'émission de la semaine : ciné-passion, de Marie-Christine Barrault : « Cabaret », de Bob Fosse, F.r.3, jeudi 13 octobre - 20 h 35

Une fabuleuse radioscopie de l'Allemagne inflationniste et malade, encore à l'aube de son apocalypse, qui met en scène, à travers les lunettes grossissantes — voire déformantes — du monde bigarré du show-business, la lente et irrésistible montée du nazisme.

Glauque, noir mais aussi formidablement mené et rythmé, « Cabaret » dénonce l'histoire comme si l'on était à guignol mais se réserve, en coin, le droit de rigoler d'un rire sardonique bien inquiétant. On a rarement vu une telle moiteur dans une atmosphère de cinéma, et il faut bien avouer que les performances conjuguées de Liza Minelli, marchant dignement sur les traces de sa mère, et de l'étrange Joël Grey, dans le rôle du maître de cérémonies, y sont pour quelque chose.

Pour ajouter au charme vénéneux de ce film inclassable, notons la présence, en bourgeois hautement ambigu, du superbe Helmut Griemk. Hélas ! trois fois hélas ! Marie-Christine Barrault présente ce soir la version française de « Cabaret » qui se trouve être pourtant l'une des œuvres les moins aptes qui soient au doublage. Demi-ciné, demi-passion.

VENDREDI 7 OCTOBRE

T.f.1 « Jacques Brel : si tu étais le Bon Dieu », émission proposée et réalisée par Eric Le Hung - 20 h 35

Cinq ans déjà... A ne pas croire, non ? Alors, l'heure du souvenir. Sans Kleenex, sans guimauve, l'émission d'Eric Le Hung aborde un Brel intime et touchant pour nous rendre, par la suite, toute la dimension du Brel chanteur. Emouvant.

« Les Uns et les Autres », de Claude Lelouch - épisode nº 2 - 21 h 40

C'est la guerre. Entre 1940 et 1945, tous les êtres qui nous ont été présentés lors du premier épisode vont traverser les épreuves les plus diverses. De l'horreur des camps à la mort glacée de Stalingrad ; du bonheur d'être un « planqué » américain au destin d'être un G.i. tout juste bon pour le sol de Normandie, Lelouch jette ses familles, ses couples déchirés dans le grand tourbillon de la tourmente. Cela va parfois si vite que l'on a du mal à s'attacher aux diverses individualités qui défilent sous nos yeux, mais c'est quand même sacrément efficace. Du mélo, d'accord. Et alors ?

A.2 « Apostrophes », émission de Bernard Pivot : la liberté d'écrire - 21 h 35

Après l'émission de sinistre mémoire où Michel Droit plaida la cause de l'apartheid, voici enfin un plateau réunissant des écrivains directement concernés par toutes les formes d'oppression d'aujourd'hui, et qui nous parleront de ce qu'ils connaissent. Petru Dumitru, Herberto Padilla, Vladimir Dimitrievich (qui viendra parler de Vassili Grossman) et l'Afrikaner Breyten Breytenbach *(voir l'article de Claude Glayman page 30)* témoigneront sur les dictatures de l'Est, du Sud, de l'Ouest et du Nord.

SAMEDI 8 OCTOBRE

F.r.3 Agatha Christie, série de la télévision britannique - deuxième émission : « le Démon de midi », scénario de Freda Kelsall ; réalisation de Michaël Simpson.

Tribulation d'un maître-chanteur qui prétend pouvoir sauver les gens du malheur moyennant la somme de deux cents guinées...

DIMANCHE 9 OCTOBRE

T.f.1 « La Femme d'à côté », de François Truffaut - 20 h 35



Une histoire d'amour fleurant l'anecdote et le fait divers magistralement haussée au rang de la tragédie grecque. Fanny Ardant « débutait » alors sous la caméra de Truffaut, Depardieu trouvait là l'une de ses meilleures compositions et Véronique Silver, qui ouvre et ferme le film à la façon du traditionnel chœur antique, est absolument remarquable. A ne pas manquer.

LUNDI 10 OCTOBRE

A.2 Le grand Echiquier : Hommage à Jean Cocteau - 20 h 35

Avec Jean Marais, Charles Trenet, Antonio Gades, Maria Casarès et Vittorio Gassman. Mazette !

F.r.3 « Un soir, un train », d'André Delvaux - 20 h 35

André Delvaux, cinéaste du fantastique, ne pesait pas encore à l'époque (1968) les dix tonnes que vaut aujourd'hui « Benvenuta », et cette histoire sans logique apparente possède un charme bien singulier. Mine de rien, le cinéaste en profitait pour témoigner sur l'incommunicabilité, vécue notamment à travers la différence de langue qui sépare les Flamands des Wallons. Montand est parfait et Anouk Aimée est ce qu'elle a toujours été : sublime et bellissime.

MARDI 11 OCTOBRE

T.f.1 « Salut les Mickey », émission proposée par Christophe Izard - 20 h 35

Nous entrons dans l'année diamant (60e anniversaire) des productions Walt Disney. Miroirs bien tranquilles de la bonne moralité américaine, Donald, Dingo, Pluto, Belle et les autres n'ont pas le génie dérangeant d'un Tex Avery. Mais c'est parfois romantique et souvent reposant, alors...

« L'enjeu », magazine de François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weiller - 21 h 40

A.2 « Il faut tuer Birgitt Hass », de Laurent Heynemann - 20 h 40

En espionnage, on est prêt à tout. Même à manipuler les passions amoureuses. Film au demeurant loupé, « Il faut tuer Birgitt Hass » ne vaut le détour que pour la présence étonnante de Liza Kreuzer.

F.r.3 La vie en face, émission de Philippe Alfonsi et Patrick Pesnot : « Donnez-vous de l'insécurité » - 22 h 20

De la fascination exercée par les pilotes de Formule 1 sur monsieur et madame Tout le monde... Et de la fascination exercée par la fréquentation de la mort chez ces casse-cou plus célèbres et recherchés que les chefs d'Etat.

MERCREDI 12 OCTOBRE

T.f.1 Les mercredis de l'information - 20 h 30

A.2 Les cinq dernières minutes : « La Chine à Paris », scénario de Philippe Madral ; réalisation de François Martin - 20 h 35

Dans le cadre du marché aux puces, l'affrontement de deux amateurs de lampes Gallé (1925-Art déco.), qui se trouvent par ailleurs avoir été mari et femme, sert de point de départ à une nouvelle enquête du commissaire Cabrol. Le dossier de presse ne précisant pas qui est tué ni comment, je reste aussi haletante que vous...

JEUDI 13 OCTOBRE

A.2 « Masada », série de Joël Oliansky et Boris Sagal, épisode nº 3 - 20 h 35

Comme le dit le bulletin d'Antenne 2 dans ce plus pur style du raccourci historique lyrique : « Aidé de son fidèle collaborateur et ami, l'ingénieur militaire du génie, Rubrius Gallus, Silva approche péniblement de son but : la construction de la rampe et celle de la tour qui fera, là-haut, avec son bélier, une brèche dans le mur de Masada. Nonobstant, tout le reste va mal. » Bah, dites donc...

Boîte aux lettres, émission de Jérôme Garcin : Pourquoi la littérature française se vend mal à l'étranger - 22 h 55

En direct de la Foire de Francfort, le plus grand marché des droits de traduction, où se trament, chaque année, de sombres drames dont le brave consommateur de mots n'a pas idée. Gallimard prenant Grasset de vitesse sur le futur best-seller de Dugenou, que Dugenou n'a d'ailleurs pas encore commencé d'écrire, c'est toujours grandiose... Dommage que les caméras de Garcin ne puissent pénétrer au cœur des coulisses.

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE procède à l'émission simultanée de deux emprunts obligataires

Emprunt à taux variable de F 1.500.000.000 en 300.000 obligations de F 5.000	*Emprunt à taux révisable de F 500.000.000* en 100.000 obligations de F 5.000
Prix d'émission :	
99,26 % soit F 4.963 par obligation	99,74 % soit F 4.987 par obligation
Intérêt :	
Egal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés. Intérêt minimum : 8,75 %	Taux fixe révisable tous les trois ans en fonction de l'évolution du marché obligataire. Le taux d'intérêt annuel applicable les 3 premières années sera de 14,40 % soit F 720 par obligation
Durée :	
8 ans	9 ans
Amortissement :	
En totalité le 24 octobre 1991	En totalité le 24 octobre 1992

Dispositions communes aux deux émissions :

- Jouissance : 24 octobre 1983
- Possibilité de rachats en Bourse à des prix au plus égaux au prix d'émission de chaque emprunt, compte non tenu des frais et de la fraction courue du coupon.
- Les obligations des deux emprunts font l'objet d'une demande de cotation à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Souscription à tous les guichets de la SOCIETE GENERALE

Une note d'information portant le visa COB n° 83-224 en date du 26 juillet 1983 est tenue sans frais à la disposition du public. BALO du 3 octobre 1983.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Société Anonyme au capital de F 1.142.810.600
Siège social : 29, Boulevard Haussmann 75009 PARIS
Registre du Commerce et des Sociétés : Paris B 552 120 222

FICHIER D'ARTISTES

Le Dépôt-Vente de la Jatte, 92200 Neuilly.
Tél. Gérard Vacher 637 33 99

ORGANISATION DE FÊTE

petites annonces

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 327. La Roche-sur-Yon (85000) ville de 50 000 habitants recrute un (une) secrétaire de rédaction pour son service information, éditions de journaux, de dépliants, d'affiches... Poste à pourvoir immédiatement.

Ecrire à Monsieur le Maire.

Réf. 329. Mairie dans C.u.d.L. recherche un ou une attaché (e) d'information. Une formation de base au journalisme (écrit et audiovisuel) est souhaitée. Le poste proposé demande aussi de bonnes capacités d'administration, une curiosité sans a priori pour toutes les formes de communication. Niveau maîtrise ou expérience professionnelle.

Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 330. Président de région recherche attaché (e) de presse, expérience souhaitée. Préférence donnée aux candidats possédant des connaissances juridiques, administratives et économiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.v. et photo au journal qui transmettra.

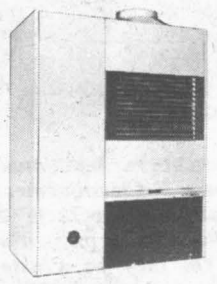
Réf. 331. Commune de 7 500 habitants recherche un agent contractuel de niveau rédacteur (licence en droit souhaitée) pour une période pouvant aller jusqu'à 1 an.

Ecrire au journal qui transmettra.

GTX

4 AVANTAGES DECISIFS DANS SA CATEGORIE

- Facilité de pose
- Entretien réduit
- Economies d'énergie
- Garantie 5 ans (corps de chauffe, brûleur, échangeur sanitaire)



e.l.m. leblanc
eau chaude, chauffage gaz

Siège social : 123, rue Diderot - 93700 DRANCY
Tél. : (1) 830.11.12

23 Agences + 305 stations de service après-vente en France

Fascismes et autres

Actes du colloque organisé à l'initiative de l'Union des écrivains (février 1981).

Publiés dans la collection « Chemins d'aujourd'hui » aux éditions Megrelis — octobre 1983.

Avec les contributions de nombreux intervenants :

R. Badinter, G. de Bosschère, C. Castillo, D. Cooper, E. Etkind, J.-P. Faye, N. Gürsel, A. Jacquard, V. Khoury-Ghata, A. London, M.-A. Macciochi, P. Taguieff, J. Tarnero, Y. Xenakis, S. Yurkevitch.

Prix de lancement — Souscription : 100 F au lieu de 140 F. Avant le 31 octobre 83 chèque à libeller et à envoyer aux éditions Megrelis — 87, rue St-Lazare, 75009 Paris.

Nom :
Prénom :
Adresse : n° rue :
Ville :
Code Postal :
☐ Ch. banc. ☐ C.C.P.



meubles
ATLAS
CLAINQUART

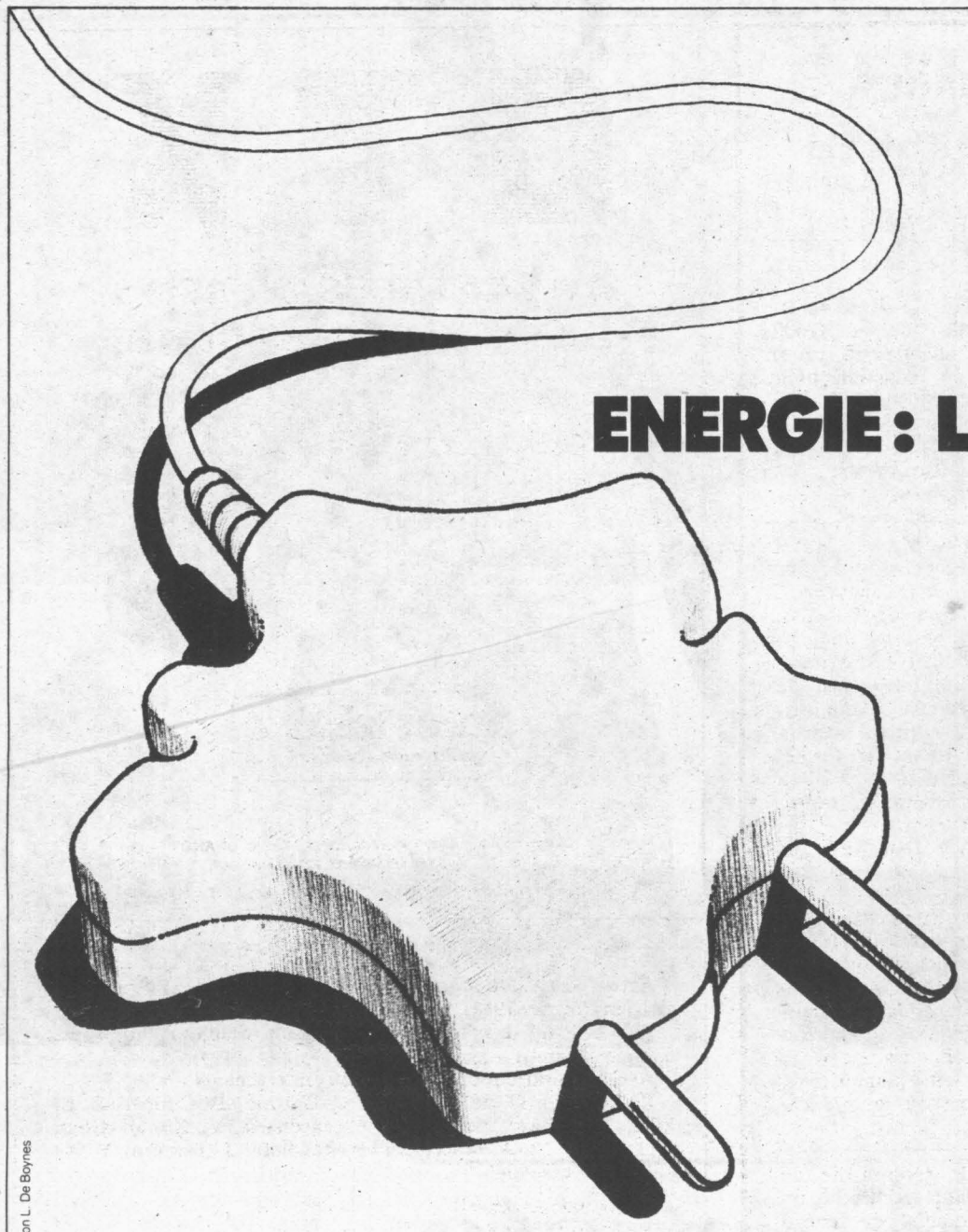
CUIR véritable

c'est quand même AUTRE CHOSE

WATTIGNIES
R.N. 25
Lille/Seclin (près mairie)
Tél. 95.47.06

WATTRELOS
Boulevard des Couteaux
(Sapin Vert)
Tél. 36.50.50

PETITE-FORET
Centre Cial.
Autor. A 27 Sortie 7
Tél. 33.66.77



Sodel conseil Illustration L. De Boynes

ENERGIE : LA NOUVELLE ELECTRICITE

L'électricité reste une énergie jeune, une énergie à redécouvrir. Elle est jeune parce qu'elle est toujours facile à mettre en œuvre, parce qu'elle est un facteur de liberté et de bien-être. Les perspectives qu'elle ouvre à ses utilisateurs sont presque illimitées.

L'ELECTRICITE RAJEUNIT L'ENTREPRISE

Éclairage, force motrice, électrolyse ont été et restent les champs d'action privilégiés de l'électricité dans l'industrie. Il s'y ajoute désormais de nombreux autres usages, thermiques le plus souvent.

Ce sont les nouveaux tubes à infrarouges pour les traitements de surface ; les nouveaux fours à haut rendement ; les inducteurs à flux transverse... Les pompes à chaleur permettent d'atteindre maintenant des températures de 110 °C, ouvrant ainsi les marchés du séchage et de la production d'eau chaude. Les nouveaux matériels électrothermiques accélèrent la prise et le durcissement du béton. Bientôt les plasmas thermiques, les rayonnements à "hautes" et "hyper" fréquences permettront à notre industrie de réaliser de nouvelles performances...

UN "GISEMENT D'ENERGIE" NATIONAL POUR PRESERVER NOS DEVISES

Quand on sait que les importations d'énergie nous coûtent annuellement 150 milliards de francs, on mesure l'importance des économies que peut apporter une "électrification" des besoins énergétiques. Produite par l'uranium de nos centrales nucléaires, le charbon de nos mines ou l'eau de nos barrages, l'électricité est aujourd'hui française à 80%. Elle le sera presque en totalité avant dix ans. Remplacer du pétrole par de l'électricité, cela signifie remplacer des dollars par des francs.

Dès aujourd'hui cela est possible, parce que l'électricité est compétitive. Elle l'est pour les entreprises utilisatrices, mises ainsi à l'abri des fluctuations internationales des coûts des combustibles et du taux de change du dollar.

Elle l'est pour la nation, à qui elle peut apporter un mieux-vivre, à un moindre coût, tout en sauvegardant son indépendance.

ELECTRICITE DE FRANCE

RENAULT G 260T. L'EUROPE L'A ELU CAMION DE L'ANNEE.



Treize journalistes européens réunis en un jury ont élu le Renault G 260 T "Camion de l'année 83".

Ce trophée, chez Renault, nous en sommes fiers. Mais ce qui nous satisfait le plus c'est d'avoir conçu et créé de toutes pièces, une gamme de camions faite pour répondre aux attentes de transporteurs confrontés à une conjoncture difficile.

RENAULT G 260 CAMION DE L'ANNÉE 1983

G 260 T. Un niveau d'économie et de fiabilité sans précédent. Tous les éléments du Renault G 260 ont été testés en réel. Moteur turbo à air refroidi, boîte 9 vitesses, système de freinage, conception générale..., tout est né des derniers perfectionnements de l'électronique et de la robotique. Tout a été mis en œuvre pour offrir à un chef d'entreprise un camion qui lui permette d'optimiser sa gestion.

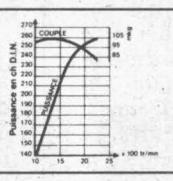
G 260. Moins de 6 t de poids mort. La conception générale du G 260 a été dominée par le soucis prioritaire de la rentabilité d'exploitation. La réduction de son poids mort a permis de porter sa charge utile à un niveau jamais atteint.

G 260. Un réseau associé à votre rentabilité. Comme tous les Renault, bénéficie de l'assistance de 600 concessionnaires et points de service en France.

Chacun d'entre eux a le même souci que vous : assurer la maintenance de votre outil de travail, élément indispensable de la rentabilité de votre entreprise.

Le Renault G 260 T est le camion de l'année. Choisissez-le, cette année, comme votre camion.

G 260
COURBE DE PUISSANCE



Objectif économie : La preuve par les chiffres.
- Poids mort : 5.960 kg (équipement standard en ordre de marche, plein de 400 l).
- Charge utile : 32 t.
- Motorisation performante (couple de 105 mKg pour 260 ch DIN) associée à une boîte de vitesses très ouverte : 14.8.
- Consommation : le test comparatif réalisé par la presse professionnelle en décembre 1982 sur parcours étalonné, a donné le résultat record de 34,46 l au 100 km.

G 260 : Economie d'exploitation et performances routières.

NOS PERFORMANCES POUR VOTRE ENTREPRISE.

RENAULT Véhicules Industriels



Yves Robert, dans « Vivre la sociale ».



Laure Duthilleul et Richard Bohringer, dans « le Destin de Juliette ».

La vie d'artiste

Vive « Vive la sociale » !

Sacré garnement, ce Gérard Mordillat. Non seulement il sait dresser d'implacables réquisitoires politiques (« la Voix de son maître » en 1978 et « Patrons-Télévision » en 1979), mais il possède aussi un humour décapant et diversifié qui vous laisse tordu de rire, en huit, sur votre moquette.

Au départ, pourtant, « Vive la sociale » relevait de la gageure : non seulement le récit autobiographique est déjà un exercice de style résolument casse-gueule, mais en plus, choisir de s'exprimer par le mélange des genres et passer de la comédie de mœurs au « musical » en faisant étape du côté du pamphlet politique et de la blague pour collégiens relèvent carrément de la folie suicidaire. En France, Mordillat doit le savoir, on n'aime pas trop les hors-d'œuvre variés qui déconcertent. On leur préfère de beaucoup le plat unique, bien défini, bien net, logique et cartésien... Pourtant, Mordillat a osé.

Bien lui en a pris. C'est justement parce que, à chaque instant, il se passe quelque chose sur l'écran que « Vive la sociale » est un film réussi, tonique et sympa. Parfois littéraire — Mordillat cinéaste a puisé dans le sac à formules de Mordillat romancier —, mais toujours enlevé.

L'histoire de Maurice Decques, qui est aussi l'histoire de nos trente dernières années telles qu'un fils de serrurier communiste et de professeur d'anglais anarchiste a pu les vivre, est excitante de bout en bout et, si l'on relève quelques temps faibles de-ci de-là, on savoure bien des temps forts et parfaitement désopilants comme la rencontre, en mai 1968, de Maurice et de son ancien copain de colo, devenu C.r.s. ... Ou bien, encore, la crise cardiaque du père Decques apprenant l'existence du goulag. Quant à la scène des mots croisés de « l'Humanité » où l'on retouve Lénine sous la définition d'un « dictateur » en six lettres, c'est carrément irrésistible.

Mené haut la main par Yves Robert, Judith Magre et François Cluzet, « Vive la sociale » a l'allure d'une revue d'histoire à la Dubout qui déboulonne les statues et dégomme les dogmes. A bon entendeur...

F.G.

** « Vive la sociale ! » de Gérard Mordillat. Avec Yves Robert, Judith Magre, François Cluzet.*

Et de rire !

Marrez-vous les uns les autres : ainsi en ont décidé l'écrivain Gérard Guégan et Michel Pezet, président du conseil régional de Provence-Côte-d'Azur en déroulant, le 7 octobre à Marseille, la première bobine du Festival du film comique. Méditerranéens tous les deux, Guégan et Pezet avouent aimer le rire. Le vrai, le libérateur. Alors, étant donné la noirceur général de l'horizon mondial, ils n'ont pas hésité : un festival de plus, pourquoi pas ? Et puis une parenthèse pour s'éclater, qui la refuserait ?

Cela dit, l'entreprise n'a pas été sans heurts. Fonder une vraie manifestation cinématographique internationale qui puisse rivaliser avec Cannes, Venise, Avoriaz et les autres, ce n'est pas de la tarte. Même à la crème. Surtout que Gérard Guégan n'a lésiné sur rien : il a choisi le règlement le plus strict, exigeant un film par pays, afin de ne pas favoriser les « gros » aux dépens des « petits », et s'est démené pour obtenir une sélection haut de gamme. Ce qui ne fut pas des plus faciles, le film comique n'étant pas une denrée répandue aux quatre coins du globe — surtout lorsque ces coins étouffent sous des bottes dictatoriales.

Résultat : du 7 au 13 octobre, à Marseille, avec l'aide précieuse de la F.n.a.c., un public, que Gérard Guégan et Michel Pezet espèrent nombreux et diversifié, pourra applaudir une douzaine de films inédits et quelques rétrospectives chargées de saluer Pagnol, Christian Jacques, Laurel et Hardy ou Carlo Rim. On relève, dans la compétition, un produit tchèque : « Salutations cordiales du globe terrestre », de Oldrich Lipsky racontant, paraît-il, l'invasion du pays par des extra-terrestres (lettres persanes pas mortes) ou, encore, une œuvre britannique narrant à sa façon la mort de Staline : « Red Monarch », de Jack Gold... Au jury, présidé par Alphonse Boudard, d'apprécier ces éclats de rire iconoclastes.

F.G.

** 1er Festival du film comique, du 7 au 13 octobre.*
Renseignement : Office régional de la culture, 50, rue Breteuil, 13006 Marseille. Tél. : (90) 37-90-37.

Ballade ou pavane...

Après une palme d'or cannoise accompagnée d'un délire d'éloges en tout genre, il est quelque peu difficile de ramener sa plume pour pointer d'un bémol la pluie de superlatifs qui a accueilli « la Ballade de Narayama » de Shohei Immamura. Ça fait rabat-joie. Ou bien snob en diable, dans le style à contre-courant des passions légitimes. Tant pis. Quand faut y aller, faut y aller. Assumons.

« La Ballade de Narayama », donc. Inspiré d'un fort beau livre de Shichiro Fukazawa, ce récit d'une lente montée vers le mort avait déjà servi de canevas pour le grand écran. En 1958 (soit deux années après la parution du roman), le cinéaste Keisuke Kinoshita en avait tiré un film étrange, en rapport direct avec le théâtre Kabuki. Une vision très stylisée qui rendait à la perfection ce qui est l'âme même de cette « Ballade » — à savoir non pas un fait historique réel, mais une série de légendes ; un imaginaire collectif s'étant peu à peu transformé en poésie littéraire.

Vingt-cinq ans après, le propos de Shohei Immamura est tout autre. C'est moins un rêve qu'une œuvre réaliste, voire naturaliste, qu'il nous propose Une étude de la vie rurale dans le Japon de la fin de la période Edo (1850-1860) que rythment les saisons et les ébats amoureux des animaux. Admirablement filmé, avec même un goût avoué pour l'esthétisme, cette « Ballade » déroule son histoire sans jamais nous saisir, nous faire violence. Certaines séquences sont dures, pénibles parfois, et, pourtant, tout cela demeure lointain, comme en perpétuel écho. Quant aux épisodes monotones de la vie des bêtes, ils paraissent plaqués sur le scénario, alors qu'ils auraient dû en être le fil conducteur.

Il y a deux ans, au Festival de Strasbourg, la France avait découvert en Immamura une sorte de Godard nippon ; un cinéaste terriblement personnel qui n'hésitait pas à jongler avec toutes les formes possibles de cinéma. Son film d'alors, « La vengeance est à moi », nous avait pas mal impressionnés. C'est pourquoi, avec le souvenir de ce choc, on était en droit d'attendre plus de sa version de « Narayama ». Quelque chose de neuf, de jamais vu... Et non pas à ce classicisme que tant d'autres ont illustré avant lui.

Avec cette « Ballade », Immamura marche sur les traces des Kurosawa, des Mizoguchi sans jamais parvenir à les égaler. « La Ballade de Narayama », perfection glacée, ressemble au cinéma traditionnel japonais. Le génie en moins.

F.G.

** « La Ballade de Narayama », de Shohei Immamura. Avec Ken Ogata et Sumiko Sakamoto.*

La caméra-pinceau de Lam-Le

De l'Indochine au Vietnam, vingt années sont passées qui ont balayé les rêves des colons et essuyé toutes sortes de guerres. Des marais boueux de jadis, où s'enlisaient les missionnaires essoufflés et les militaires désenchantés, jusqu'aux terres de la pénible reconstruction, c'est toute l'histoire d'un peuple à la recherche perpétuelle de son identité que l'on peut lire. Une histoire double, triple, quadruple ; une histoire à cent visages que le cinéaste vietnamien Lam-Le s'est évertué à nous restituer sous la forme d'un film.

Mission impossible : Lam-Le, d'évidence, a trop à dire — et de trop de façons — pour se contenter de tracer en images la charpente d'un scénario traditionnel. D'où un résultat hybride : « Poussière d'empire », récit éclaté, désordonné, bancal, hésitant, ne ressemble à rien de connu.

Tout à la fois chronique historique, conte populaire et analyse de l'exil, ce film voudrait mêler en un même hymne les destinées collectives et les



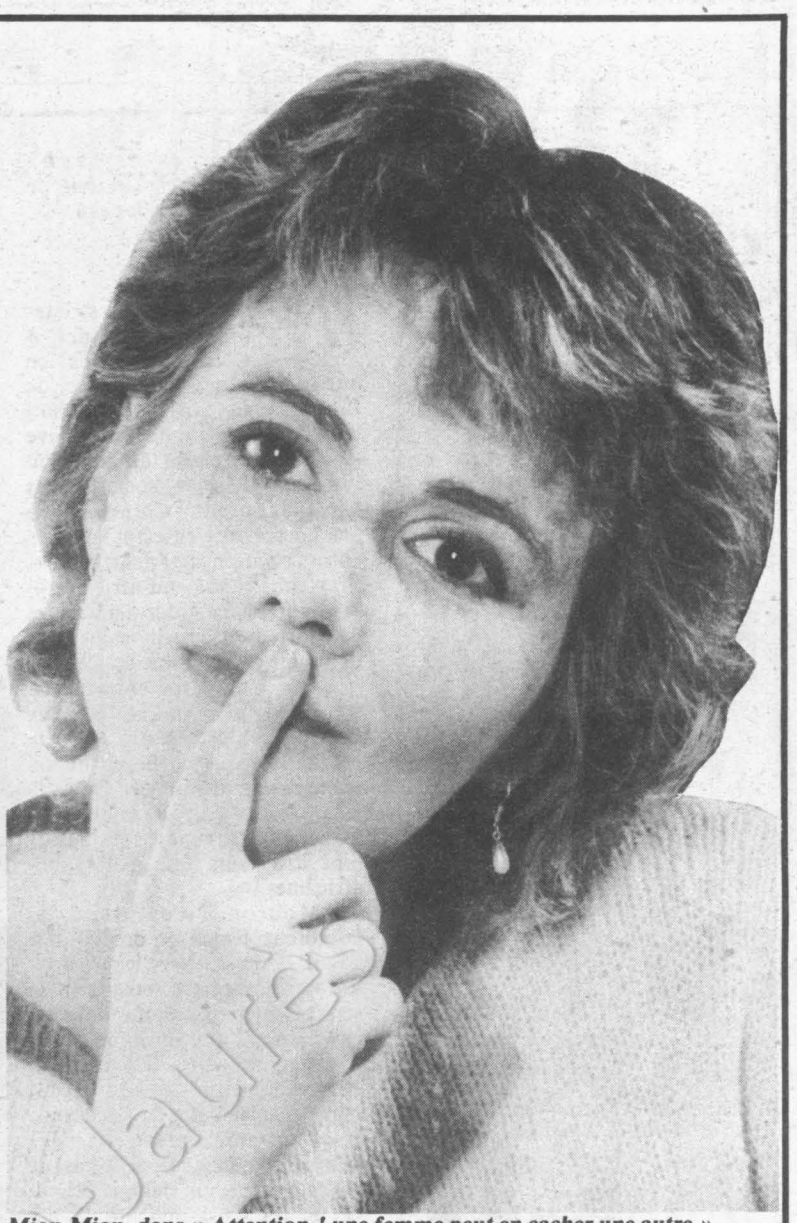
Christophe Malavoy et Brigitte Fossey, dans « la Scarlatine ».



Anne Harding et Gary Cooper dans « Peter Ibbetson ».



« La Ballade de Narayama ».



Miou-Miou, dans « Attention ! une femme peut en cacher une autre ».

cheminements individuels. Parce qu'il est poète et non pas historien, c'est par le regard qu'il porte sur l'individu isolé et non sur l'héroïsme de son peuple que Lam-Le parvient à nous séduire. Parce que là, il réussit à tout nous dire en une seule image presque muette : le Vietnam éternel et millénaire, solide comme cette pierre d'attente, qui symbolise dans les récits de l'Antiquité la patience de l'épouse séparée de son mari.

Toute cette seconde partie nous touche parce qu'elle décolle du simple exercice cinématographique et que, justement, « Poussière d'empire » n'est pas un film à proprement parler. Lam-Le le reconnaît d'ailleurs lui-même, qui préfère parler de musique, de religion, de peinture (du côté de chez Tapiès et Zao-Wou-Ki) pour décrire son travail. Vu sous cet angle, c'est fort intéressant. Reste à savoir si un écran de cinéma est fait pour accueillir des caméras-pinceaux.

F.G.

** « Poussière d'empire », de Lam-Le. Avec Dominique Sanda et Jean-François Stévenin.*

Un quinquagénaire magique

« Peter Ibbetson », le joyau de Henry Hathaway tant aimé des surréalistes, ressort sur les écrans. Cinquante ans plus tard ! Evidemment, il a pris beaucoup de rides, mais sans doute n'en est-il que plus troublant. Il a gagné en irréalité ce rêve d'amour fou unissant deux enfants, cette soif du temps perdu qui parvient à briser les barreaux de prison.

Amour, ô combien éthéré, jusque dans les baisers qu'échangent Ann Harding et Gary Cooper, assez improbable dans le rôle du gentleman architecte perdu dans son souvenir de petite fille en robe blanche. N'y cherchez nulle aide pour mieux comprendre les feux de la passion dévorant des amants de cette fin de siècle... « Peter Ibbetson » parle d'autre chose, de l'inavouable désir et de la recherche éperdue de ce plaisir dont nous nous croyions maîtres, enfants. Et, le plus beau, c'est qu'il semble en parler de lui-même, mû par sa propre force, au-delà de la volonté des auteurs et des acteurs. Magiquement.

F. de G.

** « Peter Ibbetson » d'Henry Hathaway.*

Tristes et tendres tropiques

La photo est sépia, lavée par les trop grands soleils. La caméra sait raconter les visages. Celui de la vieille grand-mère qui se bagarra jusqu'à son dernier souffle pour que l'intelligent petit fasse des études, échappe à la fatalité de la canne qui pèse sur les habitants de la « Rue Cases Nègres ». Celui du vieux sage qui raconte des histoires, le soir, où les Nègres rejoignent leur pays, l'Afrique, après la mort. Celui du beau jeune homme qui rêve de conquérir Hollywood et se perd au service des riches Béckés. Celui du petit mulâtre que son père a refusé de reconnaître, sur son lit de mort, pour ne pas salir la particule de son nom. Une Antillaise, Euzhan Palay, signe son premier film. Avec autorité.

F. de G.

** « Rue Cases Nègres » d'Euzhan Palcy.*

Brillant et froid

Zelig l'homme-caméléon. Zelig le mal-aimé tellement, soucieux de plaire qu'il prend la forme de son interlocuteur du moment. Gras devant un obèse, coloré face à un Noir. L'Amérique lui fait fête, avant de le rejeter, puis de le sacrer héros. Pour les besoins de « Zelig », Woody Allen, l'homme de « Bananas », de « Manhattan » et de « Conte érotique d'une nuit d'été », s'est transformé en fabuliste. Woody le caméléon, qui veut être aimé, mais à qui on demande de plaire, toujours suivant les mêmes vieilles recettes. Techniquement, le film est éblouissant, avec ces documents d'archives truqués plus vrais que nature. Le scénario est génial, la mise en scène aussi. Pourtant, on reste un peu frustré. Peut-être parce qu'il manque à « Zelig » ce supplément d'âme que certains appellent émotion.

M.D.

** « Zelig », de Woody Allen, avec Woody Allen et Mia Farrow.*

Juliette ou la clé du cauchemar

Juliette n'a jamais pu bifurquer. Depuis l'enfance, elle est sur des rails — ces rails qui ouvrent le film — et doit s'en tenir aux stations arrêtées par le destin. Parce qu'elle est pauvre et parce qu'elle est femme. C'est le manque d'argent qui la force à épouser un homme qu'elle ne connaît pas pour assurer un toit à sa famille. Et c'est consciente des devoirs inhérents à sa condition de femme qu'elle accepte son sort sans se rebeller. La résignation quand rien d'autre n'est possible. Quand il ne reste plus qu'à vivre sans trop savoir pourquoi. Parce que c'est écrit. Le destin, en somme.

Juliette n'a pas les moyens de se révolter, de partir. Personne ne lui a appris qu'elle aussi avait le droit d'exister. Et puis c'est l'engrenage : la fille qu'elle ne veut pas abandonner, le mari fou d'alcool qui tente un jour de la tuer. Alors ? Attendre. Attendre que ça cesse, attendre sans plus rien espérer vraiment. C'est la mort du mari qui délivrera Juliette. Là encore, la jeune femme subit. Elle n'a pas choisi. Toujours le destin.

On tremble à l'idée de l'insupportable mélo que ce scénario aurait pu engendrer. Et on se retrouve avec un film bouleversant, maîtrisé de bout en bout par une réalisatrice, Aline Issermann, qui connaît son sujet et fait parler son cœur. Sans violons, avec une retenue et une justesse de ton qui la placent d'emblée parmi les grands du cinéma français. Laure Duthilleul est géniale de bout en bout, et Richard Bohringer lui donne une réplique admirable. Ne manquez surtout pas ce beau film grave, déchirant. Un miracle. Parce que le talent s'y conjugue avec une merveilleuse compréhension des êtres. Une chose est sûre : Juliette, désormais, fait partie de notre vie.

M.D.

** « Le Destin de Juliette », d'Aline Issermann, avec Laure Duthilleul et Richard Bohringer.*

Pour les inconditionnels de Miou-Miou seulement

Attention ! Un titre accrocheur peut cacher un mauvais film. Et stop ! N'allez pas voir la dernière production de Georges Lautner, sauf si vous êtes amoureux fou de Miou-Miou. N'allez pas voir cette caricature de comédie à la française farcie de clichés très « mode ». L'histoire ? Alice, trop tendre pour choisir entre les deux hommes de sa vie, a préféré la bigamie. Et deux ports d'attache : Paris, où elle s'occupe trois jours par semaine de son mari pilote de ligne (Roger Hanin) et d'un très précoce rejeton qui vous récite « le Capital » comme d'autres une fable de La Fontaine ; et Deauville, qu'elle rejoint chaque week-end pour y retrouver son compagnon, gros ours et prof de lettres (Eddy Mitchell), et leurs deux enfants. Quiproquos, coups de téléphone intempestifs des chers époux quand l'objet de leur flamme se trouve occupé ailleurs, et nostalgiques états d'âme de l'objet en question qui voudrait bien trouver comment sortir de cette mélasse sans trop faire de victimes. Le sujet était bon, mais réclamait un metteur en scène à la hauteur. Truffaut nous aurait donné un chef-d'œuvre ; Lautner ennuie. Le point zéro de la caméra. Qui se double d'une terrible ambiguïté du discours : Alice n'est plus ici, alors qu'elle devrait y être. Voyez ce qu'a donné le féminisme : de jeunes mères indignes qui mènent double vie et causent doublement malheur. Lautner est trop futé pour le dire carrément. Il le montre. Et, ce qui ajoute du poids au choc des images, Miou-Miou est remarquable.

M.D.

** « Attention ! Une femme peut en cacher une autre », de George Lautner. Avec Miou-Miou, Roger Hanin, Eddy Mitchell, Dominique Lavanant, Charlotte de Turkheim.*

La guerre des boutons

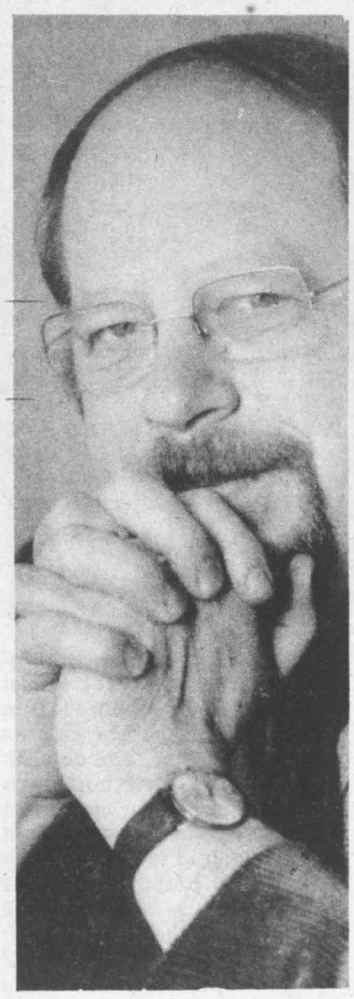
Une petit garçon qui se décide à grandir, après son premier chagrin d'amour. Et à couper un cordon ombilical sacrément solide. C'est l'histoire tendre que raconte « la Scarlatine », sur fond de déracinement, de grand-mère rêvant à la fastueuse Alexandrie qu'il a fallu quitter.

Une première œuvre de Gabriel Aghion. Touchante, trop visiblement autobiographique. Et pourtant traversée de moments merveilleux, ceux où le réalisateur s'est laissé conduire par le bonheur de filmer : une incroyable fête où les convives sont invités à démolir un hôtel particulier, quelques prises de bec entre le jeune Roger et le nouvel amant de sa mère, étonnant Christophe Malavoy. Aghion connaît bien les moments de folie sympathique. Et il sait les filmer. Lui reste à gagner en rigueur, pour éviter les pièges de l'impressionnisme gentil.

F. de G.

** « La Scarlatine » de Gabriel Aghion.*

La chronique littéraire de Claude Glayman



PLEURE Ô MON PAYS BIEN-AIME

Des sept années qu'il a passées dans les geôles sud-africaines, Breyten Breytenbach a tiré un livre fort, amer, glaçant qui hante longtemps après qu'on l'eut refermé

• Breyten Breytenbach : « Mouroir », Stock, traduit de l'anglais par Jean Guiloneau

« L'ENFER est strictement personnel. » C'est du moins ce que déclare un personnage de Breytenbach sans qu'on soit bien sûr que l'enfer ne doive pas quelque chose au pays où l'on est né, à la société dans laquelle on vit. Comment ne pas apercevoir, en effet, un lien entre la nation de l'apartheid — Breytenbach est sud-africain — et l'univers d'enfermement et de mort dont son livre est tout imprégné ! La vision concentrationnaire de Breytenbach est d'autant plus marquée que Breytenbach est peintre et poète et que, lorsque ce Blanc libéral a été libéré de prison (sous la pression du gouvernement français), il venait de passer sept ans dans les geôles sud-africaines.

« Mouroir » comprend de nombreux textes qu'on hésite à qualifier de « nouvelles », dont les personnages se retrouvent et se croisent plus comme dans un cauchemar que comme dans une fiction suivie. Il y est souvent question de souvenirs, mais également d'évocations. Souvenirs où l'enfance et l'âge mûr sont mêlés. Evocations de paysages, en un déluge d'images et de sensations où le patrimoine sud-africain a sa part par la faune, la flore, par le mythe colonisateur. Histoires de personnages dont on pressent qu'elles ont été racontées à l'auteur lors de son séjour pénitentiaire, comme ce métis tué ou comme cet évadé menacé d'une chasse à l'homme ou comme ces exécutions au petit matin que Breytentach décrit avec une méticulosité froide qui glace les os.

Ce brassage général est souvent allusif, confus parfois. Bribes de « stories », de romanesque, comme si le lecteur était au courant des intentions et du passé du narrateur. Il y a là comme une volonté de nous persuader de la présence de ces personnages, d'où leurs réapparitions intermittentes tels, cette Elefeteria et de nombreux autres ; d'où également ces identités multiples qui font perdre le fil, mais indiquent aussi un véritable problème d'identité personnelle (l'incarcération, la clandestinité, la répression, l'exil retentissent sur la perception que des êtres peuvent avoir d'eux-mêmes). A la fin du livre, le nom même de Breytenbach est signalé à plusieurs reprises, mais avec des orthographes différentes. L'auteur se fixe mal. Fruit de l'expérience unique d'un combat pour la liberté, mais également traduction de préoccupations formelles.

Breytenbach dit dans cette suite de flashes : « Un firmament de vide, mourir par le cou, c'est sodomiser la nuit, comme si la pensée n'était pas dissolution, les mains ces jouets blessants... » On pourrait se livrer à une véritable psychanalyse de l'auteur. Et l'on vérifierait comment celui-ci est hanté par la destruction. La pourriture des matériaux, des éléments, de la chair, l'oxydation, la désintégration, voilà sa hantise. « ... Finalement ne sommes-nous pas, ainsi que tout ce qui nous entoure, des dessins brouillés par le vent de ce qui structure la pourriture ? » Et encore : « C'est grâce aux os que la chair s'accroche à la vie ; grâce au squelette, la chair adhère à la vie. » Cet appel du néant baigne tout ce qu'écrit Breytenbach. On peut y voir l'empreinte d'un pays, d'une société en proie à l'exclusion radicale d'une partie des autres hommes et à la violence incessante qui s'ensuit. La vitalité insatiable de l'individu naturel se heurte au verdict du racisme, et l'éternel mouvement d'un pays neuf se mue en un malaise permanent, insupportable au sens absolu du terme. Ce conflit autant que son incarnation expliquent le complexe d'enfermement dont Breytenbach donne tous les signes. On passe de la prison dont le thème lancinant est l'un des leitmotive de l'art (je songe par exemple aux chœurs de l'opéra de Beethoven « Fidelio », « Adieu à la lumière »), à la technologie super-sophistiquée dans laquelle s'est barricadée l'Afrique du Sud.

Orange mécanique de l'apartheid, paroxysme de l'idéologie de la sécurité nationale, dessin de Piranese revu à l'ère de l'informatique. L'inspiration et le climat de Breytenbach en dérivent. Ainsi s'explique une espèce de folie, étouffante, inhumaine ; le souffle inépuisable de Breytenbach nous y mène toujours plus loin. Folie tourbillonnaire, trait de cette littérature. Dans les livres de J.-M. Coetze (édité par M. Nadeau-Papyrus), autre écrivain sud-africain, on éprouvait déjà la même impression lancinante, et je notais ici même à propos de « Au cœur de ce pays » (voir « l'Unité » du 4 Décembre 1981) : « ... L'apartheid n'est pas nommé politiquement, mais il est présent dans ces êtres primaires, hors civilisation, qui tiennent à la fois de Faulkner et de Beckett. La décomposition et la mort des personnages traduisent leur séparation, leur cloisonnement, qui, pour être d'ordre naturel ou métaphysique, n'en sont pas moins comme le reflet ou la conséquence de la situation raciste de l'Afrique du Sud. »

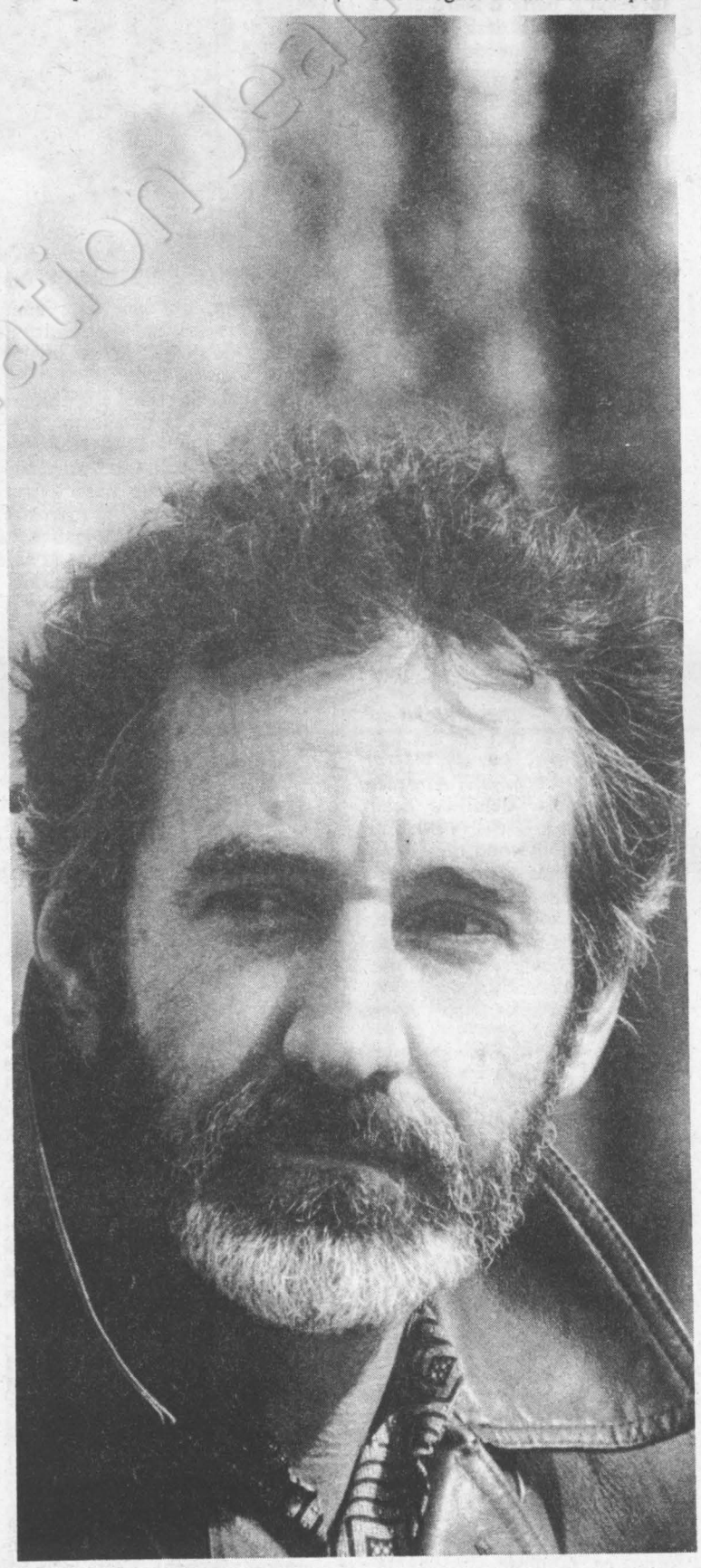
Chez Breytenbach, le récit de l'exécution d'un assassin de droit commun est minutieux au moindre détail près. La dernière nuit du condamné fournit l'occasion d'une description insoutenable. Dans toute la prison les détenus chantent pour accompagner la marche au supplice. « S'il n'y a plus d'espoir, il n'y a plus de peur. ». Breytenbach cite ce vers de Milton et il note : « Il y a une urgence palpitante dans leur chant, c'est comme si on pouvait entendre leurs voix brûlées vives... Cette production de bruit avec la bouche dure jour et nuit, efface la nuit et le jour, jusqu'à ce que ceux qui doivent partir se lèvent le matin... Aussi, pendant la dernière semaine, ce qui est peur, agoisse, douleur, et vie, sort petit à petit par la bouche. Une drogue. Et au dernier petit matin, ils marchent dans le couloir, comme un miroir en rythme mais en transes, pas des hommes seuls mais une chansons en mouvements. »

A la manifestation collective de solidarité humaine succède la pendaison, ce qu'il faut bien se résoudre à appeler la cérémonie de la pendaison, celle de l'éxécution. A ceux qui sont partisans de la peine de mort, on ne saurait trop conseiller de lire ces passages. Songeront-ils alors au combat de Victor Hugo comme de Robert Badinter et de tant de voix !

Il y a d'autres thèmes chez Breytenbach qu'il serait abusif de limiter à une morbidité généralisée. Voici les contrées de la liberté, le pays idéal qui s'appelle Nomansland où l'on se réfugie et s'exile ; voici le temps qui détruit et fait vivre, Bouddha référence permanente, etc. D'autres textes évoquent les vacances, le monde de l'enfance, les parents, la mer, les oiseaux. Et d'éprouver alors le sentiment d'échapper à l'obsession de la « maison des morts », mais cela ne dure qu'un instant et très vite comme en un inévitable et inconscient télescopage, la hantise est de retour. Breytenbach invoque-t-il les oiseaux qu'aimait son père, immédiatement — visionnaire malgré lui — le voici découvrant une réunion d'anciens combattants : «... Ils restent là... avec des flammes dans les orbites et, de leurs mains comme des squelettes d'oiseaux, ils caressent leurs vieilles cuisses osseuses et leur cage thoracique. »

A côté de la démarche militante, Breytenbach a des préoccupations de forme. « Le consul de Lowry n'est-il pas plus proche de la réalité que le Robert Jordan de Hemingway ?... N'est-ce pas un des attributs virils de Hemingway de nous offrir rarement un aperçu de la conscience du héros et même de ses perceptions ? » Comme le très étonnant Malcom Lowry (dont on réédite « Ô, Seigneur, écoute notre voix » — Maurice Nadeau — Papyrus), Breytenbach parle de l'intérieur et ne décrit nullement de l'extérieur selon les techniques « béhaviouristes ». Ses rêves, ses fantasmes, ses cauchemars sont exprimés au fur et à mesure de leur émergence dans la tête de l'auteur. Un flux verbal parfois bizarre et dingue mêle les événements, les personnages, les sources, les lieux, les civilisations, dans une « articulation sombre » (selon les termes mêmes de l'auteur). J'ai plus d'une fois songé au style « cut » de Jack Kerouac : « Les mouvements furtifs quelque part. Un animal qui babille. Du calme ! On écoute. D'autres gens qui s'entassent dans la grange. Des pensées, pense-t-elle. Même pas des mots ! »

Breytenbach dit très vite, il dit tout. Il témoigne sur un univers malade d'une injustice suprême — le racisme — et de la déraison d'un système. Mais par-delà l'implacable dénonciation de l'apartheid, il y a une œuvre d'art, belle et touffue, saccadée et opressante, qui, selon la formule en cours, nous interpelle dans le miroir qu'elle nous tend. Breytenbach l'écrit à la fin de son manuscrit : « Maintenant c'est à vous de décider de poursuivre, de décider de ce que vous voulez faire avec l'évidence. »



LISEZ AUSSI...

- ***André Brink : « Sur les bancs du Luxembourg », Stock.***
- ***Nadine Gordimer : « Ceux de July », Albin Michel*** **(voir l'article de Nicole Chaillot dans « l'Unité » n°516).**
- ***Odette Guitard : « l'Apartheid » Que sais-je, Puf.***

Collection Jean-Pierre Rioux

Les uns les autres.



Au Crédit Mutuel, on peut compter les uns sur les autres.
Être au Crédit Mutuel, c'est en devenir sociétaire, si on le souhaite.
C'est élire en commun ses administrateurs, c'est participer pleinement
à l'orientation de sa banque. L'esprit du Crédit Mutuel :
s'unir pour aller plus loin.

Crédit Mutuel

ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

LA TRIBUNE DU CONGRES

UN PARTI POUR LE SUCCES

PAR CHRISTIAN PIERRET



Le problème essentiel auquel est confrontée la société française, est le suivant: comment retrouver un rythme de croissance économique suffisant pour permettre, sans traumatismes sociaux et politiques graves, de résorber le chômage, d'améliorer les revenus des plus défavorisés, de maintenir un haut niveau de protection sociale ?

EN 1974, l'augmentation brutale des prix du pétrole n'a été que l'illustration la plus éclatante de la dégradation de la situation économique mondiale perceptible dès la fin des années 1960. On peut débattre sur les causes de cette crise économique qui marque une rupture dans le rythme de croissance de l'économie du monde occidental. On ne peut nier son existence et sa permanence. Cette crise a tout d'abord été à l'origine d'une augmentation rapide et considérable du chômage dans l'ensemble des pays développés ; elle a ensuite entraîné des difficultés accrues pour les pays du tiers monde, ces difficultés dégradant elles-mêmes la situation du commerce international. Elle a, enfin, engendré des déficits tant dans les budgets publics que les comptes sociaux, ces déficits ne pouvant manquer de poser à leur tour des problèmes de financement. Enfin, l'activité économique médiocre a pour résultat de rendre difficiles les investissements et donc d'accentuer les problèmes d'adaptation de l'appareil productif aux exigences des nouvelles technologies.

Priorité à l'investissement industriel

Il est incontestable que, pour revenir au cas particulier de la France, nous devons tout faire pour que l'investissement industriel atteigne à nouveaux des niveaux qui nous permettent de rester dans la course au progrès. On ne résoudra, c'est vrai, le problème du chômage que si l'on insuffle un nouveau dynamisme à l'économie française ; on ne résoudra durablement les problèmes de déficits publics et sociaux que si l'activité reprend à un rythme plus soutenu. Mais nous devons tenir compte de deux handicaps structurels français. Le premier, c'est le retard pris par notre industrie à se transformer, à s'adapter, à se placer sur des marchés porteurs et solvables. Le deuxième handicap, c'est nos tendances inflationnistes supérieures à celles constatées parmi nos grands rivaux industriels, qu'il s'agisse du Japon, des Etats-Unis ou de l'Allemagne fédérale.

Tout gouvernement, quel qu'il soit, est donc confronté à la double exigence suivante : ne pas laisser se dégrader la situation sociale et, pour parler clair, refuser la fatalité du chômage ; résorber nos handicaps, aussi bien en matière d'inflation qu'en matière industrielle.

Il est tout à fait évident que deux écoles de pensée, deux théories économiques, s'affrontent, la sincérité des uns et des autres étant également entière.

La dévaluation n'est pas une solution

Face à la politique économique du gouvernement, il convient donc d'examiner s'il est possible d'envisager une politique économique alternative permettant de desserrer sur les ménages l'étreinte de la rigueur, tout en donnant davantage de chances à l'investissement productif. En d'autres termes, peut-on envisager une politique de relance de l'activité ? Ceux qui répondent positivement à cette question ont conscience que en raison des handicaps industriels de la France et de la propension de notre économie à une hausse des prix supérieure à celle de nos partenaires, il faut, d'une manière ou d'une autre, — sous peine d'aboutir à une dégradation extrêmement rapide de notre commerce extérieur et donc à un niveau de dette extérieure inacceptable — nous protéger du verdict quasi instantané du marché mondial. C'est pourquoi ils proposent, dans un cocktail de mesures dont les ingrédients peuvent varier, un certain degré de protectionnisme et une politique monétaire de désengagement du franc du Système monétaire européen, en d'autres termes, des dévaluations successives ou une dévaluation de combat.

Une telle solution est-elle possible ? Une telle solution est-elle à même de résoudre nos difficultés ? Je crois que l'on doit apporter une réponse négative à ces deux questions ?

Le poison de l'inflation :

Outre les inconvénients en matière de politique extérieure qu'impliquent de telles mesures, outre les difficiles problèmes techniques de « faisabilité » dont est lourde la conduite quotidienne d'une telle aventure, il me semble que les deux inconvénients majeurs que présenterait cette politique sont les suivants : tout d'abord, décrocher du marché mondial, ne serait-ce que passagèrement, ne ferait que renforcer notre goût instinctif pour des solutions techniques uniquement nationales, toujours coûteuses et souvent lourdes de risques quant à notre capacité exportatrice. Ensuite, notre tendance profonde à résoudre nos difficultés par la fuite en avant qu'est l'inflation ne pourrait être que renforcée. Or, pour être une drogue douce, l'inflation n'en est pas moins, à terme, mortelle !

En d'autres termes, pour séduisante que puisse paraître, à échéance courte, une telle politique, elle n'en est pas moins, à mon sens, rapidement vouée à l'échec et à la régression. Dans l'état actuel de son industrie, dans l'état actuel de ses structures économiques, la France ne peut s'exonérer du rude effort d'assainissement auquel l'a conviée le Président de la République lors de son dernier entretien télévisé. Il ne s'agit pas de savoir si la rigueur est politiquement supportable ou insupportable, il s'agit d'avoir conscience que la politique économique actuellement menée par le gouvernement est, pour les 18 mois qui viennent, indispensable pour que l'économie française puisse repartir sur des bases saines et donc durables. L'enjeu du congrès socialiste de Bourg-en-Bresse est donc bien de prolonger par des propositions dynamiques en matière économique pour vraiment mobiliser l'ensemble du Parti dans le sens du succès.



DIPAPACÉQUOI

par Piem

LA cinquième avait vingt-cinq ans.

Ayant ouvert, cette occasion, les salons de son hôtel bien particulier, tonton Chichi avait réuni le conseil de famille : tonton Valy et tonton Barre, sans oublier tonton Michou.

— Cet enfant, en grandissant, a mal tourné, déclare d'entrée de jeu tonton Michou. Il nous faut sans attendre mettre un frein à ses libertinages. (Et les tontons d'applaudir à grands cris). Il est grand temps de reprendre son éducation en main et, s'il le faut, d'instituer un conseil de tutelle.

— Je suis prêt à assumer une fois encore cette charge, car je sais, on me l'a dit, que cette dévergondée s'exhibe dans les mauvais quartiers. Ses relations sont des plus douteuses. On l'aurait même vue, bras dessus, bras dessous, avec un coco.

Un frisson d'horreur parcourt l'assemblée des tontons flingueurs et le grand lustre du salon d'apparat fait tinter ses cristaux.

— Cétacée ! s'écrie tonton Barre, je me jette à l'eau. Le tuteur ce sera moi et personne d'autre.

— Que nenni, dit Valy, je connais cette fille et sa garde me revient de droit.

Tonton Chichi se met de la partie et ce fut bientôt un beau charivari. Afin de calmer les esprits, tonton Michou dut sortir son bazooka des grands jours.

— Messieurs, messieurs, pensez à Papi qui nous regarde de là-haut, que va-t-il penser de nous. Attention ! il est capable d'aller chercher Massu.

Au souvenir de Grand-Père, les tontons firent une minute de silence pendant que quelques valets recueillaient dans des coupelles en argent les larmes de crocodile de ces messieurs.

— Reprenons calmement le débat, dit Chichi, je propose...

Les propositions de Chirac ont toujours jeté un froid et, malgré la saison, on releva des températures allant de moins cinq à moins dix sous abri et l'esplanade de l'Hôtel de Ville se couvrit d'un tapis blanc.

— Mais c'est moi qui dispose, reprend Valy.

— Le voilà bien le compromis ! s'écrie tonton Chichi.

— Il ne s'agit plus de promettre mais de tenir, hurle tonton Barre.

Une seule solution, la révolution.

Charivari ! Charivari !

L'amitié était à son comble. Ils s'empoignèrent à grands coups de sourire par en dessous et de baisers fratricides. Tonton Michou tire un coup de semonce ; le lustre du grand salon s'effondre dans un fracas de cristal brisé.

Le calme est rétabli. Les troupes sont consignées à Baden-Baden.

A quelques pas de là, Marianne la cinquième, regardait couler la Seine. Elle avait vingt-cinq ans et n'avait nul besoin de parrain, de tuteur ou de maquereau. Elle était majeure.

Parions que dans tout ce débat, c'est la seule qui ait atteint l'âge de raison.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325